

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 167
N° 63

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 7
no Atete 2018

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° HC 555 SGAP du 23 juillet 2018 fixant les dates des épreuves écrites de la 1re session de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police, session 2019 et portant composition de la commission des membres correcteurs de la 1re épreuve.....	15350
Arrêté n° HC 581 du 27 juillet 2018 portant proclamation des résultats de l'examen du diplôme d'Etat d'infirmier pour la session de juillet 2018.....	15351
Arrêté n° HC 585 CAB/DPC du 30 juillet 2018 relatif aux honneurs et récompenses des sapeurs-pompiers de Polynésie française.....	15352
Arrêté n° HC 586 CAB/DPC/vh du 30 juillet 2018 portant renouvellement de l'agrément de l'Unité de développement des premiers secours de Polynésie française - UDPS 987, pour les formations aux premiers secours.....	15354
EXTRAITS	
Arrêté n° 567 DIE/FIP du 25 juillet 2018 portant modification de l'arrêté n° 481 DIE/FIP du 7 juillet 2017 relatif à l'opération "Formation élus" du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPC.PF), volet : Projet intercommunaux, année de programmation : 2017.....	15355
Arrêté n° 568 DIE/FIP du 25 juillet 2018 portant modification de l'arrêté n° 483 DIE/FIP du 7 juillet 2017 relatif à l'opération "Chef de projet finances et fiscalité" du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPC.PF), volet : Projet intercommunaux, année de programmation : 2017.....	15355
Arrêté n° 569 DIE/FIP du 25 juillet 2018 portant modification de l'arrêté n° 482 DIE/FIP du 7 juillet 2017 relatif à l'opération "Groupes de travail relatifs aux grands chantiers communaux, compétence promotion de l'institution communale" du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPC.PF), volet : Projet intercommunaux, année de programmation : 2017.....	15355
Arrêté n° 570 DIE/FIP du 25 juillet 2018 portant modification de l'arrêté n° 121-14 DIE/FIP du 18 juillet 2014 relatif à l'opération : "Réactualisation du schéma directeur d'alimentation en eau potable" de la commune de Maupiti, volet : Etudes préalables, année de programmation 2014.....	15355
Arrêté n° 571 DIE/FIP du 25 juillet 2018 portant modification de l'arrêté n° 529 DIE/FIP du 15 avril 2016 relatif à l'opération : "Rénovation des sanitaires et du préau de l'école élémentaire de Fetuna" de la commune de Tumaraa, volet : Constructions scolaires, année de programmation : 2016.....	15356
Arrêté n° 572 DIE/FIP du 25 juillet 2018 portant modification de l'arrêté n° 983 DIE/FIP du 4 août 2016 relatif à l'opération : "Remise aux normes de l'école de Tefareri" de la commune de Huahine, volet : Constructions scolaires, année de programmation : 2016.....	15356

- Arrêté n° 573 DIE/FIP du 25 juillet 2018 portant attribution d'une dotation du "Fonds intercommunal de péréquation" (FIP) de 3 895 000 F CFP soit 32 640,10 euros à la commune de Tumaraa pour le financement de l'opération "Rénovation des sanitaires du centre des jeunes adolescents de Vaiaau", volet : Construction scolaires, année de programmation : 2018 15356
- Arrêté n° 574 DIE/FIP du 25 juillet 2018 portant attribution d'une dotation du "Fonds intercommunal de péréquation" (FIP) de 3 990 000 F CFP soit 33 436,20 euros à la commune de Tumaraa pour le financement de l'opération "Rénovation du préau de l'école de Tehurui", volet : Construction scolaires, année de programmation : 2018 ... 15357
- Arrêté n° 575 DIE/FIP du 25 juillet 2018 portant modification de l'arrêté n° 496 DIE/FIP du 17 juillet 2017 relatif à l'opération "Etudes et maîtrise d'œuvre de la compétence AEP 2017" du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPC.PF), volet : Projet intercommunaux, année de programmation : 2017 .. 15358
- Arrêté n° HC 579 DIE/BFC du 26 juillet 2018 portant attribution à certaines communes de Polynésie française de la dotation relative à l'enregistrement des demandes et à la remise des titres sécurisés (DTS), exercice 2018. 15359

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

- Arrêté n° 1391 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Hamuta Val pour financer un jumelage avec Nuku Hiva 15360
- Arrêté n° 1392 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Pirae Uta Nui Solidarité Action Jeunes pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2018 15361
- Arrêté n° 1393 CM du 31 juillet 2018 portant modification de l'arrêté n° 1473 CM du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé port autonome de Papeete 15364
- Arrêté n° 1394 CM du 31 juillet 2018 portant caducité de l'arrêté n° 9076 MET du 14 octobre 2014 autorisant la déviation d'une dépendance du domaine public fluvial sise dans la commune de Hitia'a O Te Ra, au profit de la SCI Tepaae 1 15365
- Arrêté n° 1395 CM du 31 juillet 2018 portant déclaration d'utilité publique la déviation d'un tronçon de la route de liaison entre Hakahau et Hohoi sise dans la commune de Ua Pou, archipel des Marquises et de cessibilité des parcelles de terre nécessaires à cette opération 15366
- Arrêté n° 1396 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Alesimedia, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants 15366
- Arrêté n° 1397 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Lomane, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants 15367
- Arrêté n° 1398 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Vidéo Télé Service, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants 15368
- Arrêté n° 1399 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Monsieur Propre Tahiti, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants 15369
- Arrêté n° 1400 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Conseils et Etudes Technyc, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants. 15370
- Arrêté n° 1401 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Formation Poly Sécurité, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants 15370
- Arrêté n° 1402 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Ateliers pour la réinsertion professionnelle des personnes handicapées - APRP, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants 15371

Arrêté n° 1403 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Marara Express Transport, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	15372
Arrêté n° 1404 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Proximity, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	15373
Arrêté n° 1405 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société NBC Agency, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	15374
Arrêté n° 1406 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Info Tech, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	15374
Arrêté n° 1407 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Punaauia Pneus, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	15375
Arrêté n° 1408 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Polynésie Voyages, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	15376
Arrêté n° 1409 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Polynésie Marine, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	15377
Arrêté n° 1410 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société LST, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	15378
Arrêté n° 1411 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Raiatea Pneus Import, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	15378
Arrêté n° 1412 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Studio 87, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	15379
Arrêté n° 1413 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Tahiri Valley, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	15380
Arrêté n° 1414 CM du 31 juillet 2018 portant mesures d'application de la loi du pays n° 2018-15 du 26 avril 2018 portant réglementation du titre et de la profession d'expert-comptable et instituant l'ordre des experts-comptables	15381
Arrêté n° 1415 CM du 31 juillet 2018 portant vœu du gouvernement de la Polynésie française pour l'adoption par la République française d'une loi d'homologation de certaines peines d'emprisonnement prévues par la loi du pays n° 2018-15 du 26 avril 2018 réglementant le titre et la profession d'expert-comptable et instituant l'ordre des experts-comptables	15385
Arrêté n° 1419 CM du 31 juillet 2018 portant modification de l'arrêté n° 229 CM du 3 février 2004 portant organisation du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles.	15385
Arrêté n° 1420 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du comité Reva Tahiti Productions pour participer à l'événement "Heiva San Diego"	15386
Avis n° 1421 CM du 1er août 2018 portant avis sur le projet de décret relatif à l'extension dans les collectivités d'outre-mer de Wallis et Futuna et de Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie des dispositions du décret n° 2017-169 du 10 février 2017 relatif au certificat d'aptitude professionnelle aux pratiques de l'éducation inclusive (CAPPEI) et à la formation professionnelle spécialisée	15387

EXTRAITS

Arrêté n° 1416 CM du 31 juillet 2018 rendant exécutoire la délibération n° 1-2018 du 14 juin 2018 portant approbation du compte financier de l'exercice 2017 de l'Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de la Polynésie française et affectation de son résultat.	15388
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**Présidence**

Arrêté n° 979 PR du 1er août 2018 portant modification de l'arrêté n° 769 PR du 20 juin 2018 portant désignation des membres de la commission de l'organisation sanitaire. 15388

Vice-présidence

Arrêté n° 6715 VP du 30 juillet 2018 portant abrogation de l'arrêté n° 834 CM du 23 juin 1998 accordant à M. Milton Teraihoarai Tehei le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française .. 15389

Arrêté n° 6716 VP du 30 juillet 2018 accordant à M. Yann Leu le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle "apte à naviguer" pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française 15389

Arrêté n° 6717 VP du 30 juillet 2018 accordant à M. Toreakauahi Viriamu Hiro le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle "apte à naviguer" pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française. 15390

Arrêté n° 6795 VP du 31 juillet 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. et Mme Pierre et Michèle Leyral dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale 15391

Arrêté n° 6796 VP du 31 juillet 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Ioane Fremaux et Mlle Camille Baechler dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale 15392

Arrêté n° 6797 VP du 31 juillet 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mlle Magali Martin dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale 15392

Arrêté n° 6798 VP du 31 juillet 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mlle Vanessa Geron dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale 15393

Arrêté n° 6799 VP du 31 juillet 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Jérôme Aspart et Mlle Mélanie Jaminet dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale 15394

Arrêté n° 6800 VP du 31 juillet 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. et Mme David et Laurence Abiven dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale 15394

Arrêté n° 6808 VP du 31 juillet 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. et Mme Stéphan et Sylvie Della Maggiora dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale 15395

Arrêté n° 6809 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Kevin Avvenenti et Mlle Armelle Sandford dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale 15396

Arrêté n° 6810 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. et Mme Jean-Nardo et Pamela Patii dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale 15396

Arrêté n° 6811 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mlle Danièle Guyonnet dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale 15397

Arrêté n° 6812 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. et Mme Bruno et Marie-Laure Ly dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale 15398

Arrêté n° 6813 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mlle Anne Razafinaivo dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale	15398
Arrêté n° 6834 VP du 1er août 2018 abrogeant l'arrêté n° 10018 MEI du 22 novembre 2016 accordant la qualité de collecteur et d'éleveur de bénéitiers ainsi que l'agrément d'aquaculteur professionnel de la Polynésie française au profit de M. Tekakei Edwin Kehapuia	15399
Arrêté n° 6835 VP/DGAE du 1er août 2018 portant ouverture des quotas d'importation de certains fruits et légumes frais pour le mois d'août 2018	15400
Arrêté n° 6836 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Heiarii Bonno dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale	15402
Arrêté n° 6837 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. et Mme Alain et Maryse Noguier dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale	15402
Arrêté n° 6838 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Laurent Dumesnil et Mlle Tiare Varney dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale	15403
Arrêté n° 6839 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. et Mme Manuarii et Priscilla Tauatiti dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale	15404
Arrêté n° 6840 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Jean-Marc Leonetti dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale	15404
Arrêté n° 6841 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. et Mme Teritua et Sephora Poia dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou de l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale	15405
Ministère du logement et de l'aménagement du territoire	
Arrêté n° 6700 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 proclamant les résultats de la session d'examen conduisant à l'obtention du module 4 "conduite et maintenance des machines" du brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC) tenue à Papeete (Tahiti), le 5 juillet 2018	15406
Arrêté n° 6701 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 proclamant les résultats de la session d'examen conduisant à l'obtention du module 6 "pêche" du brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC) tenue à Papeete (Tahiti), le 2 juillet 2018 ...	15406
Arrêté n° 6702 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 proclamant les résultats de la session d'examen conduisant à l'obtention du certificat d'initiation nautique option "pêche et cultures marines" (CINPCM) tenue à Papeete du 25 au 28 juin 2018	15407
Arrêté n° 6703 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 proclamant les résultats de la session d'examen conduisant à l'obtention du certificat de pilote lagonaire (CPL) tenue à Taiohae (Nuku Hiva), du 11 au 14 juin 2018	15408
Arrêté n° 6704 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 proclamant les résultats de la session d'examen conduisant à l'obtention du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM) tenue à Taiohae, du 11 au 14 juin 2018	15409
Arrêté n° 6705 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 proclamant les résultats de la session d'examen conduisant à l'obtention du certificat de pilote lagonaire (CPL) tenue à Papeete (Tahiti), du 25 au 28 juin 2018	15410
Arrêté n° 6706 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 proclamant les résultats de la session d'examen conduisant à l'obtention du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM) tenue à Papeete (Tahiti), du 25 au 28 juin 2018	15412
Décision n° 6713 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 arrêtant la liste des candidats(es) autorisé(es) à se présenter aux épreuves d'évaluation conduisant à l'obtention du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM), organisées à Atuona (Hiva Oa), du 6 au 10 août 2018	15412

Décision n° 6714 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 arrêtant la liste des candidats(es) autorisé(s) à se présenter aux épreuves d'évaluation conduisant à l'obtention du certificat de pilote lagonaire (CPL), organisées à Atuona (Hiva Oa), du 6 au 10 août 2018	15414
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------

Ministère de l'économie verte et du domaine

Arrêté n° 6718 MED du 30 juillet 2018 portant affectation des remblais cadastrés, commune de Raivavae, commune associée de Rairua, section AC n° 114, n° 116, n° 118 et n° 123, au profit de la direction de l'équipement	15415
Arrêté n° 6719 MED du 30 juillet 2018 portant autorisation d'exercer l'activité d'agent de transcription à M. Bernard Chailloux	15416
Arrêté n° 6720 MED du 30 juillet 2018 portant autorisation d'exercer l'activité d'agent de transcription à Mme Sylvie Jacqueline Godin épouse Rapin	15416
Arrêté n° 6721 MED du 30 juillet 2018 portant autorisation d'exercer l'activité de généalogiste à Mme Tina Hélène Pere	15417
Arrêté n° 6722 MED du 30 juillet 2018 portant autorisation d'exercer l'activité de généalogiste à Mme Yvette Aidée Vivirau Brander	15417
Arrêté n° 6723 MED du 30 juillet 2018 portant autorisation d'exercer l'activité de généalogiste à M. Pierre Jean-Noël Turlan	15417
Arrêté n° 6726 MED du 30 juillet 2018 portant autorisation d'exercer l'activité de généalogiste à M. Keilani Hitianauarii Gabriel Tetaahi	15418
Arrêté n° 6727 MED du 30 juillet 2018 portant autorisation d'exercer l'activité de généalogiste à M. Saïd Terooatea	15418
Arrêté n° 6806 MED du 31 juillet 2018 portant transfert de l'autorisation de location de la parcelle de terre dénommée "Fakamaruariki", cadastrée section BO n° 92, sise commune de Anaa, au profit de M. Faarearea Etienne Tupahururu	15419

Ministère de la culture et de l'environnement

Arrêté n° 6731 MCE/ENV du 30 juillet 2018 autorisant M. Thomas Trapier à exercer une activité de chasse audiovisuelle des baleines à bosse (<i>Megaptera novaengliae</i>) et autres mammifères marins dans les eaux de Makatea par drone	15420
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------

Ministère de la famille et des solidarités

Arrêté n° 6803 MFE du 31 juillet 2018 portant délégation de signature à Mme Rosita Hoffman, directrice de cabinet du ministre de la famille et des solidarités, en charge de l'égalité des chances	15421
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------

Ministère de la santé et de la prévention

Arrêté n° 6748 MSP du 31 juillet 2018 portant agrément de Mme Marcelle Maire Lo-Shing épouse Taupua en qualité d'accueillant familial	15422
Arrêté n° 6749 MSP du 31 juillet 2018 portant agrément de M. Ernest Tavi Bennett en qualité d'accueillant familial	15422
Arrêté n° 6750 MSP du 31 juillet 2018 portant refus de la demande d'agrément de Mme Vehiatua Avaemai épouse Scallamera en qualité d'accueillant familial	15423
Arrêté n° 6814 MSP du 1er août 2018 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Saby"	15423

Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports

Arrêté n° 6846 MEJ du 1er août 2018 portant composition du jury des sessions de formation menant à l'attestation de compétence à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA), organisées par l'organisme de formation "ISLV Formation"	15424
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------

Ministère de l'équipement et des transports terrestres

Arrêté n° 6815 MET du 1er août 2018 autorisant la circulation en dehors des heures de service, occasionnelle et sous conditions, des véhicules affectés au service de la culture et du patrimoine	15425
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------

EXTRAITS

Arrêté n° 6732 MET du 30 juillet 2018 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Kitehetapairu cadastrée TA n° 73 nécessaire à la réalisation d'un abri paracyclonique à Kauehi dans l'archipel des Tuamotu	15426
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------

ACTES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS**Centre hospitalier de la Polynésie française**

Délibération n° 23-2018 CHPF autorisant le directeur à introduire une demande de subvention d'investissement pour le renouvellement d'un scanner	15427
Délibération n° 26-2018 CHPF approuvant la mise à disposition de Mme Jeannie Arnaud épouse Boosie, agent non fonctionnaire de l'administration, auprès de la confédération syndicale Otahi	15427
Délibération n° 27-2018 CHPF autorisant le directeur à introduire une demande d'aide financière au titre de l'exercice budgétaire 2018	15428

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Décret n° 2018-664 du 27 juillet 2018 relatif à la formation initiale et continue des juges des tribunaux de commerce...	15429
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**Avis officiels**

Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers. — Composition du bureau 2018-2023 de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers de Polynésie française (CCISM) (assemblée générale constitutive du 26 juillet 2018)	15431
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	15432
Annonces diverses	15438
Annonces marchés publics	15442



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 555 SGAP du 23 juillet 2018 fixant les dates des épreuves écrites de la 1re session de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police, session 2019 et portant composition de la commission des membres correcteurs de la 1re épreuve.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 modifié portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale ;

Vu l'arrêté interministériel du 10 janvier 2005 modifié relatif à l'examen professionnel de période transitoire pour l'accès aux grades de brigadier de police ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 octobre 2005 relatif à l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police ;

Vu l'arrêté interministériel du 15 janvier 2010 modifié fixant le contenu et les modalités de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2005 modifié portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires actifs de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 26 février 2018 autorisant l'ouverture, au titre de l'année 2019, de l'examen professionnel à l'accès au grade de brigadier de police ;

Vu l'instruction ministérielle DCRFPN/SDRDP/DOCDP du 2 mai 2018 relative à l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police, session 2019 ;

Sur proposition du secrétaire général adjoint pour l'administration de la police,

Arrête :

Article 1er.— Les épreuves écrites de la 1re session de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police, session 2019 se dérouleront au Centre mixte interarmées à Pirae selon les modalités suivantes :

*1re épreuve : Jeudi 18 octobre 2018 de 10 heures
à 13 heures*

Etude d'un thème professionnel, portant sur le domaine choisi, pouvant comporter la rédaction de procès-verbaux, de notes de renseignement, permettant de vérifier les qualités de réflexion du candidat, ses connaissances ainsi que son aptitude à exercer les fonctions de brigadier de police (durée : 3 heures).

*2de épreuve : Jeudi 18 octobre 2018 de 14 heures
à 16 heures*

Epreuve consistant en un questionnaire à choix multiple portant sur les connaissances générales policières permettant d'évaluer les acquis professionnels (durée : 2 heures).

Art. 2. — Les membres de la commission et les correcteurs sont désignés comme suit :

- M. Christophe Deschamps, secrétaire général adjoint pour l'administration de la police, *président* ;
- M. Mario Banner-Martin, commissaire de police, directeur de la sécurité publique en Polynésie française ;
- M. Luc Roattino, commandant de police, chef du centre régional de formation en Polynésie française ;
- Mme Tatiana Dauphin, capitaine de police, en fonction à la direction de la sécurité publique en Polynésie française ;
- Mme Laina Opuu, brigadier-chef de police, en fonction à la direction de la sécurité publique en Polynésie française.

Art. 3. — Le secrétaire général adjoint pour l'administration de la police et le chef du secrétariat général pour l'administration de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juillet 2018.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général adjoint
pour l'administration de la police,*
Christophe DESCHAMPS.

ARRETE n° HC 581 du 27 juillet 2018 portant proclamation des résultats de l'examen du diplôme d'Etat d'infirmier pour la session de juillet 2018.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et notamment ses articles 14-13° et 168 ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et plus particulièrement son article 118 créant les agences régionales de santé (ARS) ;

Vu le décret n° 92-264 du 23 mars 1992 modifiant le décret n° 81-306 du 2 avril 1981 relatif aux études conduisant au diplôme d'Etat d'infirmier et d'infirmière ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2009-1540 du 10 décembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination du haut-commissaire de la République en Polynésie française M. René Bidal ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 2001 relatif à l'évaluation continue des connaissances et des aptitudes acquises au cours des études conduisant au diplôme d'Etat d'infirmier, modifié par arrêté du 15 mars 2010 ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2009 modifié relatif au diplôme d'Etat d'infirmier ;

Vu l'arrêté n° HC 235 DMME/BRHT/jc du 10 juillet 2018 portant délégation de signature à M. Eric Requet, secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 449 du 8 juin 2018 fixant la composition du jury du diplôme d'Etat d'infirmier pour les sessions 2018 organisées en Polynésie française, modifié par l'arrêté n° HC 515 du 28 juin 2018 ;

Vu la convention n° 245 du 18 août 2009 modifiée relative aux conditions de délivrance en Polynésie française du diplôme d'Etat d'infirmier relevant de la compétence de l'Etat ;

Vu le procès-verbal du 19 juillet 2018 du jury de délibération du diplôme d'Etat d'infirmier pour la session de juillet 2018 ;

Sur proposition du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale,

Arrête :

Article 1er. — Sont déclaré(e)s reçu(e)s au diplôme d'Etat d'infirmier licence master doctorat, au titre de la session de juillet 2018, les étudiant(e)s issu(e)s de la promotion 2015-2018 dont les noms suivent, par ordre alphabétique :

- M. Christophe Bataille ;
- Mme Mama Benzekhroufa ;
- Mme Stéphanie Marie-Ange Julie Bouillon épouse Pineau ;
- M. Damien Teiki Durand ;
- Mme Hélène Fabienne Christiane Forré ;
- Mme Jade Marie Charlotte Le Rohellec ;
- Mme Vairea Noelanie Moeino épouse Mohau ;
- Mme Diana Tiare Apetahi Ng épouse Smith ;
- Mme Dania-Quile Vahinemihhi Paofai épouse Tihoni ;
- Mme Erita Sandrine Perez ;
- Mme Julie Praneuf ;
- Mme Alicia Prevel ;
- Mme Célia Puissant ;
- Mme Wendy Vaea Rupea ;
- M. Manua Ralph Tamu ;
- Mme Rau'Ura Vanessa Tauaroa ;
- Mme Emilie Vaitiare Turci.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française et le représentant du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juillet 2018.

Pour le haut-commissaire,

par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Eric REQUET.

ARRETE n° HC 585 CAB/DPC du 30 juillet 2018 relatif aux honneurs et récompenses des sapeurs-pompiers de Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté n° 403 CAB/DDPC du 7 juin 2017 relatif aux sapeurs-pompiers volontaires de Polynésie française ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er.— La médaille d'honneur des sapeurs-pompiers récompense les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires qui ont constamment fait preuve de dévouement dans l'exercice de leurs fonctions ou qui s'y sont particulièrement distingués.

La médaille d'honneur des sapeurs-pompiers comprend la médaille d'ancienneté et la médaille avec rosette pour services exceptionnels.

Art. 2.— La médaille d'ancienneté des sapeurs-pompiers comporte quatre échelons :

- 1° La médaille de bronze, décernée après dix années de services ;
- 2° La médaille d'argent, décernée après vingt années de services ;
- 3° La médaille d'or, décernée après trente années de services ;
- 4° La médaille grand'or, décernée après quarante années de services.

Art. 3.— Sont pris en compte pour l'attribution de la médaille d'ancienneté des sapeurs-pompiers :

- 1° Les services accomplis en qualité de sapeur-pompier professionnel ou sapeurs-pompiers volontaires de Polynésie française ;
- 2° Les services accomplis en qualité de sapeur-pompier de Polynésie française ne relevant pas des dispositions de l'arrêté du 7 juin 2017 susvisé ;
- 3° Les services accomplis en qualité de sapeur-pompier de Paris ou de marin-pompier de Marseille ;
- 4° Les services accomplis en qualité de militaire d'une unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile ;
- 5° Les services accomplis en qualité de sapeur-pompier professionnel ou de sapeur-pompier volontaire en métropole ;
- 6° Les services accomplis au titre du service national actif ;
- 7° Les services militaires accomplis sous les drapeaux en période de guerre.

Les congés maternité sont considérés comme services effectifs.

Les services à temps partiel sont pris en compte au prorata du temps de service accompli.

Les services accomplis simultanément ne sont pas pris en compte cumulativement.

Art. 4.— La médaille d'honneur des sapeurs-pompiers est accordée par le haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Elle ne peut être décernée plus de cinq ans après la cessation définitive des fonctions de sapeur-pompier.

Elle ne peut être attribuée aux membres de la Légion d'honneur ou de l'ordre national du Mérite et aux titulaires de la médaille militaire dans les trois ans suivant leur nomination, leur promotion ou leur élévation dans ces ordres.

Elle peut être décernée à titre posthume, dans les cinq ans suivant la date du décès, aux sapeurs-pompiers qui pouvaient se prévaloir de services de la durée et de la qualité requises par le présent arrêté.

Art. 5.— La médaille d'honneur des sapeurs-pompiers se perd de plein droit :

- 1° Par une condamnation à une peine afflictive ou infamante ;
- 2° Par une sanction disciplinaire des troisième et quatrième groupes prévue par les dispositions relatives à la fonction publique communale ;

3° Par la résiliation d'engagement du sapeur-pompier volontaire suite à une sanction disciplinaire.

Elle peut en outre être retirée par arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française :

- 1° Pour toute autre condamnation ;
- 2° Pour indignité dûment constatée.

Art. 6.— L'insigne de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers, la couleur et sa disposition sont fixés en annexe I.

Les titulaires de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers reçoivent un diplôme qui rappelle les services pour lesquels ils sont récompensés.

Art. 7.— La médaille avec rosette pour services exceptionnels peut être décernée à tout sapeur-pompier qui s'est particulièrement distingué dans l'exercice de ses fonctions.

Elle comporte trois échelons :

- 1° La médaille d'argent ;
- 2° La médaille de vermeil qui peut être décernée aux titulaires de la médaille d'argent avec rosette depuis cinq ans au moins ;
- 3° La médaille d'or qui peut être décernée aux titulaires de la médaille de vermeil avec rosette depuis cinq ans au moins.

La médaille d'or peut être décernée sans condition d'ancienneté aux personnels tués dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 8.— Des récompenses honorifiques pour actes de courage et dévouement peuvent être décernées aux sapeurs-pompiers par le haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Ces récompenses sont les suivantes :

- la lettre de félicitations ;
- la mention honorable ;
- la médaille de bronze ;
- la médaille d'argent 2e classe ;
- la médaille d'argent 1re classe ;
- la médaille vermeil ;
- la médaille d'or.

La médaille de bronze est décernée dans la mesure où le sauveteur a réellement exposé sa vie ou si, ayant couru des risques moindres, il est déjà titulaire d'une lettre de félicitations et d'une mention honorable.

La médaille d'argent est décernée exclusivement aux titulaires de la médaille de bronze qui ont, à nouveau, fait preuve de courage et d'abnégation.

La médaille de vermeil est décernée, avec une grande réserve, pour les actes d'une grande intrépidité et pour les titulaires d'au moins deux médailles d'argent.

La médaille d'or est attribuée aux personnes ayant rendu, à plusieurs reprises, des services exceptionnels à ses concitoyens et à titre posthume.

Art. 9.— La médaille d'honneur pour acte de courage et dévouement se perd de plein droit :

- 1° Par une condamnation à une peine afflictive ou infamante ;
- 2° Par une sanction disciplinaire des troisième et quatrième groupes prévue par les dispositions relatives à la fonction publique communale ;
- 3° Par la résiliation d'engagement du sapeur-pompier volontaire suite à une sanction disciplinaire.

Elle peut en outre être retirée par arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française :

- 1° Pour toute autre condamnation ;
- 2° Pour indignité dûment constatée.

Art. 10.— L'insigne de la médaille d'honneur pour acte de courage et dévouement, la couleur et sa disposition sont fixés en annexe II.

Les titulaires de la médaille d'honneur pour acte de courage et dévouement reçoivent un diplôme qui rappelle les services pour lesquels ils sont récompensés.

Art. 11.— Outre les médailles d'honneur pour ancienneté et services exceptionnels et les récompenses individuelles pour actes de courage et de dévouement, des récompenses collectives peuvent être attribuées pour actes de courage et de dévouement à des services d'incendie et de secours par le haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 12.— La médaille d'ancienneté attribuée au titre des sapeurs-pompiers n'est pas cumulable avec l'attribution d'une médaille d'ancienneté attribuée au titre d'un service réalisé au sein de la commune.

Art. 13.— L'arrêté n° HC 2167 CAB/DDPC du 29 novembre 2012 relatif aux honneurs et récompenses des sapeurs-pompiers de Polynésie française est abrogé.

Art. 14.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française, le directeur de la protection civile, les maires des communes de Polynésie française, les présidents d'établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'incendie et de secours et le président de l'établissement public d'incendie et de secours de Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet,
Christophe DESCHAMPS.

ANNEXE 1 : Médaille d'honneur des sapeurs-pompiers

La médaille d'ancienneté, d'un module de 33 mm, est déposée à l'administration des monnaies et médailles.

Elle porte :

- 1° A l'avvers, le profil gauche de la tête de la République coiffée d'un casque de sapeur-pompier et un col d'uniforme avec la grenade distinctive du corps et, en exergue "Ministère de l'intérieur" ;
- 2° Au revers, le casque traditionnel étouffant le feu d'un édifice en flammes et, en dessous les mots gravés : "Hommage au dévouement", et au contour les mots : "Ministère de l'intérieur".

La bélière, de la largeur du ruban, varie suivant les degrés :

- 1° Pour la médaille de bronze, deux têtes de lance à incendie horizontales et du même métal, réunies par un anneau double vertical ;
- 2° Pour la médaille d'argent, une portion d'échelle verticale, du même métal, relie la médailles aux têtes de lance ; elle est couverte de deux haches entrecroisées ;
- 3° Pour la médaille d'or, une portion d'échelle verticale, du même métal, relie la médaille aux têtes de lance ; elle est couverte de deux haches entrecroisées ;
- 4° Pour la médaille grand'or, une portion d'échelle verticale, du même métal, relie la médaille aux têtes de lance qui sont couvertes d'un liseré torsadé ; elle est couverte de deux haches entrecroisées. Une couronne de laurier d'or passe sous l'anneau de la bélière.

Elle est suspendue à un ruban d'une largeur de 37 mm et de couleur jaune, avec à chaque extrémité puis au centre des liserés verticaux bleus blancs rouges espacés de 5 mm.

La médaille d'ancienneté peut être portée en barrette ; elle est recouverte d'un ruban à effigie du ruban de la médaille pendante et comporte suivant les degrés :

- 1° Pour la médaille en bronze, aucun signe distinctif ;
- 2° Pour la médaille en argent, deux lances entrecroisées ;
- 3° Pour la médaille en or, un casque traditionnel ;
- 4° Pour la médaille grand'or, un casque et deux têtes de hache.

La médaille avec rosette pour services exceptionnels, d'un module de 32 mm, est déposée à l'administration des monnaies et médailles.

Elle porte :

- 1° A l'avvers, le profil gauche d'un sapeur-pompier casqué avec, en exergue : "Ministère de l'intérieur" ;
- 2° Au revers, au centre, un bonnet phrygien entre deux haches surmontées des lettres RF.

La bélière représente deux haches croisées reposant sur deux branches de laurier, au milieu desquelles jaillit une flamme, et surmontées de deux lances juxtaposées. Pour la médaille d'or, celles-ci sont couverte d'un liseré torsadé.

Elle est suspendue à un ruban d'une largeur de 37 mm portant en son milieu une rosette de 18 mm. Ce ruban est bordé de chaque côté par un liseré bleu foncé de 1 mm et présente un dégradé moiré allant du rouge au jaune évoquant la flamme.

La médaille d'honneur avec rosette peut être portée en barrette et comporte suivant les degrés :

- 1° Pour la médaille en argent, une rosette ;
- 2° Pour la médaille en vermeil, une rosette ornée d'une étoile argentée ;
- 3° Pour la médaille en or, une rosette ornée d'une étoile dorée.

ANNEXE 2 : Médaille pour actes de courage et dévouement

Sur l'avvers : Une femme debout, tenant des palmes et des couronnes, est entourée de trois scènes représentant des actions de sauvetage. L'ensemble est surmonté du mot "Dévouement".

Sur le revers : Un cartouche nominatif surmonté par l'inscription "Ministère de l'intérieur" et entouré par la légende "République française".

La bélière est constituée de feuillage de chêne ; en argent pour la médaille d'argent de 2e classe, et en vermeil pour la médaille d'argent de 1re classe.

Le ruban est d'une largeur de 30 mm, tricolore à bandes verticales égales de 10 mm, avec une rosette tricolore de 20 mm sur la médaille d'or.

En cas de port en barrette, celle-ci porte une ou plusieurs agrafes représentant une petite étoile à cinq branches :

- une étoile en argent pour la médaille d'argent de 2e classe ;
- deux étoiles en argent pour la médaille d'argent de 1re classe ;
- une étoile en vermeil pour la médaille de vermeil ;
- une petite rosette tricolore de 10 mm pour la médaille d'or.

ARRETE n° HC 586 CAB/DPC/vh du 30 juillet 2018 portant renouvellement de l'agrément de l'Unité de développement des premiers secours de Polynésie française - UDPS 987, pour les formations aux premiers secours.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

Vu l'arrêté du 24 mai 2000 portant organisation de la formation continue des premiers secours ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 modifié par l'arrêté du 16 novembre 2011 et par l'arrêté du 21 décembre 2016 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "prévention et secours civiques de niveau 1" (PSC 1) ;

Vu l'arrêté du 16 août 2012 portant extension en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française de diverses dispositions intéressant la sécurité civile ;

Vu l'arrêté n° HC 919 CAB/DDPC du 19 juillet 2016 portant agrément de l'Unité de développement des premiers secours de Polynésie française - UDPS 987, pour les formations aux premiers secours ;

Vu le dossier de renouvellement d'agrément pour les formations aux premiers secours présenté par l'Unité de développement des premiers secours de Polynésie française - UDPS 987, le 11 juillet 2016 ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément pour les formations aux premiers secours délivré à l'Unité de développement des premiers secours de Polynésie française - UDPS 987, est renouvelé pour une durée de deux ans, à compter de la date de signature du présent arrêté, pour assurer la formation permettant l'obtention de l'unité d'enseignement :

- prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC 1).

Art. 2.— L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect des dispositions de l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié susvisé.

Art. 3.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire, le directeur de la protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet,
Christophe DESCHAMPS.

Par arrêté n° 567 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 25 juillet 2018.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté

n° 481 DIE/FIP du 7 juillet 2017 relatif à l'opération "Formation élus" du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française, en ce qui concerne le délai de demande de solde.

Les dispositions du 6e alinéa de l'article 6 de l'arrêté de financement sont modifiées comme suit :

Au lieu de : " - à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération dans un délai de 6 mois à partir de la date d'achèvement prévue ci-dessus, soit le 30 juin 2018 au plus tard ;"

Lire : " - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 septembre 2018 ;".

Par arrêté n° 568 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 25 juillet 2018.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 483 DIE/FIP du 7 juillet 2017 relatif à l'opération "Chef de projet finances et fiscalité" du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française, en ce qui concerne le délai de demande de solde.

Les dispositions du 6e alinéa de l'article 6 de l'arrêté de financement sont modifiées comme suit :

Au lieu de : " - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 juin 2018 ;"

Lire : " - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 septembre 2018 ;".

Par arrêté n° 569 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 25 juillet 2018.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 482 DIE/FIP du 7 juillet 2017 relatif à l'opération "Groupes de travail relatifs aux grands chantiers communaux, compétence promotion de l'institution communale" du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française, en ce qui concerne le délai de demande de solde.

Les dispositions du 6e alinéa de l'article 6 de l'arrêté de financement sont modifiées comme suit :

Au lieu de : " - à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 juin 2018 ;"

Lire : " - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 septembre 2018 ;".

Par arrêté n° 570 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 25 juillet 2018.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 121-14 DIE/FIP du 18 juillet 2014, relatif au financement de l'opération "Réactualisation du schéma directeur d'alimentation en eau potable" pour la commune de Maupiti, en ce qui concerne le délai de réalisation de l'opération.

L'alinéa 6 de l'article 6 de l'arrêté n° 121-14 DIE/FIP du 18 juillet 2014 est modifié comme suit :

Au lieu de : " - à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 31 juillet 2018 ; "

Lire : " - à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 31 juillet 2019 ; "

Par arrêté n° 571 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 25 juillet 2018. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 529 DIE/FIP du 15 avril 2016, relatif au financement de l'opération "Rénovation des sanitaires et du préau de l'école élémentaire de Fetuna" pour la commune de Tumaraa, en ce qui concerne le délai de réalisation et de demande de versement du solde de l'opération.

Les alinéas 6 et 7 de l'article 6 de l'arrêté n° 529 DIE/FIP du 15 avril 2016 sont modifiés comme suit :

Au lieu de : " - à exécuter cette opération au plus tard le 31 août 2018 ; "

Lire : " - à exécuter cette opération au plus tard le 31 octobre 2018 ; "

Au lieu de : " - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 28 février 2019 ; "

Lire : " - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 avril 2019 ; "

Par arrêté n° 572 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 25 juillet 2018. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 983 DIE/FIP du 4 août 2016, relatif au financement de l'opération "Remise aux normes de l'école de Tefarerii" pour la commune de Huahine, en ce qui concerne le délai de réalisation et de demande de versement du solde de l'opération.

Les alinéas 6 et 7 de l'article 6 de l'arrêté n° 983 DIE/FIP du 4 août 2016 sont modifiés comme suit :

Au lieu de : " - à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 31 août 2018 ; "

Lire : " - à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 31 décembre 2018 ; "

Au lieu de : " - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 28 février 2019 ; "

Lire : " - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 juin 2019 ; "

Par arrêté n° 573 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 25 juillet 2018. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de

péréquation apporte son soutien financier à la commune de Tumaraa pour la réalisation de l'opération intitulée "Rénovation des sanitaires du Centre de jeunes adolescents de Vaiaau", décrite ci-dessus, et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste en la rénovation des sanitaires du Centre des jeunes adolescents de Vaiaau.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 4 100 000 F CFP soit 34 358 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération est arrêté comme suit :

- FIP (95 %)	3 895 000 F CFP	32 640,10 euros
- commune (5 %)	205 000 F CFP	1 717,90 euros
Total (100 %)	4 100 000 F CFP	34 358,00 euros

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Tumaraa pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 95 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 3 895 000 F CFP, soit 32 640,10 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production de l'imprimé FIP signé par le maire accompagné d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande....) au sens de l'article 25 du règlement intérieur du CFL ;
- des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation effective de l'opération sur production de l'imprimé FIP accompagné d'un état des mandatements effectués, visé par le receveur municipal. Le montant cumulé de l'avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement ;
- le solde sera versé sur production de l'imprimé FIP, d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le maire, du certificat de conformité si nécessaire et d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal. L'attestation du maire mentionnera la date effective de réalisation et le montant final de l'opération.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent. Les états de mandatement mentionneront les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Tumaraa s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 9 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 25 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 31 octobre 2020 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 avril 2021 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté en particulier celles prévues ci-dessus, relatifs au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif, sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder six mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 574 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 25 juillet 2018.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Tumaraa pour la réalisation de l'opération intitulée "Rénovation du préau de l'école de Tehurui", décrite ci-dessus, et dénommée ci après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste en la rénovation du préau de l'école de Tehurui.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 4 200 000 F CFP, soit 35 196 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération est arrêté comme suit :

- FIP (95 %)	3 990 000 F CFP	33 436,20 euros
- commune (5%)	210 000 F CFP	1 759,80 euros
Total (100 %)	4 200 000 F CFP	35 196,00 euros

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Tumaraa pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 95 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 3 990 000 F CFP, soit 33 436,20 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production de l'imprimé FIP signé par le maire accompagné d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande....) au sens de l'article 25 du règlement intérieur du CFL ;
- des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation effective de l'opération sur production de l'imprimé FIP accompagné d'un état des mandatements effectués, visé par le receveur municipal. Le montant cumulé de l'avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement ;
- le solde sera versé sur production de l'imprimé FIP, d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le maire, du certificat de conformité et d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal. L'attestation du maire mentionnera la date effective de réalisation et le montant final de l'opération.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent. Les états de mandatement mentionneront les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Tumaraa s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 9 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 25 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 31 octobre 2020 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 avril 2021 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté en particulier celles prévues ci-dessus, relatifs au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif, sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder six mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 575 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 25 juillet 2018. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 496 DIE/FIP du 17 juillet 2017 relatif à l'opération "Études et maîtrise d'œuvre de la compétence AEP 2017" du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française, en ce qui concerne le délai de demande de solde.

Les dispositions du 6e alinéa de l'article 6 de l'arrêté de financement sont modifiées comme suit :

Au lieu de : " - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 juin 2018 ;"

Lire : " - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 septembre 2018 ;".

Par arrêté n° HC 579 DIE/BFC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 26 juillet 2018.—Par imputation sur les disponibilités du budget de l'Etat, la dotation forfaitaire relative à l'enregistrement des demandes et à la remise des titres sécurisés (DTS) attribuée par l'Etat à certaines communes de Polynésie française s'élève, pour l'exercice 2018, à 148 520 euros, soit 17 723 148 F CFP.

Cette dotation est imputée sur le compte n° 6531230000 du plan comptable de l'Etat selon les modalités suivantes :

- ministère de l'intérieur : 209 ;
- programme : 0119 ;
- domaine fonctionnel : 0119-01-04 ;
- article d'exécution : 13.

Elle est répartie entre les communes concernées conformément au tableau joint au présent arrêté.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services du haut-commissariat. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE
DIRECTION DES INTERVENTIONS DE L'ÉTAT
 Bureau des finances communales

RÉPARTITION DE LA DOTATION
"TITRES SÉCURISÉS" - année 2018

COMMUNES	DOTATION	
	en euros	en XPF
TUBUAI	8 580	1 023 866
Total îles Australes	8 580	1 023 866
ARUE	12 130	1 447 494
FAAA	12 130	1 447 494
MOOREA-MAIAO	12 130	1 447 494
PAPEETE	20 710	2 471 360
PIRAE	8 580	1 023 866
PUNAAUIA	24 260	2 894 988
TAIARAPU EST	12 130	1 447 494
Total îles du Vent	102 070	12 180 190
HIVA OA	8 580	1 023 866
Total îles Marquises	8 580	1 023 866
RANGIROA	8 580	1 023 866
Total îles Tuamotu Gambier	8 580	1 023 866
BORA BORA	8 580	1 023 866
UTUROA	12 130	1 447 494
Total îles Sous-le-Vent	20 710	2 471 360
TOTAL	148 520	17 723 148

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de la notification de celle-ci.

Durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux peut être exercé auprès de nos services. Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de notre réponse.

En application de l'article R.421-2 du code précité "le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet".

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1391 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Hamuta Val pour financer un jumelage avec Nuku Hiva.

NOR : SJS182091AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association Hamuta Val en date du 2 février 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de *six cent mille*

francs CFP (600 000 F CFP) en faveur de l'association Hamuta Val pour financer un jumelage avec Nuku Hiva.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française :

- pour un montant de *six cent mille francs CFP* (600 000 F CFP), exercice 2018, sous-chapitre 97105, article 6574, centre de travail 8240-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP), à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde de 50 %, soit *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue.

Art. 4.— L'association Hamuta Val s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de six mois à compter du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue et le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Hamuta Val et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.

Le vice-président,

Teva ROHFRTSCH.

*Le ministre de l'éducation,
de la jeunesse et des sports,*
Christelle LEHARTEL.

ARRETE n° 1392 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Pirae Uta Nui Solidarité Action Jeunes pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2018.

NOR : SJ51820326AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 défroissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association Pirae Uta Nui Solidarité Action Jeunes en date du 14 février 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de *cent vingt mille francs CFP* (120 000 F CFP) en faveur de l'association

Pirae Uta Nui Solidarité Action Jeunes pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2018.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, exercice 2018, sous-chapitre 97105, article 6574, centre de travail 8241-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *soixante mille francs CFP* (60 000 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit *soixante mille francs CFP* (60 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue.

Art. 4.— L'association Pirae Uta Nui Solidarité Action Jeunes s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de six mois à compter du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi de pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par l'association Pirae Uta Nui Solidarité Action Jeunes pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2018.

Art. 7.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue et le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Pirae Uta Nui Solidarité Action Jeunes et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

Le ministre de l'éducation,
de la jeunesse et des sports,
Christelle LEHARTEL.

CONVENTION N°

/ MEJ du

relative aux objectifs et obligations de l'association PIRAE
UTA NUI SOLIDARITE ACTION JEUNES pour le
financement de ses activités générales au titre de l'année 2018.

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650/PR du 23 mai 2018 portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 660/PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du Ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 249/CM du 6 mars 2015, portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « Direction de la jeunesse et des sports » ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° **01392** /CM du **31 JUL. 2018** approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association PIRAE UTA NUI SOLIDARITE ACTION JEUNES, pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2018.

ENTRE :

La Polynésie française, représentée par le Ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, Madame Christelle LEHARTEL,

d'une part,

ET :

L'association PIRAE UTA NUI SOLIDARITE ACTION JEUNES, Pirae Uta Nui lot n°47, n° Tahiti 795153, représentée par son président, Monsieur Maono TERE ;

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

L'organisation des activités de jeunesse et de l'éducation populaire en Polynésie française repose sur l'action des associations de jeunesse qui jouent un rôle éducatif et social de premier plan.

Ainsi, il revient au ministre chargé de la jeunesse de soutenir l'effort des responsables associatifs et de l'encadrement, souvent bénévoles, en garantissant au tissu associatif un financement régulier.

Aussi, chaque année, le ministère chargé de la Jeunesse consacre une partie de son budget au développement d'actions qui participent à l'intégration des jeunes au sein de la société civile, à la mobilisation des jeunes sur certains projets, au développement d'initiatives permettant le rayonnement de la Polynésie française.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er. - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de l'association PIRAE UTA NUI SOLIDARITE ACTION JEUNES résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2018.

Article 2. - Les objectifs à atteindre

Parmi les objectifs à réaliser et à accomplir l'association au titre de ses activités générales pour l'exercice 2018, sont liées à cette convention les actions suivantes :

- Activités éducatives ;
- rencontres sportives et culturelles.

Article 3. - Les obligations de l'association

L'association s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2 ;
- mentionner et faire référence de l'aide financière au Ministère en charge de la jeunesse à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives...) ;
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est à dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 susvisée ;
- restituer à la Polynésie française les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informé le Ministre chargé de la jeunesse, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- transmettre au Ministre chargé de la jeunesse, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du Tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur etc).

Article 4. - Coût

L'association est attributaire pour l'année 2018 d'une subvention de fonctionnement d'un montant de cent vingt mille francs pacifique (120 000 F CFP).

Article 5. - Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1^{ère} fraction de 50 %, soit **soixante mille francs pacifique (60 000 F CFP)**, à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit **soixante mille francs pacifique (60 000 F CFP)**, sur présentation des pièces justificatives de la 1^{ère} fraction perçue.

Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement comme suit :

Pour un montant de **cent vingt mille francs pacifique (120 000 F CFP)** au :

- Exercice : 2018
- Sous-chapitre : 97105
- Article : 6574
- Centre de travail : 8241-F

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

Article 7. - Résiliation de la convention

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

- Inexécution par l'association, dans les délais impartis et, après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;
- Cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par l'association de ses obligations contractuelles.

Dans ces deux cas, l'association est tenue d'en informer, dans les meilleurs délais, la Direction de la Jeunesse et des sports par lettre recommandée.

Article 8. - Attribution de juridiction

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

Article 9. - Enregistrement et nombre d'exemplaires

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.
Elle est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le

Fait à

, le

Fait à

, le

Pour la Polynésie française
Le Ministre
de l'éducation,
de la jeunesse et des sports

Pour l'association

Le président,

Maono TERE

Christelle LEHARTEL

ARRETE n° 1393 CM du 31 juillet 2018 portant modification de l'arrêté n° 1473 CM du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé port autonome de Papeete.

NOR : PAP1800373AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et des transports terrestres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 62-2 AT du 5 janvier 1962 portant création du port autonome de Papeete ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2001-5 APF du 11 janvier 2001 portant dispositions relatives au code des ports maritimes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1473 CM du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement à caractère industriel et commercial dénommé port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— L'article 7 de l'arrêté n° 1473 CM du 26 décembre 1997 susvisé, est ainsi rédigé :

“Art. 7. — L'établissement est administré par un conseil d'administration composé des treize (13) membres suivants :

- le ministre en charge du port autonome de Papeete, *président* ;
- le ministre en charge de l'économie et des finances ou son représentant ;
- le ministre en charge de l'aménagement et de l'urbanisme ou son représentant ;
- le ministre en charge du tourisme et du travail ou son représentant ;
- le ministre en charge de l'énergie ou son représentant ;
- le ministre en charge de l'environnement ou son représentant ;
- un représentant de l'assemblée de la Polynésie française désigné par ladite assemblée ;
- un représentant de la commune de Papeete ;
- quatre représentants du conseil portuaire ou leurs suppléants, élus tous les deux ans par celui-ci ;
- M. Raphaël Tixier, personnalité qualifiée.

Le mandat des administrateurs expire de plein droit lorsqu'ils perdent la qualité ayant conduit à leur désignation.

Assistent en outre de plein droit aux réunions du conseil d'administration du port autonome de Papeete, avec voix consultative :

- le directeur général du port autonome de Papeete ;
- l'agent comptable du port autonome de Papeete ;
- le commissaire de gouvernement près le port autonome de Papeete ;
- un représentant du personnel du port autonome de Papeete ou son suppléant, désigné conformément aux règles en vigueur.

Le ministre en charge du port autonome de Papeete préside le conseil d'administration du port autonome de Papeete. Il peut inviter des personnalités en raison de leurs compétences à assister aux travaux du conseil d'administration.

Une copie du dossier de séance du conseil d'administration est transmise simultanément à la direction de la modernisation et des réformes de l'administration. De même, elle est destinataire d'une copie du procès-verbal de séance et des délibérations prises.

Art. 2. — Le ministre de l'équipement et des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,*
René TEMEHARO.

ARRETE n° 1394 CM du 31 juillet 2018 portant caducité de l'arrêté n° 9076 MET du 14 octobre 2014 autorisant la déviation d'une dépendance du domaine public fluvial sise dans la commune de Hitia'a O Te Ra, au profit de la SCI Tepaae 1.

NOR : DEQ1821410AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et des transports terrestres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ,

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9076 MET du 14 octobre 2014 portant autorisation de déviation d'une dépendance du domaine public fluvial sise dans la commune de Hitia'a O Te Ra ;

Vu le courrier n° 9476 DEQ/GEG du 27 novembre 2017 ;

Vu la lettre de l'intéressée en date du 6 février 2018 ;

Vu l'arrêté n° 339 CM du 8 mars 2018 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial sur la parcelle cadastrée section AH n° 99, terre Tepaae 1, sise à Hitia'a, PK 39, commune de Hitia'a O Te Ra, au profit de la SCI Tepaae 1 ;

Vu le procès-verbal de constat établi n° 985/GEG/CP du 27 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 9076 MET du 14 octobre 2014 autorisant la déviation du domaine public fluvial sise dans la commune de Hitia'a O Te Ra au profit de la SCI Tepaae 1 est caduc. Celui-ci est remplacé à compter du 8 mars 2018, par l'arrêté n° 339 CM du 8 mars 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public fluvial sur la parcelle cadastrée section AH n° 99, terre Tepaae 1, sise à Hitia'a, PK 39, commune de Hitia'a O Te Ra, au profit de la SCI Tepaae 1.

Art. 2.— Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche et le ministre de l'équipement et des transports terrestres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCI Tepaae 1 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie verte
et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,*
René TEMEHARO.

ARRETE n° 1395 CM du 31 juillet 2018 portant déclaration d'utilité publique la déviation d'un tronçon de la route de liaison entre Hakahau et Hohoi sise dans la commune de Ua Pou, archipel des Marquises et de cessibilité des parcelles de terre nécessaires à cette opération.

NOR : DEQ1821444AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et des transports terrestres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 299 CM du 2 mars 2018 ordonnant l'ouverture de deux enquêtes conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire, relatives à l'acquisition des parcelles de terre nécessaires à la

déviations d'un tronçon de la route de liaison entre Hakahau et Hohoi sise dans la commune de Ua Pou, archipel des Marquises ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur en date du 27 juin 2018 relatif à l'utilité publique de la déviation d'un tronçon de la route de liaison entre Hakahau et Hohoi sise dans la commune de Ua Pou, archipel des Marquises et à la délimitation des parcelles de terre nécessaires à cette opération ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est déclarée d'utilité publique la déviation d'un tronçon de la route de liaison entre Hakahau et Hohoi sise dans la commune de Ua Pou, archipel des Marquises.

Art. 2.— La présente déclaration est prise pour une durée de cinq années à compter de ce jour.

Art. 3.— Sont déclarées cessibles immédiatement les parcelles de terre nécessaires à l'opération citée à l'article 1er du présent arrêté et telles qu'elles sont indiquées dans le tableau ci-après :

Référence cadastrale de la parcelle d'origine	Terre	Propriétaire	Emprise à exproprier en m²
DD 8	PUOKEU 6 lot 11	Josiane HUHINA née le 05/04/1978 à Puamau	994
DD 9	PUOKEU 6 lot 12	Georges VALENTIN né le 20/04/1957 à Hakahau	786
DD 10	PUOKEU 6 lot 13	Daniel VALENTIN né le 13/05/1955 à Hakahau	846

Art. 4.— Le ministre de l'équipement et des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,*
René TEMEHARO.

ARRETE n° 1396 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Alesimedia, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821289AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Alesimedia et déposée le 29 mars 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de *deux cent vingt mille francs CFP* (220 000 F CFP) au titre de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Alesimedia (n° TAHITI C53515), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels, estimées à 3 385 991 F CFP hors TVA, relatives à son activité d'édition de revues et périodiques.

Art. 2.— Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000 F.

Art. 3.— Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque SOCREDO, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1397 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Lomane, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821296AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017

instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Lomane et déposée le 27 mars 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de *cent soixante-dix-neuf mille francs CFP* (179 000 F CFP) au titre de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Lomane (n° TAHITI C40231), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels et d'aménagement de son local, estimées à 359 364 F CFP hors TVA, relatives à son activité de garderie.

Art. 2.— Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000 F.

Art. 3.— Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque de Polynésie, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 1398 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Vidéo Télé Service, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821367AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Vidéo Télé Service a déposée le 26 mars 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant d'un *million cent cinquante mille francs CFP* (1 150 000 F CFP) au titre de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Vidéo Télé Service (n° TAHITI 158147), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels et d'aménagement de son local, estimées à 3 847 550 F CFP hors TVA, relatives à son activité de réparation de produits électroniques grand public.

Art. 2.— Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000 F.

Art. 3.— Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque SOCREDO, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1399 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Monsieur Propre Tahiti, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821291AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Monsieur Propre Tahiti et déposée le 24 avril 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de *cinq cent quarante-sept mille francs CFP* (547 000 F CFP) au titre de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Monsieur Propre Tahiti (n° TAHITI B25697), pour cofinancer l'acquisition d'un véhicule, estimée à 1 825 076 F CFP hors TVA, relative à son activité de nettoyage de bâtiment.

Art. 2.— Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000 F.

Art. 3.— Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque de Tahiti, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue

est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1400 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Conseils et Etudes Technyc, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821307AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Conseils et Etudes Technyc et déposée le 28 mars 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant d'un million trois cent quatre-vingt-dix mille francs CFP (1 390 000 F CFP) au titre de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Conseils et Etudes Technyc (n° TAHITI B41967), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels et d'aménagement de son local, estimées à 2 794 463 F CFP hors TVA, relatives à son activité de conseils et d'études dans l'ingénierie de la construction.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000 F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque de Polynésie, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1401 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Formation Poly Sécurité, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821364AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Formation Poly Sécurité et déposée le 5 avril 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de *quatre cent cinquante mille francs CFP* (450 000 F CFP) au titre de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Formation Poly Sécurité (n° TAHITI 849091), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels, estimées à 1 506 944 F CFP hors TVA, relatives à son activité de formation continue d'adultes.

Art. 2.— Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000-F.

Art. 3.— Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque de Tahiti, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de

présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1402 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Ateliers pour la réinsertion professionnelle des personnes handicapées - APRP, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821362AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Ateliers pour la réinsertion professionnelle des personnes handicapées - APRP et déposée le 11 avril 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant d'un *million deux cent trente mille francs CFP* (1 230 000 F CFP) au titre de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Ateliers pour la réinsertion professionnelle des personnes handicapées - APRP (n° TAHITI 929935), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels et d'aménagement de son local, estimées à 2 460 436 F CFP hors TVA, relatives à son activité de reprographie, de conditionnement et de façonnage.

Art. 2.— Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000-F.

Art. 3.— Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque de Polynésie, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1403 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Marara Express Transport, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821315AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Marara Express Transport et déposée le 12 avril 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de *huit cent quatre-vingt-quatorze mille francs CFP* (894 000 F CFP) au titre de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Marara Express Transport (n° TAHITI 846758), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels, estimées à 4 237 598 F CFP hors TVA, relatives à ses activités de poste et de courrier.

Art. 2.— Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000-F.

Art. 3.— Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque SOCREDO, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1404 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Proximity, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821303AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Proximity et déposée le 12 avril 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de *six cent mille francs CFP* (600 000 F CFP) au titre de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Proximity (n° TAHITI 434837), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels, estimées à 3 687 439 F CFP hors TVA, relatives à son activité d'agence de publicité.

Art. 2.— Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000-F.

Art. 3.— Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque SOCREDO, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie

bleue, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1405 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société NBC Agency, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821343AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société NBC Agency et déposée le 30 avril 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant d'un million soixante-deux mille francs CFP (1 062 000 F CFP) au titre de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société NBC Agency (n° TAHITI A85982), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels, estimées à 2 268 688 F CFP hors TVA, relatives à son activité de fabrication de parfums et de produits pour la toilette.

Art. 2.— Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000-F.

Art. 3.— Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres du Centre des chèques postaux, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1406 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Info Tech, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821346AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Info Tech et déposée le 23 février 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de *quatre cent quatre-vingt-deux mille francs CFP* (482 000 F CFP) au titre de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Info Tech (n° TAHITI 915587), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels, estimées à 965 480 F CFP hors TVA, relatives à son activité de réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques.

Art. 2.— Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000-F.

Art. 3.— Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque de Tahiti, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de

présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1407 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Punaauia Pneus, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821293AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Punaauia Pneus et déposée le 25 avril 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant d'un *million de francs CFP* (1 000 000 F CFP) au titre de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Punaauia Pneus (n° TAHITI C20241), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels, estimées à 2 144 220 F CFP hors TVA, relatives à son activité d'entretien et réparation de véhicules.

Art. 2.— Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000-F.

Art. 3.— Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque de Polynésie, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 1408 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Polynésie Voyages, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821297AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Polynésie Voyages et déposée le 30 avril 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de *cent huit mille francs CFP* (108 000 F CFP) au titre de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Polynésie Voyages (n° TAHITI 272534), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels, estimées à 699 186 F CFP hors TVA, relatives à son activité d'agence de voyage.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque SOCREDO, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1409 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Polynésie Marine, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821304AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Polynésie Marine, déposée le 17 mai 2018 et complétée le 24 mai 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant d'un million deux cent quarante mille francs CFP (1 240 000 F CFP) au titre de l'aide à la création et à la revitalisation des petits commerces et restaurants, en faveur de la société Polynésie Marine (n° TAHITI 482083), pour cofinancer les dépenses d'aménagement et rénovation de son local, estimées à 2 488 777 F CFP hors TVA, relatives à son activité de commerce d'équipements nautiques et de jardin.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque de Polynésie, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1410 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société LST, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821316AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société LST et déposée le 17 mai 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de *cinq cent dix mille francs CFP* (510 000 F CFP) au titre de l'aide à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants, en faveur de la société LST (n° TAHITI C34424), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'aménagement de son local, estimées à 1 025 552 F CFP hors TVA, relatives à son activité de commerce d'alimentation générale.

Art. 2.— Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000-F.

Art. 3.— Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque de Tahiti, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1411 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Raiatea Pneus Import, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821313AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Raiatea Pneus Import et déposée le 30 mai 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant d'un million quatre cent quarante mille francs CFP (1 440 000 F CFP) au titre de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Raiatea Pneus Import (n° TAHITI 572818), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels, estimées à 4 804 069 F CFP hors TVA, relatives à son activité d'entretien et réparation de véhicules.

Art. 2.— Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000 F.

Art. 3.— Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque de Polynésie, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1412 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Studio 87, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821301AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Studio 87 et déposée le 30 avril 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de *deux cent cinquante mille francs CFP* (250 000 F CFP) au titre de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Studio 87 (n° TAHITI C75740), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels, estimées à 873 797 F CFP hors TVA, relatives à son activité d'agence de communication événementielle.

Art. 2.— Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000 F.

Art. 3.— Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque SOCREDO, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1413 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Tahiri Valley, au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants.

NOR : DAE1821339AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 5325 VP du 4 juin 2018 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Tahiri Valley et déposée le 20 mars 2018 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants réunie le 12 juin 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant d'un *million trois cent soixante-dix-sept mille francs CFP* (1 377 000 F CFP) au titre de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Tahiri Valley (n° TAHITI B97217), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels, estimées à 2 755 000 F CFP hors TVA, relatives à ses activités récréatives, de loisirs et de restauration.

Art. 2.— Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 73 000 F.

Art. 3.— Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, ouvert dans les livres de la Banque de Tahiti, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La société doit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a

reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet d'investissement présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1414 CM du 31 juillet 2018 portant mesures d'application de la loi du pays n° 2018-15 du 26 avril 2018 portant réglementation du titre et de la profession d'expert-comptable et instituant l'ordre des experts-comptables.

NOR : DAE1821492AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2018-15 du 26 avril 2018 réglementant le titre et la profession d'expert-comptable et instituant l'ordre des experts-comptables ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

CHAPITRE Ier - DE L'INSCRIPTION A L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES DE POLYNESIE FRANÇAISE

Article 1er.— La demande d'inscription doit être adressée au Conseil de l'ordre des experts-comptables de Polynésie française.

La demande d'inscription auprès de l'ordre d'une personne physique ou morale doit être accompagnée des pièces justifiant que l'intéressé remplit les conditions définies à l'article LP. 2 de la loi du pays n° 2018-15 du 26 avril 2018.

Il en est délivré récépissé après vérification que toutes les pièces nécessaires ont été effectivement produites.

Art. 2.— L'inscription au tableau de l'ordre est rayée dès lors qu'un expert-comptable cesse de satisfaire à l'une des conditions d'inscription fixées par l'article LP. 2 de la loi du pays n°2018-15 du 26 avril 2018.

Art. 3.— Les experts-comptables sont classés sur le tableau par ordre alphabétique avec l'indication de leur adresse professionnelle et de l'année de leur inscription au tableau.

Les sociétés sont inscrites sous leur raison ou dénomination sociale.

Art. 4.— Le tableau de l'ordre est publié chaque année aux frais de l'ordre dans un journal d'annonces légales en Polynésie française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Toutefois, la publication du tableau complet peut n'être renouvelée que tous les cinq ans, la publication annuelle pouvant être limitée aux modifications survenues depuis la dernière publication intégrale.

CHAPITRE II - DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES DE POLYNESIE FRANÇAISE

Section I - De l'assemblée générale de l'ordre

Art. 5.— Toutes les décisions doivent être prises par la moitié des membres présents ou représentés.

A égalité des voix, la voix du président de séance est prépondérante.

Un membre du Conseil de l'ordre peut se faire représenter par un autre membre du Conseil.

Le représentant ne peut recevoir qu'un seul pouvoir pour la même séance dudit Conseil ou toute séance ultérieure comportant le même ordre du jour.

Art. 6.— En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des membres sont adressés à chacun de ceux-ci par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par remise en mains propres contre décharge ou par voie électronique.

Les membres disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulé par les mots : "oui" ou "non".

La réponse est adressée par lettre recommandée, par remise en mains propres contre décharge ou par voie électronique. Tout membre n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Section II - Du Conseil de l'ordre

Art. 7.— Les membres du Conseil de l'ordre sont élus au scrutin plurinominal majoritaire à un tour par l'ensemble des professionnels inscrits à l'ordre réunis en assemblée générale.

Sont proclamés élus, dans l'ordre déterminé par le nombre de voix qu'ils ont obtenu et dans la limite des sièges à pourvoir, les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages. A égalité des voix, le plus âgé est élu.

En vue de s'assurer de la sincérité du scrutin et de l'égalité des candidats, le règlement intérieur de l'ordre fixe les modalités de la publicité à donner aux candidatures, de l'organisation des élections, du dépouillement du scrutin, du règlement des contestations, de la publication des résultats.

Art. 8.— Le Conseil de l'ordre est renouvelé pour moitié tous les deux ans.

Pour permettre le renouvellement par moitié des membres du Conseil de l'ordre des experts-comptables, il est procédé lors de ces nouvelles élections, à un tirage au sort pour affecter chacun des membres du Conseil soit à une première fraction dont le mandat viendra à expiration dans le délai de quatre ans, soit à une deuxième fraction pour mettre immédiatement fin au mandat.

Art. 9.— Si l'effectif du Conseil de l'ordre est réduit de plus de moitié, il est procédé dans le délai de deux mois à une élection partielle pour pourvoir les sièges vacants. Le mandat des membres ainsi élus expire à la même date que celui de leurs prédécesseurs.

Art. 10.— Il n'y a pas lieu à élection partielle si la prochaine élection biennale doit intervenir dans le délai de six mois.

Art. 11.— Les sièges vacants, non soumis à renouvellement, sont pourvus à cette occasion et le mandat des membres élus expire à la même date que celui de leurs prédécesseurs.

Art. 12.— Les membres sortants d'un Conseil de l'ordre ne sont immédiatement rééligibles qu'une seule fois.

Art. 13.— Le Conseil de l'ordre tient un registre de ses délibérations. Le procès-verbal de chaque séance est signé par son président et son secrétaire.

Art. 14.— Les membres du Conseil de l'ordre ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Des remboursements de frais sont seuls possibles. Ils doivent faire l'objet d'une décision expresse du Conseil de l'ordre, statuant hors de la présence des intéressés ; des justifications doivent être produites qui font l'objet de vérifications.

Art. 15.— Le Conseil de l'ordre ne délibère valablement que si les deux tiers au moins de ses membres sont présents.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un ou plusieurs membres et dans la mesure nécessaire pour atteindre le quorum, le Conseil peut appeler à siéger les membres de l'ordre les plus anciens sur la liste et, à égalité de date d'inscription, les plus âgés.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 16.— Le Conseil de l'ordre peut décider de la mise en place de commissions chargées de l'étude de certaines questions.

Ces commissions sont composées de trois à cinq personnes bénévoles, membres de l'ordre des experts-comptables.

Le président ou un membre du Conseil de l'ordre peut assister aux réunions de ces commissions.

Section III - Du bureau de l'ordre

Art. 17.— En cas de décès, démission ou cessation de fonction d'un membre du bureau, il est procédé immédiatement à son remplacement en cette qualité dans les conditions prévues pour l'élection des membres du bureau. Le nouvel élu achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 18.— Le président représente l'ordre dans tous les actes de la vie civile. Il ordonnance les dépenses. Il peut donner délégation dans des conditions qui sont fixées par le Conseil de l'ordre.

En cas de représentation en justice, le président ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale.

CHAPITRE III - DE L'AGREMENT DES COMPTABLES LIBERAUX

Art. 19.— Les demandes d'agréments d'une personne physique ou morale sont adressées à la direction générale des affaires économiques.

Art. 20.— Sous peine d'irrecevabilité, toute demande d'agrément en qualité de comptable libéral est faite sur un formulaire accompagné des pièces justificatives requises au titre de l'article LP. 27 de la loi du pays n° 2018-15 du 26 avril 2018 susvisée :

- une copie de la carte nationale d'identité ou le passeport en cours de validité ;
- une copie de la déclaration d'inscription à la direction des impôts et des contributions publiques ou un justificatif d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés en qualité de comptable, en cours à la date de promulgation de la loi du pays n° 2018-15 du 26 avril 2018 susvisée à savoir au 26 avril 2018 ;
- une attestation de situation au répertoire des entreprises ;

- un extrait de casier judiciaire n° 3 de la personne physique ou du ou des représentants légaux ou statutaires de la personne morale, datant de moins de six mois ;
- pour les personnes morales, un exemplaire des statuts de la société ;
- une copie du baccalauréat ou d'un diplôme supérieur ;
- les justificatifs de trois années d'expérience professionnelle de comptable à titre indépendant et/ou à titre salarié ;
- une attestation d'assurance dûment remplie couvrant les risques de la responsabilité civile professionnelle suivant le modèle joint en annexe du présent arrêté ;
- un justificatif d'une situation à jour des obligations à l'égard du service en charge des impôts et des contributions publiques et de la Caisse de prévoyance sociale.

Art. 21.— Un accusé de réception d'un dossier complet est délivré dès lors que toutes les pièces requises ont été effectivement produites.

Lorsqu'une demande est incomplète, la direction générale des affaires économiques invite le demandeur à produire les pièces manquantes dans un délai d'un mois. A défaut de réception des pièces sollicitées, la demande est classée sans suite.

Art. 22.— L'agrément est accordé par lettre du Président de la Polynésie française.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS COMMUNES AUX EXPERTS-COMPTABLES ET AUX COMPTABLES LIBÉRAUX

Art. 23.— Conformément aux dispositions des articles LP. 6 et LP. 32 de la loi du pays n°2018-15 du 26 avril 2018, chaque expert-comptable et comptable agréé qu'il soit personne physique ou morale, est tenu de s'assurer contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile professionnelle vis-à-vis des tiers dans l'exercice normal de son activité, en raison des erreurs de fait ou de droit, de destruction ou de détérioration des documents qui lui ont été confiés en raison de ses fonctions, de négligences ou d'inexactitudes, commises par lui-même, ses collaborateurs ou préposés. Il doit justifier annuellement de la souscription de l'assurance, selon le cas, auprès du Conseil de l'ordre des experts-comptables pour les experts-comptables et auprès du service en charge des affaires économiques pour les comptables libéraux agréés.

Art. 24.— Le contrat d'assurance souscrit doit comporter une garantie minimale :

- pour les experts-comptables : de 60 millions de francs CFP par sinistre et 120 millions par année d'assurance ;
- pour les comptables libéraux agréés : de 40 millions de francs CFP par sinistre et 80 millions par année d'assurance.

Art. 25.— Sous réserve des dispositions prévues à l'article 24 ci-dessus, les parties au contrat mentionné à l'article 23

fixent le montant des garanties et des franchises. Les franchises ne sont pas opposables aux tiers.

Art. 26.— Tout expert-comptable et comptable libéral agréé, doit mentionner dans sa correspondance et sur ses documents professionnels sa qualité de souscripteur d'un contrat d'assurance répondant aux exigences des articles LP. 6 et LP. 32 de loi du pays n° 2018-15 du 26 avril 2018.

L'ordre des experts-comptables de Polynésie française ou le service en charge des affaires économiques peut communiquer aux clients de tout professionnel agréé, le nom de l'assureur et le numéro de la police d'assurance garantissant le professionnel.

Art. 27.— Tout expert-comptable et comptable libéral agréé doit tenir à disposition de l'ordre des experts-comptables de Polynésie française ou du service en charge des affaires économiques selon le cas, une attestation dont le modèle est joint en annexe du présent arrêté, justifiant du renouvellement annuel de l'assurance couvrant les risques de la responsabilité civile professionnelle.

Art. 28.— Les actions de promotion réalisées par les experts-comptables et comptables libéraux agréés ont pour objet de procurer au public qu'elles visent une information utile. Ces personnes ne peuvent proposer des services à des tiers n'en ayant pas fait la demande que dans des conditions compatibles avec les règles déontologiques et professionnelles d'exercice de leur profession. Les moyens auxquels il est recouru pour procéder à ces actions de promotion ou de démarchage sont mis en œuvre avec discrétion, de façon à ne pas porter atteinte à l'indépendance, à la dignité et à l'honneur de la profession, pas plus qu'aux règles du secret professionnel et à la loyauté envers les clients et les autres membres de la profession.

Lorsqu'elles présentent leur activité professionnelle à des tiers, par quelque moyen que ce soit, les experts-comptables et comptables libéraux agréés ne doivent adopter aucune forme d'expression qui soit de nature à compromettre la dignité de leur fonction ou l'image de la profession.

Ces modes de communication ainsi que tous autres ne sont admis qu'à condition que l'expression en soit décente et empreinte de retenue, que leur contenu ne comporte aucune inexactitude ni ne soit susceptible d'induire le public en erreur et qu'ils soient exempts de tout élément comparatif.

Art. 29.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

Annexe à l'arrêté n°

CM du

31 JUL. 2018

n° 01414

SOCIÉTÉ

**ATTESTATION D'ASSURANCE
DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE**

(Loi du pays n° 2018-15 du 26 avril 2018 et arrêté n°du.....)

L'assureur désigné ci-dessus atteste que l'assuré désigné ci-après a souscrit pour son compte un contrat d'assurance comportant des garanties équivalentes à celles prévues par l'arrêté n° du

Assuré (1)

Représenté par (2).....

Activité professionnelle garantie :.....

Police n°.....

Date de prise d'effet du contrat

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur.

(1) Nom, prénoms, domicile, nom de la société et adresse professionnelle.

(2) A ne remplir que si le souscripteur est une personne morale. Dans ce cas, il y a lieu d'indiquer les nom, prénoms, domicile et qualité du ou des représentants légaux ou statutaires.

Cachet de l'assureur

Fait à le.....

ARRETE n° 1415 CM du 31 juillet 2018 portant vœu du gouvernement de la Polynésie française pour l'adoption par la République française d'une loi d'homologation de certaines peines d'emprisonnement prévues par la loi du pays n° 2018-15 du 26 avril 2018 réglementant le titre et la profession d'expert-comptable et instituant l'ordre des experts-comptables.

NOR : DAE1821491AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2018-15 du 26 avril 2018 réglementant le titre et la profession d'expert-comptable et instituant l'ordre des experts-comptables ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er. — Le gouvernement de la Polynésie française émet le vœu que la République française adopte une loi d'homologation des peines d'emprisonnement prévues aux articles LP. 8, LP. 9, LP. 33 et LP. 34 de la loi du pays n° 2018-15 du 26 avril 2018 réglementant le titre et la profession d'expert-comptable et instituant l'ordre des experts-comptables.

Art. 2. — Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1419 CM du 31 juillet 2018 portant modification de l'arrêté n° 229 CM du 3 février 2004 portant organisation du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles.

NOR : EMP1821088AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme et du travail, en charge des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 99-208 APF du 18 novembre 1999 portant création d'un service dénommé "service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles" ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu l'arrêté n° 229 CM du 3 février 2004 portant organisation du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles ;

Vu l'avis de la CTP du 13 avril 2018 et du 10 juillet 2018 ;

Vu l'avis de la DMRA n° 380 MAE/DMRA du 19 juillet 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er. — L'article 5 de l'arrêté n° 229 CM du 3 février 2004 est ainsi modifié :

1° Le a) est ainsi rédigé :

"Le bureau des programmes est chargé de :

- proposer et de programmer les orientations en matière d'emploi, de formation et d'insertion professionnelles, et d'en déterminer les procédures d'évaluation ;
- définir les besoins en matière de formation en lien avec la gestion prévisionnelle des emplois et compétences pour laquelle il recueille les besoins des secteurs publics et privés en Polynésie française ;
- réaliser toutes études participant à la proposition des politiques publiques en matière d'emploi, de formation et d'insertion professionnelles, ou contribuant à leur mise en œuvre."

2° Le b) est ainsi rédigé :

"Le bureau administratif et financier est en charge de la gestion budgétaire et du traitement administratif et comptable des opérations relevant du fonctionnement du service. Il conduit en particulier le développement et la maintenance des applicatifs métiers du service en lien avec le service en charge de l'informatique et assure un appui technique auprès des agents."

3° Le "c)" est supprimé ;

Art. 2.— L'article 6 de l'arrêté n° 229 CM du 3 février 2004 est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi rédigé :

“Sur l'archipel des îles du Vent, la déconcentration du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles est réalisée par la création d'un échelon déconcentré organisé comme suit :”

2° Les paragraphes b) et c) du 1° sont remplacés par les paragraphes ainsi rédigés :

“b) D'une cellule dénommée Cellule entreprises dont l'objet est notamment de :

- accueillir, informer, conseiller et orienter les employeurs sur le marché de l'emploi et les dispositifs d'aide existants ;
- assurer la prospection des employeurs ;
- réceptionner et diffuser les offres d'emploi ;
- aider les entreprises dans la formulation de leurs besoins et la détermination des profils de compétence.

“c) D'une cellule dénommée Antennes qui met en œuvre les missions du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles à Tahiti et Moorea.”

3° Les paragraphes a), b) du 3° sont ainsi rédigés :

“a) D'une cellule dénommée Cellule formation dont les attributions sont notamment de :

- réaliser des actions de conseils, d'orientation et d'évaluation ;
- réaliser des actions de formations adaptées aux besoins des entreprises et des publics concernés selon le programme fixé ;
- réaliser des actions d'appui et de conseils auprès de personnes ou entreprises concernées par la plongée professionnelle et assurer le secrétariat de la commission technique de plongée professionnelle ;
- organiser des parcours complets d'insertion et de formation.

“b) D'une cellule dénommée Cellule apprentissage-validation des acquis de l'expérience dont les attributions sont notamment de :

- réaliser des actions de conseils, d'orientation et d'évaluation relatives à la mesure apprentissage ;
- mettre en œuvre la mesure apprentissage en fonction des besoins des entreprises et des publics concernés ;
- contribuer à la promotion de la mesure apprentissage ;
- informer, orienter et aider les candidats souhaitant engager une démarche de validation des acquis.”

4° Le c) du 3° est supprimé.

5° Le premier alinéa du 4° est ainsi rédigé :

“Une section dénommée Section comptabilité chargée d'assurer le traitement comptable des mesures d'aide à l'emploi, des indemnités des stagiaires et des actions de formation. A cet effet, elle se compose :”

6° Le paragraphe c) du 4° est supprimé.

Art. 3.— L'article 7 de l'arrêté n° 229 CM du 3 février 2004 est ainsi rédigé :

“Il est respectivement créé, dans les archipels des îles Sous-le-Vent, des îles Tuamotu et Gambier, des îles Australes et des îles Marquises, une subdivision déconcentrée du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles.

Ces subdivisions ont vocation à mettre en œuvre les missions suivantes :

- informer sur l'emploi, la formation et l'insertion professionnelles et leurs dispositifs ;
- réceptionner les demandes d'accès aux dispositifs de promotion de l'emploi et d'insertion professionnelle ;
- vérifier leur recevabilité et solliciter les éventuels compléments ;
- contrôler la mise en œuvre des dispositifs de promotion de l'emploi et d'insertion professionnelle ;
- participer à la mise en œuvre des actions de formation professionnelle.

Dans l'archipel des îles Sous-le-Vent, la subdivision déconcentrée du service est en représentation directe au sein de la cellule des îles Sous-le-Vent.

Dans l'archipel des îles Tuamotu et Gambier, des îles Australes et des îles Marquises, la subdivision déconcentrée du service est en représentation indirecte au sein des circonscriptions administratives respectives sous la responsabilité du tavana hau de l'archipel concerné.

La mise en œuvre de ces actions fait l'objet d'une convention de représentation précisant les moyens dédiés correspondants et les modalités de rendu-compte.”

Art. 4.— Le ministre du tourisme et du travail, en charge des relations avec les institutions est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du tourisme
et du travail,*
Nicole BOUTEAU.

ARRETE n° 1420 CM du 31 juillet 2018 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Comité Reva Tahiti Productions pour participer à l'événement “Heiva San Diego”.

NOR : SDT1800194AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme et du travail, en charge des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du Comité Reva Tahiti Productions pour l'exercice 2018 en date du 28 février 2018 ;

Vu la lettre n° 4353 PR du 6 juillet 2018 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 6 juillet 2018 ;

Vu l'avis n° 123-2018 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 18 juillet 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *trois millions de francs CFP* (3 000 000 F CFP) en faveur du Comité Reva Tahiti Productions pour participer à l'événement "Heiva San Diego".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 964-03, article 6574, centre de travail 9051701-F.

Art. 3.— La subvention sera versée sur le compte du Comité Reva Tahiti Productions suivant les modalités suivantes :

- une première tranche de 50 %, soit *un million cinq cent mille francs CFP* (1 500 000 F CFP) à la certification exécutoire du présent arrêté et à la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde sur présentation des justificatifs de la première tranche perçue, soit *un million cinq cent mille francs CFP* (1 500 000 F CFP).

Art. 4.— Le Comité Reva Tahiti Productions s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière, les pièces justificatives auprès du ministère du tourisme et du travail, en charge des relations avec les institutions, attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatif ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue et le ministre du tourisme et du travail, en charge des relations avec les institutions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Comité Reva Tahiti Productions et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

*Le ministre du tourisme
et du travail,*
Nicole BOUTEAU.

AVIS n° 1421 CM du 1er août 2018 portant avis sur le projet de décret relatif à l'extension dans les collectivités d'outre-mer de Wallis et Futuna et de Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie des dispositions du décret n° 2017-169 du 10 février 2017 relatif au certificat d'aptitude professionnelle aux pratiques de l'éducation inclusive (CAPPEI) et à la formation professionnelle spécialisée.

NOR : DEE1821577AV-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° HC 489 DIRAJ/BAJC/hd du 3 juillet 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er août 2018,

Emet l'avis suivant :

Article 1er. — Le projet de décret relatif à l'extension dans les collectivités d'outre-mer de Wallis et Futuna et de Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie des dispositions du décret n° 2017-169 du 10 février 2017 relatif au certificat d'aptitude professionnelle aux pratiques de l'éducation inclusive (CAPPEI) et à la formation professionnelle spécialisée appelle un avis favorable sous réserve de modifications conformément aux observations suivantes :

- l'article 3 doit être complété *in fine* par les termes suivants : "de la Polynésie française".

Art. 2. — Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.

Edouard FRITCH.

NOR : EPE1800400DL

Par arrêté n° 1416 CM du 31 juillet 2018. — Est rendue exécutoire la délibération n° 1-2018 du 14 juin 2018 portant approbation du compte financier de l'exercice 2017 de l'Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de la Polynésie française et affectation de son résultat.

Le compte financier de l'Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de la Polynésie française au titre de l'exercice 2017 s'établit ainsi (en F CFP) :

	Section I. FONCTIONNEMENT	Section II OPERATIONS EN CAPITAL	TOTAL
RECETTES (en F CFP)	339 611 080	40 676 611	380 287 691
DEPENSES (en F CFP)	335 502 164	51 935 197	387 437 361
RESULTAT	4 108 916	-11 258 586	
Capacité d'Autofinancement	21 479 770		
Variation Fonds de Roulement	10 221 184		

Le résultat d'exploitation de l'exercice 2017, soit un excédent de 4 108 916 F CFP, est affecté au compte :

Pour le LPA au compte :

- 1062 : Réserves facultatives (solde créditeur) 1 032 038 F CFP.

Pour le CFPPA :

- 1062 : Réserves facultatives (solde créditeur) 8 921 225 F CFP.

Pour l'exploitation agricole :

- 119 : Report à nouveau (solde débiteur) 5 844 347 F CFP.

Au 31 décembre de l'exercice 2017, le fonds de roulement de l'Etablissement public d'enseignement et de formation

professionnelle agricoles de la Polynésie française est de *cent quarante-quatre millions cent soixante-dix mille cent cinquante-huit francs CFP* (144 170 158 F CFP).

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 979 PR du 1er août 2018 portant modification de l'arrêté n° 769 PR du 20 juin 2018 portant désignation des membres de la commission de l'organisation sanitaire.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2002-169 APF du 12 décembre 2002 modifiée relative à l'organisation sanitaire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 283 CM du 6 mars 2003 modifié relatif au fonctionnement de la commission de l'organisation sanitaire ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 portant création d'un service dénommé Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) ;

Vu l'arrêté n° 45-2018 APF/SG du 24 mai 2018 prenant acte de l'élection des représentants au sein des commissions et organismes extérieurs à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 769 PR du 20 juin 2018 portant désignation des membres de la commission de l'organisation sanitaire,

Arrête :

Article 1er. — Les alinéas 15 et 16 de l'article 1er de l'arrêté n° 769 PR du 20 juin 2018 portant désignation des membres de la commission de l'organisation sanitaire sont modifiés comme suit :

- Mme Virginie Bruant, en qualité de représentante de l'assemblée de la Polynésie française et M. Ronald Tumahai, en qualité de suppléant ;

- M. Benoît Kautai, en qualité de représentant de l'assemblée de la Polynésie française et M. Michel Buillard, en qualité de suppléant.

Art. 2.— Le ministre de la santé et de la prévention, en charge de la protection sociale généralisée est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la santé
et de la prévention,*
Jacques RAYNAL.

VICE-PRESIDENCE

ARRETE n° 6715 VP du 30 juillet 2018 portant abrogation de l'arrêté n° 834 CM du 23 juin 1998 accordant à M. Milton Teraihoarai Tehei le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'acte de vente du navire dénommé "Follow Me 2" immatriculé à Bora Bora sous le PY 3837 en date du 11 mars 2018,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 834 CM du 23 juin 1998 accordant à M. Milton Teraihoarai Tehei le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "Follow Me 2", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 3837, est abrogé.

Art. 2.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6716 VP du 30 juillet 2018 accordant à M. Yann Leu le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle "apte à naviguer" pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 10 janvier 2017 ;

Vu les pièces de la demande présentée par M. Yann Leu du 28 octobre 2016 ;

Vu le permis de navigation n° DPAM-PROF PPT 694-2018 du 12 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er. — Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Yann Leu, armateur du navire dénommé "Heimatoavai", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4751, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 2. — Le navire défini à l'article 1er, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà "apte à naviguer".

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- a) *Type* : Poti Marara ;
- b) *Nationalité* : Française ;
- c) *Longueur hors-tout* : 6,71 mètres ;
- d) *Largeur hors-tout* : 2,44 mètres ;
- e) *Puissance motrice* : Essence hors-bord ;
- f) *Nombre et composition de l'équipage* : 1 propriétaire-pêcheur.

Art. 3. — Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) *Technique(s) ou engin(s) de pêche* : Pêche au harpon, à la traîne, à la ligne de fond et à la canne.
- b) *Espèces ciblées* : Petits et grands pélagiques.

Art. 4. — M. Yann Leu est soumis aux obligations suivantes :

- tenir un journal de pêche dans lequel sont consignées les activités et les captures journalières et remettre ce document à la direction des ressources marines et minières chaque trimestre ;
- fournir les informations complémentaires relatives à l'activité et à la contribution du projet à l'emploi, notamment le nombre de créations d'emploi par exploitation et la consommation de carburant ;
- restituer le dernier carnet de carburant utilisé avant toute délivrance d'un nouveau carnet de carburant ;
- équiper le navire en système de suivi des navires, en état de fonctionnement, maintenu activé pendant toute la durée de la campagne de pêche et de se conformer aux modalités d'utilisation de ce système conformément aux prescriptions du service en charge de la pêche.

Art. 5. — Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6717 VP du 30 juillet 2018 accordant à M. Toreakauahi Viriamu Hiro le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle "apte à naviguer" pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière du 22 décembre 2017 ;

Vu les pièces de la demande présentée par M. Toreakauahi Viriamu Hiro du 20 novembre 2017 ;

Vu le permis de navigation n° DPAM-PROF PPT 634-2018 du 18 juin 2018,

Arrête :

Article 1er. — Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Toreakauahi Viriamu Hiro armateur du navire dénommé "Vaiturai", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4820, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 2. — Le navire défini à l'article 1er, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà "apte à naviguer".

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- a) *Type* : Poti Marara ;
- b) *Nationalité* : Française ;
- c) *Longueur hors-tout* : 6,80 mètres ;
- d) *Largeur hors-tout* : 2,62 mètres ;
- e) *Puissance motrice* : Essence hors-bord ;
- f) *Nombre et composition de l'équipage* : 1 propriétaire-pêcheur.

Art. 3.— Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) *Technique(s) ou engin(s) de pêche* : Pêche au harpon, à la traîne, à la ligne de fond et à la canne.
- b) *Espèces ciblées* : Petits et grands pélagiques.

Art. 4.— M. Toreakauahi Viriamu Hiro est soumis aux obligations suivantes :

- tenir un journal de pêche dans lequel sont consignées les activités et les captures journalières et remettre ce document à la direction des ressources marines et minières chaque trimestre ;
- fournir les informations complémentaires relatives à l'activité et à la contribution du projet à l'emploi, notamment le nombre de créations d'emploi par exploitation et la consommation de carburant ;
- restituer le dernier carnet de carburant utilisé avant toute délivrance d'un nouveau carnet de carburant ;
- équiper le navire en système de suivi des navires, en état de fonctionnement, maintenu activé pendant toute la durée de la campagne de pêche et de se conformer aux modalités d'utilisation de ce système conformément aux prescriptions du service en charge de la pêche.

Art. 5.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6795 VP du 31 juillet 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. et Mme Pierre et Michèle Leyral dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Tahiti par courrier n° Sylvana/97247/2018 du 11 juin 2018 et reçu le 13 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale, M. et Mme Pierre et Michèle Leyral sont attributaires d'une aide d'un montant de *quatre cent cinquante-cinq mille dix francs CFP* (455 010 F CFP).

Art. 2.— Conformément à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de M. ou Mme Pierre ou Michèle Leyral.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 8 et LP. 9 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6796 VP du 31 juillet 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Ioane Fremaux et Mlle Camille Baechler dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Tahiti par courrier n° Sylvana/98004/2018 du 11 juin 2018 et reçu le 13 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale, M. Ioane Fremaux et Mlle Camille Baechler sont attributaires d'une aide d'un montant de sept cent soixante-quinze mille sept cent quatorze francs CFP (775 714 F CFP).

Art. 2.— Conformément à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de M. Ioane Fremaux et Mlle Camille Baechler.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 8 et LP. 9 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6797 VP du 31 juillet 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mlle Magali Martin dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du

30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Tahiti par courrier n° Sylvana/98286/2018 du 11 juin 2018 et reçu le 13 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale, Mlle Magali Martin est attributaire d'une aide d'un montant de *neuf cent soixante-treize mille six cent huit francs CFP* (973 608 F CFP).

Art. 2.— Conformément à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de Mlle Magali Martin.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 8 et LP. 9 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 6798 VP du 31 juillet 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mlle Vanessa Geron dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Tahiti par courrier n° Sylvana/98242/2018 du 12 juin 2018 et reçu le 13 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale, Mlle Vanessa Geron est attributaire d'une aide d'un montant de *cinq cent un mille francs CFP* (501 000 F CFP).

Art. 2.— Conformément à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de Mlle Vanessa Geron.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 8 et LP. 9 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 6799 VP du 31 juillet 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Jérôme Aspard et Mlle Mélanie Jaminet dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Tahiti par courrier n° Sylvana/97369/2018 du 11 juin 2018 et reçu le 13 juin 2018,

Arrête ;

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale, M. Jérôme Aspard et Mlle Mélanie Jaminet sont attributaires d'une aide d'un montant d'un million neuf cent quatre-vingt mille francs CFP (1 980 000 F CFP).

Art. 2.— Conformément à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de M. Jérôme Aspard ou Mlle Mélanie Jaminet.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 8 et LP. 9 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6800 VP du 31 juillet 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. et Mme David et Laurence Abiven dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des

ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Tahiti par courrier n° Sylvana/98624/2018 du 11 juin 2018 et reçu le 13 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale, M. et Mme David et Laurence Abiven sont attributaires d'une aide d'un montant d'un million treize mille cinq cent quatre-vingt-dix-huit francs CFP (1 013 598 F CFP).

Art. 2.— Conformément à l'article LP.6 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de M. ou Mme David ou Laurence Abiven.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 8 et LP. 9 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6808 VP du 31 juillet 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. et Mme Stéphan et Sylvie Della Maggiora dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Tahiti par courrier n° Sylvana/97786/2018 du 11 juin 2018 et reçu le 13 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale, M. et Mme Stéphan et Sylvie Della Maggiora sont attributaires d'une aide d'un montant de deux millions de francs CFP (2 000 000 F CFP),

Art. 2.— Conformément à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de M. ou Mme Stéphan ou Sylvie Della Maggiora.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 8 et LP. 9 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017, susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6809 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Kevin Avvenenti et Mlle Armelle Sandford dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Tahiti par courrier n° Sylvana/97318/2018 du 11 juin 2018 et reçu le 13 juin 2018,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale, M. Kevin Avvenenti et Mlle Armelle Sandford sont attributaires d'une aide d'un montant de *neuf cent cinq mille trois cent trente-huit francs CFP* (905 338 F CFP).

Art. 2. — Conformément à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de M. Kevin Avvenenti ou Mlle Armelle Sandford.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 8 et LP. 9 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6810 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. et Mme Jean-Nardo et Paméla Patii dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des

ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Tahiti par courrier n° Sylvana/98745/2018 du 11 juin 2018 et reçu le 13 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale, M. et Mme Jean-Nardo et Pamela Patii sont attributaires d'une aide d'un montant de *cinq cent un mille cinq cent soixante-cinq francs CFP* (501 565 F CFP).

Art. 2.— Conformément à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de M. ou Mme Jean-Nardo ou Pamela Patii.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916 sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 8 et LP. 9 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6811 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mlle Danièle Guyonnet dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Tahiti par courrier n° Sylvana/97786/2018 du 11 juin 2018 et reçu le 13 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale, Mlle Danièle Guyonnet est attributaire d'une aide d'un montant de *quatre cent trente-trois mille quatre cent douze francs CFP* (433 412 F CFP).

Art. 2.— Conformément à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de Mlle Danièle Guyonnet.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 8 et LP. 9 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6812 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. et Mme Bruno et Marie-Laure Ly dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Tahiti par courrier n° Sylvana/97926/2018 du 11 juin 2018 et reçu le 13 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale, M. et Mme Bruno et Marie-Laure Ly sont attributaires d'une aide d'un montant d'un million neuf cent quarante-quatre mille sept cent quatre-vingt-seize francs CFP (1 944 796 F CFP).

Art. 2.— Conformément à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de M. ou Mme Bruno ou Marie-Laure Ly.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 8 et LP. 9 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.
Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 6813 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mlle Anne Razafinaivo dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du

30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Tahiti par courrier n° Sylvana/98013/2018 du 11 juin 2018 et reçu le 13 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale, Mlle Anne Razafinaivo est attributaire d'une aide d'un montant de *deux millions de francs CFP* (2 000 000 F CFP).

Art. 2.— Conformément à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de Mlle Anne Razafinaivo.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916 sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 8 et LP. 9 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6834 VP du 1er août 2018 abrogeant l'arrêté n° 10018 MEI du 22 novembre 2016 accordant la qualité de collecteur et d'éleveur de bénitiers ainsi que l'agrément d'aquaculteur professionnel de la Polynésie française au profit de M. Tekakei Edwin Kehapuia.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2007-98 APF du 3 décembre 2007 modifiée relative à la réglementation des activités de collectage, d'élevage et de repeuplement de bénitiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2010-55 APF du 2 octobre 2010 portant mise en place d'une procédure d'agrément au profit des aquaculteurs de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9 CM du 8 janvier 2008 modifié portant application de la délibération n° 2007-98 APF du 3 décembre 2007 modifiée relative à la réglementation des activités de collectage, d'élevage et de repeuplement de bénitiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 2035 CM du 8 novembre 2010 portant application de la délibération n° 2010-55 APF du 2 octobre 2010 portant mise en place d'une procédure d'agrément au profit des aquaculteurs de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 259 CM du 10 mars 2016 portant ouverture d'une partie du lagon de l'atoll de Reao à l'activité de collectage de bénitiers ;

Vu l'arrêté n° 6319 VP du 17 juillet 2018 abrogeant l'arrêté n° 7047 MEI du 17 août 2016 modifié portant autorisation d'occupation temporaire de sept (7) emplacements du domaine public maritime sis à Reao, commune de Reao, au profit de M. Tekakei Edwin Kehapuia (exploitant n° 35),

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 10018 MEI du 22 novembre 2016 accordant la qualité de collecteur et d'éleveur de bénitiers ainsi que l'agrément d'aquaculteur professionnel de la Polynésie française au profit de M. Tekakei Edwin Kehapuia est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2.— Le directeur des ressources marines et minières est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6835 VP/DGAE du 1er août 2018 portant ouverture des quotas d'importation de certains fruits et légumes frais pour le mois d'août 2018.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu l'arrêté n° 1283 CM du 20 octobre 1986 relatif au régime d'importation de fruits et légumes frais ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5306 VP du 31 mai 2018 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'avis de la conférence agricole consultative réunie le 20 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er. — Les importations de fruits et légumes frais ci-après désignés sont autorisés pour le mois d'août 2018 dans la limite des quotas suivants :

Tomates.....	Néant	
Choux pommés.....	Néant	
Choux fleurs.....	Libre	(1)
Brocolis.....	Libre	(1)
Carottes.....	40 tonnes pour la 1 ^{ère} quinzaine	(1)
Salades sur pied.....	Néant	
Salades 4 ^{ème} gamme (lavée, découpée et sous sachet plastique fermé).....	4 tonnes pour les variétés mâche, roquette, baby spinach et romaine coupée	(1&2)
Concombres.....	Néant	
Navets.....	Néant	
Piments.....	Libre	(1&2)
Poivrons verts.....	7 tonnes	(1)
Poivrons autres que vert.....	Libre	(1)
Haricots verts.....	Libre	(1)
Aubergines.....	Néant	
Courgettes.....	Néant	
Courges.....	Néant	
Radis.....	Libre	(1&2)

Poireaux.....	5 tonnes pour la 1 ^{ère} quinzaine	(1)
Persil.....	Néant	
Pommes de terre.....	200 tonnes	(1)
Oranges.....	Libre	(1)
Mandarines.....	Libre	(1)
Citrons.....	Néant	
Pastèques.....	30 tonnes	(1)
Melons.....	Néant	
Pomelos.....	Néant	
Litchis.....	Libre	(1&2)

(1) importation par voie maritime (2) importation par voie aérienne

Art. 2. — Un quota mensuel supplémentaire de 7 % sur les quotas mensuels ouverts sur chaque produit énoncé au sein du tableau ci-dessus est attribué à un nouvel importateur répertorié représentatif d'un nouveau réseau de distribution de détail.

Art. 3. — En cas de production locale suffisante et constatée notamment après appel à approvisionnement effectif par des producteurs locaux recensés ou après vérification auprès de la Chambre de l'agriculture de la Polynésie française, les importateurs-distributeurs sont tenus de réguler leur contingent d'importation sans bénéfice des dispositions de l'article 6 ci-dessous.

Art. 4. — Un quota supplémentaire par produit peut être alloué, à titre exceptionnel, par la direction générale des affaires économiques, notamment dans le but de procéder à des ajustements dus à d'éventuelles erreurs des importateurs.

Art. 5. — En situation de fermeture ou de contingentement à l'importation, tous les fruits et légumes "biologiques ou organiques" sont autorisés à l'importation sous couvert d'une licence d'importation dans la limite d'un quota maximal équivalent à cinq pour cent (5 %) du volume de consommation mensuel du produit concerné.

Art. 6. — Un quota d'importation de certains fruits et légumes pouvant atteindre un plafond de 50 % des quotas ouverts par produit, peut être accordé en cours de mois, à chaque importateur répertorié ; seulement en cas d'absence ou de pénurie avérée de la production locale. Les importations par voie maritime effectuées obligatoirement dans ce cadre doivent être débarquées au port de Papeete avant le 15^e jour du mois suivant (m+1) le mois concerné par le quota d'importation.

Art. 7. — Un quota d'importation supplémentaire dit "quota conditionnel" peut être octroyé à titre exceptionnel à tout importateur référencé justifiant d'achats, sur l'année n-1, par attestation écrite du responsable de l'entreprise, de produits agricoles locaux tels qu'énoncés dans le tableau ci-dessus. Le quota mensuel supplémentaire, plafonné à hauteur de dix pour cent (10 %), est de 1 % par tranche d'achat de produits agricoles locaux d'un montant de 50 millions de F CFP en année n-1. Cette disposition est applicable à compter du 1^{er} juillet 2016.

7 Août 2018

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

15401

Art. 8. — L'hôtellerie internationale classée est autorisée à faire appel, notamment à des importateurs répertoriés pour importer librement des fruits et légumes frais, toutefois en privilégiant autant que possible l'achat de produits locaux.

Art. 9. — Les quotas ouverts normaux sont répartis par la direction générale des affaires économiques entre les importateurs répertoriés en année n-1 sur la base du tableau de répartition joint en annexe.

Art. 10. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.

Pour le vice-président

et par délégation :

*Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

• 06835

/VP/DGAE du

ANNEXE DE L'ARRÊTE N°

REPARTITION DES QUOTAS DE FRUITS ET LEGUMES OUVERTS POUR LE MOIS D'AOUT 2018 (EN KG)

	TOMATES	CHOUX VERTS	CHOUX FLEURS (1)	BROCOLIS (1)	CAROTTES (1) pour la 1 ^{ère} quintaine	SALADES SUR PIED	SALADES 4 ^{ème} garnie (1&2) pour les variétés mâche, roquette, baby spinach et romaine coupée	CONCOMBRES	NAVETS	POIVRONS VERTS (1)	POIVRONS AUTRES QUE VERT (1)	FRUITS (1&2)
CEDIS	N	N	L	L	11 200	N	1 720	N	N	2 275	L	L
COMPTOIR COMMERCIAL CECILE					8 800		780			1 519		
COUTIMEX					0		0			0		
DISFRUITS PACIFIC					10 400	E	640	E	E	1 806	I	I
SIPAC					2 600		40			700		
POLY IMPORT	A	A	B	B	4 400	A	0	A	A	294	B	B
VENUSTAR	N	N	R	R	600		0			56		
WING CHONG					0	N	0	N	N	0	R	R
YIN KET	T	T	E	E	2 000	T	20	T	T	350	E	E
PACIFIC EXPRESS IMPORT					0		800			0		
TOTAL					40 000		4 000			7 000		

	HARICOTS VERTS (1)	COURGETTES	POIREAUX (1) pour la 1 ^{ère} quintaine	RADIS (1&2)	PERSIL	POMMES DE TERRE (1)	ORANGES (1)	MANDARINES (1)	CITRONS	PASTèques (1)	MELONS	LITCHES (1&2)	POMELOS
CEDIS	L	N	1 550	L	N	56 000	L	L	N	8 400	N	L	N
COMPTOIR COMMERCIAL CECILE			1 050			35 000				6 750			
COUTIMEX			0			2 000				0			
DISFRUITS PACIFIC	I	E	1 150	I	E	35 000	I	I	E	6 750	E	I	E
SIPAC			550			13 000				2 400			
POLY IMPORT	B	A	350	B	A	29 000	B	B	A	3 000	A	B	A
VENUSTAR			100			2 000				900			
WING CHONG	R	N	0	R	N	16 000	R	R	N	0	N	R	N
YIN KET	E	T	250	E	T	12 000	E	E	T	1 800	T	E	T
PACIFIC EXPRESS IMPORT			0			0				0			
TOTAL			5 000			200 000				30 000			

(1) importation par voie maritime (2) importation par voie aérienne

ARRETE n° 6836 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Heiarii Bonno dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Polynésie par courrier n° UGFIN/20181406 du 14 juin 2018 et reçu le 18 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale, M. Heiarii Bonno est attributaire d'une aide d'un montant d'un million cinq cent vingt-quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept francs CFP (1 524 497 F CFP).

Art. 2.— Conformément à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de M. Heiarii Richard Bonno.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 8 et LP. 9 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6837 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. et Mme Alain et Maryse Noguier dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des

ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Polynésie par courrier n° UGFIN//TR/AA/20180608 du 8 juin 2018 et reçu le 8 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale, M. et Mme Alain et Maryse Noguier sont attributaires d'une aide d'un montant de *sept cent seize mille cinq cent cinquante-trois francs CFP* (716 553 F CFP).

Art. 2.— Conformément à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de M. ou Mme Alain ou Maryse Noguier.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 8 et LP. 9 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6838 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Laurent Dumesnil et Mlle Tiare Varney dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Polynésie par courrier n° UGFIN/EH/cd/20180606 du 6 juin 2018 et reçu le 7 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale, M. Laurent Dumesnil et Mlle Tiare Varney sont attributaires d'une aide d'un montant de *deux millions de francs CFP* (2 000 000 F CFP).

Art. 2.— Conformément à l'article LP.6 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de M. Laurent Dumesnil ou Mlle Tiare Varney.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 8 et LP. 9 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6839 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. et Mme Manuarii et Priscilla Tauatiti dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Polynésie par courrier n° UGFIN/He/ls/20180525 du 25 mai 2018 et reçu le 30 mai 2018,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale, M. et Mme Manuarii et Priscilla Tauatiti sont attributaires d'une aide d'un montant de six cent mille francs CFP (600 000 F CFP).

Art. 2.— Conformément à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de M. ou Mme Manuarii ou Priscilla Tauatiti.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 8 et LP. 9 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6840 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Jean-Marc Leonetti dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de

renovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Polynésie par courrier n° UGFIN/HE/ls/20180507 du 7 mai 2018 et reçu le 17 mai 2018,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'une maison à usage d'habitation principale, M. Jean-Marc Leonetti est attributaire d'une aide d'un montant de *neuf cent trente et un mille six cent soixante-dix-neuf francs CFP* (931 679 F CFP).

Art. 2.— Conformément à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de M. Jean-Marc Leonetti.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 8 et LP. 9 de la loi du pays 2017-39 du 30 novembre 2017 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 6841 VP du 1er août 2018 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. et Mme Teriitua et Sephora Poia dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou de l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 2017-113 APF du 7 décembre 2017 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2018 ;

Vu la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 2666 CM du 26 décembre 2017 définissant les conditions d'application de la loi du pays n° 2017-39 du 30 novembre 2017 instituant une aide à l'investissement des ménages pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale et modifiant la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Tahiti par courrier n° Sylvana/mm/97876/2018 du 11 juin 2018 et reçu le 13 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou de l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, M. et Mme Teriitua et Sephora Poia sont attributaires d'une aide d'un montant de *quatre millions de francs CFP* (4 000 000 F CFP).

Art. 2.— Conformément à l'article LP. 4-II de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 modifiée susvisée, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire du compte bancaire au nom de la SCP Office notarial Chan et Lollichon.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 91604, AP 397-2018, AE 186-2018, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations prévues aux articles LP. 5 et LP. 6 de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014, modifiée susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.
Teva ROHFRITSCH.

**MINISTÈRE DU LOGEMENT
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

ARRETE n° 6700 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 proclamant les résultats de la session d'examen conduisant à l'obtention du module 4 "conduite et maintenance des machines" du brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC) tenue à Papeete (Tahiti), le 5 juillet 2018.

Le ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 653 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 838 CM du 20 juin 2002 portant nomination de Mme Catherine Rocheteau en qualité de chef du service de la navigation et des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 5329 MLA du 4 juin 2018 portant délégation de signature au profit de Mme Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 301 CM du 24 février 2014 modifié relatif à la formation professionnelle maritime à la pêche et à la délivrance des titres nécessaires à l'exercice des fonctions à bord des navires armés à la pêche en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 578 CM du 4 avril 2014 modifié relatif à la formation et à la délivrance du brevet de capitaine de pêche côtière ;

Vu la décision n° 1671 MET/DPAM du 21 février 2018 portant ouverture des sessions d'examen des modules 2, 3, 4, 5, et 6 conduisant à l'obtention du brevet de capitaine pêche côtière (BCPC), au titre de l'année 2018 ;

Vu la décision n° 5840 MLA/DPAM du 27 juin 2018 arrêtant la liste des candidats autorisé(es) à se présenter aux épreuves d'évaluation du module 4 "conduite et maintenance des machines" conduisant à l'obtention du brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC), organisées à Papeete (Tahiti), le jeudi 5 juillet 2018 inclus ;

Vu la décision n° 6263 MLA/DPAM du 13 juillet 2018 portant désignation des membres de la commission d'examen des modules ouverts lors de la session d'examen conduisant à l'obtention du brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC) qui s'est déroulée à Papeete (Tahiti), les 2 et 5 juillet 2018 ;

Vu le procès-verbal n° 3-2018 BCPC du 24 juillet 2018 de la commission d'examen réunie pour la délivrance du brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC) - session d'examen n° 3-2018 BCPC tenue au centre d'examen de Papeete (Tahiti), le 5 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Le présent arrêté proclame les résultats prononcés par la commission d'examen réunie pour la délivrance du brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC) - session d'examen n° 3-2018 BCPC tenue au centre d'examen de Papeete (Tahiti), le 5 juillet 2018.

Art. 2.— La commission d'examen a décidé de valider le module 4 "conduite et maintenance des machines", tel que prévu par l'arrêté n° 578 CM du 4 avril 2014 modifié susvisé, au candidat suivant :

Candidat inscrit : 1

Candidat présent : 1

NOM	Prénoms
ROO	Marama

Art. 3.— La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice des affaires
maritimes polynésiennes,
Catherine ROCHETEAU.*

ARRETE n° 6701 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 proclamant les résultats de la session d'examen conduisant à l'obtention du module 6 "pêche" du brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC) tenue à Papeete (Tahiti), le 2 juillet 2018.

Le ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 653 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 838 CM du 20 juin 2002 portant nomination de Mme Catherine Rocheteau en qualité de chef du service de la navigation et des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 5329 MLA du 4 juin 2018 portant délégation de signature au profit de Mme Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 301 CM du 24 février 2014 modifié relatif à la formation professionnelle maritime à la pêche et à la délivrance des titres nécessaires à l'exercice des fonctions à bord des navires armés à la pêche en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 578 CM du 4 avril 2014 modifié relatif à la formation et à la délivrance du brevet de capitaine de pêche côtière ;

Vu la décision n° 1671 MET/DPAM du 21 février 2018 portant ouverture des sessions d'examen des modules 2, 3, 4, 5, et 6 conduisant à l'obtention du brevet de capitaine pêche côtière (BCPC), au titre de l'année 2018 ;

Vu la décision n° 5839 MLA/DPAM du 27 juin 2018 arrêtant la liste des candidats autorisé(es) à se présenter aux épreuves d'évaluation du module 6 "pêche" conduisant à l'obtention du brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC), organisées à Papeete du 2 au 3 juillet 2018 ;

Vu la décision n° 6263 MLA/DPAM du 13 juillet 2018 portant désignation des membres de la commission d'examen des modules ouverts lors de la session d'examen conduisant à l'obtention du brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC) qui s'est déroulée à Papeete (Tahiti), les 2 et 5 juillet 2018 ;

Vu le procès-verbal n° 2-2018 BCPC du 24 juillet 2018 de la commission d'examen réunie pour la délivrance du brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC) - session d'examen n° 2-2018 BCPC tenue au centre d'examen de Papeete (Tahiti), le 2 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Le présent arrêté proclame les résultats prononcés par la commission d'examen réunie pour la délivrance du brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC) - session d'examen n° 2-2018 BCPC tenue au centre d'examen de Papeete (Tahiti), le 2 juillet 2018.

Art. 2.— La commission d'examen a décidé de valider le module 6 "pêche", tel que prévu par l'arrêté n° 578 CM du 4 avril 2014 modifié susvisé, aux candidats suivants :

Candidats inscrits : 12

Candidats présents : 10

NOM	Prénoms
AH-MIN	Wilfred
ARIPEU	Paraurea
CHEONG SANG	Rodrigue
GANAHOA	Ropati, Manuare
HIRO	Tearai, Hany
LAI	Maurice
MATEMOKO	Stanislas
NIMAU	Bruno, Maro
TEMATAHOTOA	Benjamin, Hura

Art. 3.— La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice des affaires
maritimes polynésiennes,
Catherine ROCHETEAU.*

ARRETE n° 6702 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 proclamant les résultats de la session d'examen conduisant à l'obtention du certificat d'initiation nautique option "pêche et cultures marines" (CINPCM) tenue à Papeete du 25 au 28 juin 2018.

Le ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 653 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 838 CM du 20 juin 2002 portant nomination de Mme Catherine Rocheteau en qualité de chef du service de la navigation et des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 5329 MLA du 4 juin 2018 portant délégation de signature au profit de Mme Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 301 CM du 24 février 2014 modifié relatif à la formation professionnelle maritime à la pêche et à la délivrance des titres nécessaires à l'exercice des fonctions à bord des navires armés à la pêche en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 571 CM du 3 avril 2014 relatif à la formation et à la délivrance du certificat d'initiation nautique option "pêche et cultures marines", de marin de quart à la passerelle et du certificat de marin mécanicien de quart machine ;

Vu la décision n° 1670 MET/DPAM du 21 février 2018 portant ouverture d'une session d'examen des modules 2, 3 et 4 conduisant à l'obtention du certificat d'initiation nautique option pêche et cultures marines (CINPCM), au titre de l'année 2018 ;

Vu la décision n° 4721 MET/DPAM du 7 mai 2018 arrêtant la liste des candidats(es) autorisé(es) à se présenter aux épreuves d'évaluation conduisant à l'obtention du certificat d'initiation nautique option pêche et cultures marines (CINPCM), organisées à Papeete (Tahiti), du 25 au 28 juin 2018 inclus ;

Vu la décision n° 6262 MLA/DPAM du 13 juillet 2018 portant désignation des membres de la commission d'examen des modules ouverts lors de la session d'examen conduisant à l'obtention du certificat d'initiation nautique option pêche et cultures marines (CINPCM), prévue à Papeete (Tahiti), du 25 au 28 juin 2018 ;

Vu le procès-verbal n° 1-2018 CINPCM du 24 juillet 2018 de la commission d'examen réunie pour la délivrance du certificat d'initiation nautique option pêche et cultures marines (CINPCM) - session d'examen n° 1-2018 CINPCM tenue au centre d'examen de Papeete (Tahiti), du 25 au 28 juin 2018,

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté proclame les résultats prononcés par la commission d'examen réunie pour la délivrance du certificat d'initiation nautique option pêche et cultures marines (CINPCM) - session d'examen n° 1-2018 CINPCM tenue au centre d'examen de Papeete (Tahiti), du 25 au 28 juin 2018.

Art. 2. — La commission d'examen a décidé de valider le module 2 "conduite du navire et des machines", tel que prévu par l'arrêté n° 571 CM du 3 avril 2014 susvisé, aux candidats suivants :

Candidats inscrits : 15
Candidats présents : 15

NOM	Prénoms
BUISSON	Heimana, Milton, Lucien
HARO	Kaïly
MOEARO	Rino
PUUPUU	Manuarii, Vairai, Moïse
ROE	Teina, Eugène
TIAREURA	Poemanu, Mahealani, Arlette
VONG	Anthony, Heirani

Art. 3. — La commission d'examen a décidé de valider le module 3 "contrôle de l'exploitation du navire", tel que prévu par l'arrêté n° 571 CM du 3 avril 2014 susvisé, aux candidats suivants :

Candidats inscrits : 15
Candidats présents : 14

NOM	Prénoms
BUISSON	Heimana, Milton, Lucien
MOEARO	Rino
PUUPUU	Manuarii, Vairai, Moïse
ROE	Teina, Eugène
TIAREURA	Poemanu, Mahealani, Arlette
VONG	Anthony, Heirani

Art. 4. — La commission d'examen a décidé de valider le module 4 "pêche", tel que prévu par l'arrêté n° 571 CM du 3 avril 2014 susvisé, aux candidats suivants :

Candidats inscrits : 15
Candidats présents : 15

NOM	Prénoms
BUISSON	Heimana, Milton, Lucien
HARO	Kaïly
MARTINEZ	Monoïhere, Xavier, Léwis
MASSON	Handy, Hubert, Temanu
MOEARO	Rino
PUUPUU	Manuarii, Vairai, Moïse
ROE	Teina, Eugène
VONG	Anthony, Heirani

Art. 5. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice des affaires maritimes polynésiennes,
Catherine ROCHETEAU.

ARRETE n° 6703 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 proclamant les résultats de la session d'examen conduisant à l'obtention du certificat de pilote lagonaire (CPL) tenue à Taiohae (Nuku Hiva), du 11 au 14 juin 2018.

Le ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 653 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 838 CM du 20 juin 2002 portant nomination de Mme Catherine Rocheteau en qualité de chef du service de la navigation et des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 5329 MLA du 4 juin 2018 portant délégation de signature au profit de Mme Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 603 CM du 9 mai 2012 modifié portant création du certificat de pilote lagonaire, en fixant les prérogatives, le règlement des examens ainsi que les conditions générales de sa délivrance ;

Vu l'arrêté n° 604 CM du 9 mai 2012 relatif aux programmes de formation, et de certification ainsi qu'aux modalités générales conduisant à la délivrance du certificat de pilote lagonaire ;

Vu la décision n° 1669 MET/DPAM du 21 février 2018 modifiée portant ouverture des sessions d'examen des modules 2 et 3 conduisant à l'obtention du certificat de pilote lagonaire (CPL) et du module 7 conduisant à l'obtention du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM), au titre de l'année 2018 ;

Vu la décision n° 4719 MET/DPAM du 7 mai 2018 arrêtant la liste des candidats(es) autorisé(es) à se présenter aux épreuves d'évaluation conduisant à l'obtention du certificat de pilote lagonaire (CPL), organisées à Taiohae, (Nuku Hiva), du 11 au 14 juin 2018 inclus ;

Vu la décision n° 6260 MILA/DPAM du 13 juillet 2018 portant désignation des membres de la commission d'examen des modules ouverts lors des sessions d'examen conduisant à l'obtention du certificat de pilote lagonaire (CPL) prévues à Taiohae, (Nuku Hiva), du 11 au 14 juin 2018, et à Papeete (Tahiti), du 25 au 28 juin 2018 ;

Vu le procès-verbal n° 3-2018 CPL du 24 juillet 2018 de la commission d'examen réunie pour la délivrance du certificat de pilote lagonaire (CPL) - session d'examen n° 3-2018 CPL tenue au centre d'examen de Taiohae (Nuku Hiva), du 11 au 14 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Le présent arrêté proclame les résultats prononcés par la commission d'examen réunie pour la délivrance du certificat de pilote lagonaire (CPL) - session d'examen n° 3-2018 CPL tenue au centre d'examen de Taiohae, (Nuku Hiva), du 11 au 14 juin 2018.

Art. 2.— La commission d'examen a décidé de valider le module 2 "conduite du navire", tel que prévu par l'arrêté n° 604 CM du 9 mai 2012 susvisé, aux candidats suivants :

Candidats inscrits : 15

Candidats présents : 14

NOM	Prénoms
AH-SCHA	Josélito, Tiahono
AH-SCHA	Tepoea
FALCHETTO	Hervé
HOKAHUMANO	André, Takaoa, Tutoua
HUUKENA	Jean-Marc, Pena
NANSEN	Jean-Pierre, Teikikavehiomau
PETERANO	Taipakeho
POTATEUATAHI	Urbain
PUHETINI	Patrick
TAUPOTINI	Maria
TEIKIHAA	Florent, Teiki
TEIKIHAA	Kevin
TEIKIHAA	Teikitepeoa
VIRASSAMY	Claudine, Chéryl, Tiare-Ura

Art. 3.— La commission d'examen a décidé de valider le module 3 "contrôle de l'exploitation du navire", tel que prévu par l'arrêté n° 604 CM du 9 mai 2012 susvisé, aux candidats suivants :

Candidats inscrits : 15

Candidats présents : 14

NOM	Prénoms
AH-SCHA	Josélito, Tiahono
FALCHETTO	Hervé
NANSEN	Jean-Pierre, Teikikavehiomau
PETERANO	Taipakeho
POTATEUATAHI	Urbain
PUHETINI	Patrick
TAUPOTINI	Maria
TEIKIHAA	Kevin
TEIKIHAA	Teikitepeoa
VIRASSAMY	Claudine, Chéryl, Tiare-Ura

Art. 4.— La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice des affaires
maritimes polynésiennes,
Catherine ROCHETEAU.*

ARRETE n° 6704 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 proclamant les résultats de la session d'examen conduisant à l'obtention du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM) tenue à Taiohae, du 11 au 14 juin 2018.

Le ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 653 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 838 CM du 20 juin 2002 portant nomination de Mme Catherine Rocheteau en qualité de chef du service de la navigation et des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 5329 MLA du 4 juin 2018 portant délégation de signature au profit de Mme Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 301 CM du 24 février 2014 modifié relatif à la formation professionnelle maritime à la pêche et à la délivrance des titres nécessaires à l'exercice des fonctions à bord des navires armés à la pêche en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 521 CM du 5 mai 2015 relatif à la formation et à la délivrance du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines ;

Vu la décision n° 1669 MET/DPAM du 21 février 2018 modifiée portant ouverture des sessions d'examen des modules 2 et 3 conduisant à l'obtention du certificat de pilote lagonaire (CPL) et du module 7 conduisant à l'obtention du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM), au titre de l'année 2018 ;

Vu la décision n° 4720 MET/DPAM du 7 mai 2018 arrêtant la liste des candidats(es) autorisé(es) à se présenter aux épreuves d'évaluation conduisant à l'obtention du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM), organisées à Taiohae (Nuku Hiva), du 11 au 14 juin 2018 inclus ;

Vu la décision n° 6470 MLA/DPAM du 20 juillet 2018 portant désignation des membres de la commission d'examen des modules ouverts lors des sessions d'examen conduisant à l'obtention du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM) qui s'est déroulée à Taiohae (Nuku Hiva), du 11 au 14 juin 2018, et à Papeete (Tahiti), du 25 au 28 juin 2018 ;

Vu le procès-verbal n° 2-2018 CPLPCM du 24 juillet 2018 de la commission d'examen réunie pour la délivrance du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM) - session d'examen n° 2-2018 CPLPCM tenue au centre d'examen de Taiohae (Nuku Hiva), du 11 au 14 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Le présent arrêté proclame les résultats prononcés par la commission d'examen réunie pour la délivrance du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM) - session d'examen n° 2-2018 CPLPCM tenue au centre d'examen de Taiohae (Nuku Hiva), du 11 au 14 juin 2018.

Art. 2.— La commission d'examen a décidé de valider le module 7 "pêche et cultures marines", tel que prévu par l'arrêté n° 521 CM du 5 mai 2015 susvisé, aux candidats suivants :

Candidats inscrits : 15

Candidats présents : 14

NOM	Prénoms
AH-SCHA	Josélito, Tiahono
FALCHETTO	Hervé
HOKAHUMANO	André, Takaoa, Tutoua
HUUKENA	Jean-Marc, Pena
NANSEN	Jean-Pierre, Teikikavehiomau
PETERANO	Taipakeho
POTATEUATAHI	Urbain
PUHETINI	Patrick
TAUPOTINI	Maria
TEIKIHAA	Florent, Teiki
TEIKIHAA	Kevin
TEIKIHAA	Teikitepeoa
VIRASSAMY	Claudine, Chéryl, Tiare-Ura

Art. 3.— La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice des affaires
maritimes polynésiennes,
Catherine ROCHETEAU.*

ARRETE n° 6705 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 proclamant les résultats de la session d'examen conduisant à l'obtention du certificat de pilote lagonaire (CPL) tenue à Papeete (Tahiti) du 25 au 28 juin 2018.

Le ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 653 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 838 CM du 20 juin 2002 portant nomination de Mme Catherine Rocheteau en qualité de chef du service de la navigation et des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 5329 MLA du 4 juin 2018 portant délégation de signature au profit de Mme Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 603 CM du 9 mai 2012 modifié portant création du certificat de pilote lagonaire, en fixant les prérogatives, le règlement des examens ainsi que les conditions générales de sa délivrance ;

Vu l'arrêté n° 604 CM du 9 mai 2012 relatif aux programmes de formation, et de certification ainsi qu'aux modalités générales conduisant à la délivrance du certificat de pilote lagonaire ;

Vu la décision n° 1669 MET/DPAM du 21 février 2018 modifiée portant ouverture des sessions d'examen des modules 2 et 3 conduisant à l'obtention du certificat de pilote lagonaire (CPL) et du module 7 conduisant à l'obtention du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM), au titre de l'année 2018 ;

Vu la décision n° 5546 MLA/DPAM du 15 juin 2018 arrêtant la liste des candidats(es) autorisé(es) à se présenter aux épreuves d'évaluation conduisant à l'obtention du certificat de pilote lagonaire (CPL), organisées à Papeete (Tahiti), du 25 au 28 juin 2018 inclus ;

Vu la décision n° 6260 MLA/DPAM du 13 juillet 2018 portant désignation des membres de la commission d'examen des modules ouverts lors des sessions d'examen conduisant à l'obtention du certificat de pilote lagonaire (CPL) prévues à Taiohae (Nuku Hiva) du 11 au 14 juin 2018, et à Papeete (Tahiti), du 25 au 28 juin 2018 ;

Vu le procès-verbal n° 4-2018 CPL du 24 juillet 2018 de la commission d'examen réunie pour la délivrance du certificat de pilote lagonaire (CPL) - session d'examen n° 4-2018 CPL tenue au centre d'examen de Papeete (Tahiti), du 25 au 28 juin 2018,

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté proclame les résultats prononcés par la commission d'examen réunie pour la délivrance du certificat de pilote lagonaire (CPL) - session d'examen n° 4-2018 CPL tenue au centre d'examen de Papeete (Tahiti), du 25 au 28 juin 2018.

Art. 2. — La commission d'examen a décidé de valider le module 2 "conduite du navire", tel que prévu par l'arrêté n° 604 CM du 9 mai 2012 susvisé, aux candidats suivants :

Candidats inscrits : 16

Candidats présents : 16

NOM	Prénoms
BOURLIGUEUX	Nuihau, Lionel
FEARON	Teoni
HERLAUD	Michael
JAUBERT	Philippe
KAUTAI	Vaihei, Afton
MAHAI	Tereva
MEJEAN	Maxime
PARKER	Milton
PICARD	Heifara
RICHARD	Rémy, Jean-Marie
RICHMOND	Manuiti, Franck
SEITZ	Christophe
TARAUNU	Marc
TEGAKAU	Max, Tetautahi
TEHAAMARU	Raina
VILLENEUVE	Eric, Pierre

Art. 3. — La commission d'examen a décidé de valider le module 3 "contrôle de l'exploitation du navire", tel que prévu par l'arrêté n° 604 CM du 9 mai 2012 susvisé, aux candidats suivants :

Candidats inscrits : 21

Candidats présents : 21

NOM	Prénoms
ANAOHA	Andrew
BELLAIS	Alphonse, Rehia, Rahui
BOURLIGUEUX	Nuihau, Lionel
DUBRAY	Marurai
FEARON	Teoni
HAHE	Marc
HERLAUD	Michael
JAUBERT	Philippe
KAUTAI	Vaihei, Afton
MAHAI	Tereva
MAINNEMARE	Damien
PICARD	Heifara
RICHARD	Rémy, Jean-Marie
RICHMOND	Manuiti, Franck
SEITZ	Christophe
TAMAEHU	Laurence, Eva
TARAUNU	Marc
TEGAKAU	Max, Tetautahi
TEHAAMARU	Raina
TEKOPUNUI	Nicolas
VILLENEUVE	Eric, Pierre

Art. 4.— La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.
Pour le ministre et par délégation :
*La directrice des affaires
maritimes polynésiennes,*
Catherine ROCHETEAU.

ARRETE n° 6706 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 proclamant les résultats de la session d'examen conduisant à l'obtention du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM) tenue à Papeete (Tahiti), du 25 au 28 juin 2018.

Le ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 653 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 838 CM du 20 juin 2002 portant nomination de Mme Catherine Rocheteau en qualité de chef du service de la navigation et des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 5329 MLA du 4 juin 2018 portant délégation de signature au profit de Mme Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 301 CM du 24 février 2014 modifié relatif à la formation professionnelle maritime à la pêche et à la délivrance des titres nécessaires à l'exercice des fonctions à bord des navires armés à la pêche en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 521 CM du 5 mai 2015 relatif à la formation et à la délivrance du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines ;

Vu la décision n° 1669 MET/DPAM du 21 février 2018 modifiée portant ouverture des sessions d'examen des modules 2 et 3 conduisant à l'obtention du certificat de pilote lagonaire (CPL) et du module 7 conduisant à l'obtention du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM), au titre de l'année 2018 ;

Vu la décision n° 5544 MLA/DPAM du 15 juin 2018 arrêtant la liste des candidats(es) autorisé(es) à se présenter aux épreuves d'évaluation conduisant à l'obtention du

certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM), organisées à Papeete (Tahiti), du 25 au 28 juin 2018 inclus ;

Vu la décision n° 6470 MLA/DPAM du 20 juillet 2018 portant désignation des membres de la commission d'examen des modules ouverts lors des sessions d'examen conduisant à l'obtention du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM) qui s'est déroulée à Taiohae (Nuku Hiva) du 11 au 14 juin 2018, et à Papeete (Tahiti), du 25 au 28 juin 2018 ;

Vu le procès-verbal n° 3-2018 CPLPCM du 24 juillet 2018 de la commission d'examen réunie pour la délivrance du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM) - session d'examen n° 3-2018 CPLPCM tenue au centre d'examen de Papeete (Tahiti), du 25 au 28 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Le présent arrêté proclame les résultats prononcés par la commission d'examen réunie pour la délivrance du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM) - session d'examen n° 3-2018 CPLPCM tenue au centre d'examen de Papeete (Tahiti), du 25 au 28 juin 2018.

Art. 2.— La commission d'examen a décidé de valider le module 7 "pêche et cultures marines", tel que prévu par l'arrêté n° 521 CM du 5 mai 2015 susvisé, au candidat suivant :

Candidat inscrit : 1

Candidat présent : 1

NOM	Prénoms
LY	Ramon

Art. 3.— La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.
Pour le ministre et par délégation :
*La directrice des affaires
maritimes polynésiennes,*
Catherine ROCHETEAU.

DECISION n° 6713 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 arrêtant la liste des candidats(es) autorisé(es) à se présenter aux épreuves d'évaluation conduisant à l'obtention du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM), organisées à Atuona (Hiva Oa), du 6 au 10 août 2018.

Le ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 653 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 838 CM du 20 juin 2002 portant nomination de Mme Catherine Rocheteau en qualité de chef du service de la navigation et des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 5329 MLA du 4 juin 2018 portant délégation de signature au profit de Mme Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 301 CM du 24 février 2014 modifié relatif à la formation professionnelle maritime à la pêche et à la délivrance des titres nécessaires à l'exercice des fonctions à bord des navires armés à la pêche en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 521 CM du 5 mai 2015 relatif à la formation et à la délivrance du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines ;

Vu la décision n° 1669 MET/DPAM du 21 février 2018 modifiée portant ouverture des sessions d'examen des modules 2 et 3 conduisant à l'obtention du certificat de pilote lagonaire (CPL) et du module 7 conduisant à l'obtention du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM), au titre de l'année 2018 ;

Vu la demande de session d'examen pour l'obtention du module 7 du certificat de patron lagonaire "pêche et cultures marines" datée du 3 juillet 2018 formulée par le Centre des métiers de la mer de Polynésie française (CMMPF) ;

Vu la liste des candidats inscrits au module 7 (pêche et cultures marines) ;

Vu les dossiers d'inscription complets, et réceptionnés par la direction polynésienne des affaires maritimes pour cette session,

Décide :

Article 1er.— Par décision n° 1669 MET/DPAM du 21 février 2018 modifiée, une session d'examen conduisant à l'obtention du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM) a été ouverte du 6 au 10 août 2018, à Atuona (Hiva Oa).

Art. 2.— Sont autorisés(es) à se présenter aux épreuves d'évaluation des modules ouverts lors de cette session d'examen les candidats(es) dont les noms suivent :

NOM	Prénom(s)	Date de naissance	Inscription au module 7
AUBERT	Céline, Patricia	25/05/1990	X
BROWN	Abedenette, Ohutunui	03/06/1974	X
FREBAULT	Henrik, Louis	11/10/1977	X
FREBAULT	Kévin, Christian	10/02/1992	X
MOKE	Jean-Pierre, Stéphane	17/05/1995	X
NAPUAUHI	Tamatea, Emile	03/10/1998	X
NAPUAUHI	Vatea, Joseph	28/07/1995	X
PETERANO	Temehau	24/08/1997	X
PETERANO	Toaenui, Wilson	20/09/1992	X
ROHI	Tiae, Alexandrine	04/05/1997	X
SCALLAMERA	Patrick, Fiumoeu	03/08/1988	X
TAPATOA	Rémy, Moeotui	12/06/1997	X
TIMAU	Heimaatua, Clémentine	03/01/1993	X
TIMAU	Jimmy, Manuhi	16/01/1986	X
TIMAU	Vaatahaani, Yannick	08/07/1986	X
VAATETE	Zacharie, Emmanuel	20/06/1993	X

Total candidats(es) inscrits(es) au module 7 = 16

Art. 3.— Les épreuves se dérouleront aux dates, horaires et lieux indiqués dans le tableau ci-après :

Module 7 « Pêche et cultures marines »					
Epreuves	Nature	Durée	Date de l'épreuve	Horaires	Lieu de passation
7.1 – Techniques de pêche et conservation des captures	Orale	10'/cand	Mercredi 8 août 2018	7h30 à 12h00	Subdivision des Ile Marquises Atuona (Hiva-Oa)
7.2 – Réglementation des pêches maritimes et gestion d'une entreprise	Orale	10'/cand		13h00 à 16h00	
7.3 – Chargement, déchargement, arrimage et stabilité des embarcations de pêche et cultures marines	Orale	10'/cand			

Art. 4.— Au terme des épreuves, une décision proclamant, par module, les résultats de la session d'examen sera affichée dans les locaux de la direction polynésienne des affaires maritimes et publiée sur son site internet : www.maritime.gov.pf, après délibération des jurys d'examen réunis par la commission d'examen du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines.

Art. 5.— La directrice des affaires maritimes polynésiennes est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.

Pour le ministre et par délégation :

La directrice des affaires maritimes polynésiennes,
Catherine ROCHETEAU.

DECISION n° 6714 MLA/DPAM du 30 juillet 2018 arrêtant la liste des candidats(es) autorisé(s) à se présenter aux épreuves d'évaluation conduisant à l'obtention du certificat de pilote lagonaire (CPL), organisées à Atuona (Hiva Oa), du 6 au 10 août 2018.

Le ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 653 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 838 CM du 20 juin 2002 portant nomination de Mme Catherine Rocheteau en qualité de chef du service de la navigation et des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 5329 MLA du 4 juin 2018 portant délégation de signature au profit de Mme Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 301 CM du 24 février 2014 modifié relatif à la formation professionnelle maritime à la pêche et à la délivrance des titres nécessaires à l'exercice des fonctions à bord des navires armés à la pêche en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 521 CM du 5 mai 2015 relatif à la formation et à la délivrance du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines ;

Vu la décision n° 1669 MET/DPAM du 21 février 2018 modifiée portant ouverture des sessions d'examen des modules 2 et 3 conduisant à l'obtention du certificat de pilote lagonaire (CPL) et du module 7 conduisant à l'obtention du certificat de patron lagonaire pêche et cultures marines (CPLPCM), au titre de l'année 2018 ;

Vu la demande de session d'examen pour l'obtention des modules 2 et 3 du certificat de pilote lagonaire (CPL) datée du 3 juillet 2018 formulée par le Centre des métiers de la mer de Polynésie française (CMMPF) ;

Vu les listes des candidats inscrits à la session d'examen pour l'obtention des modules 2 et 3 du certificat de pilote lagonaire (CPL) ;

Vu les demandes d'inscription au module 3 du CPL, en qualité de candidats libres, formulées par MM. Tematai Lecordier, Robert O'Connor et Maheono Marcel Scallamera-Tetuaveroa ;

Vu les dossiers d'inscription complets, et réceptionnés par la direction polynésienne des affaires maritimes pour cette session,

Décide :

Article 1er.— Par décision n° 1669 MET/DPAM du 21 février 2018 modifiée, une session d'examen conduisant à l'obtention du certificat de pilote lagonaire (CPL), a été ouverte du 6 au 10 août 2018 inclus, à Atuona (Hiva Oa).

Article 1er.— Sont autorisés(es) à se présenter aux épreuves d'évaluation des modules ouverts lors de cette session d'examen les candidats(es) dont les noms suivent :

NOM	Prénom(s)	Date de naissance	Inscription aux modules	
			M2	M3
AUBERT	Céline, Patricia	25/05/1990	X	X
BROWN	Abedenette, Ohutunui	03/06/1974	X	X
FREBAULT	Henrik, Louis	11/10/1977	X	X
FREBAULT	Kévin, Christian	10/02/1992	X	X
MOKE	Jean-Pierre, Stéphane	17/05/1995	X	X
NAPUAUHI	Tamatea, Emile	03/10/1998	X	X
NAPUAUHI	Vatea, Joseph	28/07/1995	X	X
PETERANO	Temehau	24/08/1997	X	X
PETERANO	Toaeinui, Wilson	20/09/1992	X	X
ROHI	Tiae, Alexandrine	04/05/1997	X	X
SCALLAMERA	Patrick, Fiumoehu	03/08/1988	X	X
TAPATO	Rémy, Mocotui	12/06/1997	X	X
TIMAU	Heimaatua, Clémentine	03/01/1993	X	X
TIMAU	Jimmy, Manuhi	16/01/1986	X	X
TIMAU	Vaatahaani, Yannick	08/07/1986	X	X
VAATETE	Zacharie, Emmanuel	20/06/1993	X	X
LECORDIER	Tematai, Jean	01/08/1975		X
O'CONNOR	Robert, Willy	17/09/1980		X
SCALLAMERA-TETUAVEROA	Maheono, Marcel	12/08/1981		X

Total candidats(es) inscrits(es) au module 2 = 16

Total candidats(es) inscrits(es) au module 3 = 19

Art. 2.— Les épreuves se dérouleront aux dates, horaires et lieux indiqués dans le tableau ci-après :

Module 2 « Conduite du navire »					
Epreuves	Nature	Durée	Date de l'épreuve	Horaires	Lieu de passation
2.1 – Règles de barre, feux, balisage, signaux	Ecrite	1h00	Mardi 7 août 2018	8h00 à 9h00	Subdivision des Iles Marquises Atuona (Hiva-Oa)
2.2 – Milieu maritime	Ecrite	1h00		9h00 à 10h00	
2.3 – Conduite des moteurs	Ecrite	1h00		10h15 à 11h15	
2.4 – Manœuvre	Pratique	1h00	Jeudi 9 et vendredi 10 août 2018	de 7h30 à 16h00	Plan d'eau d'Atuona (Hiva-Oa)

Module 3 « Contrôle de l'exploitation du navire »					
Epreuves	Nature	Durée	Date de l'épreuve	Horaires	Lieu de passation
3.1 – Description du navire, stabilité, sécurité, pollution	Ecrite	1h00	Mardi 7 août 2018	13h00 à 14h00	Subdivision des Iles Marquises Atuona (Hiva-Oa)
3.2 – Environnement réglementaire	Ecrite	1h00		14h00 à 15h00	

Art. 3. — Au terme des épreuves, une décision proclamant, par module, les résultats de la session d'examen sera affichée dans les locaux de la direction polynésienne des affaires maritimes et publiée sur son site internet : www.maritime.gov.pf, après délibération des jurys d'examen réunis par la commission d'examen du certificat de pilote lagonaire.

Art. 4. — La directrice des affaires maritimes polynésiennes est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.
Pour le ministre et par délégation :
La directrice des affaires maritimes polynésiennes,
Catherine ROCHETEAU.

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE VERTE
ET DU DOMAINE**

ARRETE n° 6718 MED du 30 juillet 2018 portant affectation des remblais cadastrés, commune de Raivavae, commune associée de Rairua, section AC n° 114, n° 116, n° 118 et n° 123, au profit de la direction de l'équipement.

Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 655 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et le cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 10282 DEQ/GEG du 27 décembre 2017,

Arrête :

Article 1er. — Sont affectés au profit de la direction de l'équipement les remblais cadastrés, commune de Raivavae, commune associée de Rairua, ci-après listés, d'une superficie totale de 16 881 mètres carrés, tel que le tout figure sur l'extrait de plan cadastral du 13 juin 2018, détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine :

Cadastre	Superficie (m²)	Valeur vénale (XPF)	Ouvrages
AC 114	5 825	2 912 500	Marina de Rairua
AC 116	5 263	2 631 500	Parking, hangar portuaire
AC 118	2 556	1 278 000	Route d'accès au quai, zone de stockage de matériaux
AC 123	3 237	1 618 500	Antenne de la Subdivision des Australes
TOTAL	16 881	8 440 500	

Art. 2. — Cette affectation est destinée à la gestion et l'entretien des ouvrages et des lieux.

Art. 3. — La valeur vénale totale des biens affectés est estimée à *huit millions quatre cent quarante mille cinq cents francs CFP* (8 440 500 F CFP).

Art. 4. — Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5. — Le ministre en charge de l'équipement, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6. — L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement des biens affectés. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera ou défendra tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité des biens affectés.

Art. 7. — Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8.— Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche, et le ministre de l'équipement et des transports terrestres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction de l'équipement et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.

*Le ministre de l'économie verte
et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,*
René TEMEHARO.

ARRETE n° 6719 MED du 30 juillet 2018 portant autorisation d'exercer l'activité d'agent de transcription à M. Bernard Chailloux.

Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 655 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche ;

Vu la loi du pays n° 2017-38 du 30 novembre 2017 portant réglementation de l'activité d'agent de transcription en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 40 CM du 5 janvier 2018 portant mesure d'application de la loi du pays n° 2017-38 du 30 novembre 2017 portant réglementation de l'activité d'agent de transcription en Polynésie française ;

Vu la demande de M. Bernard Chailloux reçue le 31 mai 2018 à la direction des affaires foncières, division assistance aux particuliers ;

Vu le récépissé de dépôt pour une demande d'autorisation d'exercer la profession d'agent de transcription n° 10372 MED/DAF/DAP en date du 20 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— M. Bernard Chailloux, né le 9 novembre 1940, est autorisé à exercer l'activité d'agent de transcription en Polynésie française.

Art. 2.— Une carte professionnelle d'agent de transcription lui sera octroyée pour une durée de dix ans à compter de sa délivrance.

Art. 3.— Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 6720 MED du 30 juillet 2018 portant autorisation d'exercer l'activité d'agent de transcription à Mme Sylvie Jacqueline Godin épouse Rapin.

Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 655 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche ;

Vu la loi du pays n° 2017-38 du 30 novembre 2017 portant réglementation de l'activité d'agent de transcription en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 40 CM du 5 janvier 2018 portant mesure d'application de la loi du pays n° 2017-38 du 30 novembre 2017 portant réglementation de l'activité d'agent de transcription en Polynésie française ;

Vu la demande de Mme Sylvie Jacqueline Godin épouse Rapin reçue le 26 juin 2018 à la direction des affaires foncières, division assistance aux particuliers ;

Vu le récépissé de dépôt pour une demande d'autorisation d'exercer la profession d'agent de transcription n° 11143 MED/DAF/DAP en date du 28 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— Mme Sylvie Jacqueline Godin épouse Rapin, née le 2 novembre 1960, est autorisée à exercer l'activité d'agent de transcription en Polynésie française.

Art. 2.— Une carte professionnelle d'agent de transcription lui sera octroyée pour une durée de dix ans à compter de sa délivrance.

Art. 3.— Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 6721 MED du 30 juillet 2018 portant autorisation d'exercer l'activité de généalogiste à Mme Tina Hélène Pere.

Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 655 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche ;

Vu la loi du pays n° 2016-12 du 12 avril 2016 modifiée portant réglementation de l'activité de généalogie en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 38 CM du 5 janvier 2018 portant mesure d'application de la loi du pays n° 2016-12 du 12 avril 2016 modifiée portant réglementation de l'activité de généalogie en Polynésie française ;

Vu la demande de Mme Tina Hélène Pere reçue le 5 juin 2018 à la direction des affaires foncières, division assistance aux particuliers ;

Vu le récépissé de dépôt pour une demande d'autorisation d'exercer la profession de généalogiste n° 10365 MED/DAF/DAP en date du 20 juin 2018 ;

Vu l'attestation d'assurance du 31 mai 2018 de l'agence d'assurance Générali France Assurance,

Arrête :

Article 1er. — Mme Tina Hélène Pere, née le 31 mai 1990, est autorisée à exercer l'activité de généalogiste en Polynésie française.

Art. 2. — Une carte professionnelle de généalogiste lui sera octroyée pour une durée de dix ans à compter de sa délivrance.

Art. 3. — Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 6722 MED du 30 juillet 2018 portant autorisation d'exercer l'activité de généalogiste à Mme Yvette Aidée Vivirau Brander.

Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 655 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche ;

Vu la loi du pays n° 2016-12 du 12 avril 2016 modifiée portant réglementation de l'activité de généalogie en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 38 CM du 5 janvier 2018 portant mesure d'application de la loi du pays n° 2016-12 du 12 avril 2016 modifiée portant réglementation de l'activité de généalogie en Polynésie française ;

Vu la demande de Mme Yvette Aidée Vivirau Brander reçue le 25 juin 2018 à la direction des affaires foncières, division assistance aux particuliers ;

Vu le récépissé de dépôt pour une demande d'autorisation d'exercer la profession de généalogiste n° 11055 MED/DAF/DAP en date du 26 juin 2018 ;

Vu le devis d'assurance du 22 juin 2018 de l'agence d'assurance GAN d'un montant de 15 009 F CFP,

Arrête :

Article 1er. — Mme Yvette Aidée Vivirau Brander, née le 11 juin 1947, est autorisée à exercer l'activité de généalogiste en Polynésie française.

Art. 2. — Une carte professionnelle de généalogiste lui sera délivrée sous réserve de la remise d'une attestation d'assurance couvrant les risques de la responsabilité civile professionnelle.

Art. 3. — La validité de la carte professionnelle est de dix ans à compter de sa délivrance.

Art. 4. — Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 6723 MED du 30 juillet 2018 portant autorisation d'exercer l'activité de généalogiste à M. Pierre Jean-Noël Turlan.

Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 655 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche ;

Vu la loi du pays n° 2016-12 du 12 avril 2016 modifiée portant réglementation de l'activité de généalogie en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 38 CM du 5 janvier 2018 portant mesure d'application de la loi du pays n° 2016-12 du 12 avril 2016 modifiée portant réglementation de l'activité de généalogie en Polynésie française ;

Vu la demande de M. Pierre Jean-Noël Turlan reçue le 12 juin 2018 à la direction des affaires foncières, division assistance aux particuliers ;

Vu le récépissé de dépôt pour une demande d'autorisation d'exercer la profession de généalogiste n° 10368 MED/DAF/DAP en date du 20 juin 2018 ;

Vu l'attestation d'assurance du 18 mai 2018 de l'agence d'assurance Générali France Assurance,

Arrête :

Article 1er. — M. Pierre Jean-Noël Turlan, né le 28 janvier 1946, est autorisé à exercer l'activité de généalogiste en Polynésie française.

Art. 2. — Une carte professionnelle de généalogiste lui sera octroyée pour une durée de dix ans à compter de sa délivrance.

Art. 3. — Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 6726 MED du 30 juillet 2018 portant autorisation d'exercer l'activité de généalogiste à M. Keilani Hitianauarii Gabriel Tetaahi.

Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 655 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche ;

Vu la loi du pays n° 2016-12 du 12 avril 2016 modifiée portant réglementation de l'activité de généalogie en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 38 CM du 5 janvier 2018 portant mesure d'application de la loi du pays n° 2016-12 du 12 avril 2016 modifiée portant réglementation de l'activité de généalogie en Polynésie française ;

Vu la demande de M. Keilani Hitianauarii Gabriel Tetaahi reçue le 12 juin 2018 à la direction des affaires foncières, division assistance aux particuliers ;

Vu le récépissé de dépôt pour une demande d'autorisation d'exercer la profession de généalogiste n° 10370 MED/DAF/DAP en date du 20 juin 2018 ;

Vu l'attestation d'assurance du 18 mai 2018 de l'agence d'assurance Générali France Assurance,

Arrête :

Article 1er. — M. Keilani Hitianauarii Gabriel Tetaahi, né le 13 juillet 1980, est autorisé à exercer l'activité de généalogiste en Polynésie française.

Art. 2. — Une carte professionnelle de généalogiste lui sera octroyée pour une durée de dix ans à compter de sa délivrance.

Art. 3. — Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 6727 MED du 30 juillet 2018 portant autorisation d'exercer l'activité de généalogiste à M. Saïd Terooatea.

Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 655 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche ;

Vu la loi du pays n° 2016-12 du 12 avril 2016 modifiée portant réglementation de l'activité de généalogie en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 38 CM du 5 janvier 2018 portant mesure d'application de la loi du pays n° 2016-12 du 12 avril 2016 modifiée portant réglementation de l'activité de généalogie en Polynésie française ;

Vu la demande de M. Saïd Terooatea reçue le 15 juin 2018 à la direction des affaires foncières, division assistance aux particuliers ;

Vu le récépissé de dépôt pour une demande d'autorisation d'exercer la profession de généalogiste n° 10362 MED/DAF/DAP en date du 20 juin 2018 ;

Vu le devis d'assurance du 26 juin 2018 de l'agence d'assurance GAN d'un montant de 13 312 F CFP,

Arrête :

Article 1er. — M. Saïd Terooatea, né le 9 février 1986, est autorisé à exercer l'activité de généalogiste en Polynésie française.

Art. 2. — Une carte professionnelle de généalogiste lui sera délivrée sous réserve de la remise d'une attestation d'assurance couvrant les risques de la responsabilité civile professionnelle.

Art. 3. — La validité de la carte professionnelle est de dix ans à compter de sa délivrance.

Art. 4. — Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 6806 MED du 31 juillet 2018 portant transfert de l'autorisation de location de la parcelle de terre dénommée "Fakamaruariki", cadastrée section BO n° 92, sise commune de Anaa, au profit de M. Faarearea Etienne Tupahururu.

Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 655 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5922 MLV du 18 juillet 2016 autorisant la location de la parcelle de terre dénommée "Fakamaruariki", cadastrée section BO n° 92, sise commune de Anaa, au profit de M. Thomas Tuana Tupahururu et Mme Mireille Raveino ;

Vu le bail en date du 1er septembre 2016 au profit de M. Thomas Tuana Tupahururu et Mme Mireille Raveino ;

Vu la lettre de demande de transfert formulée par M. Thomas Tuana Tupahururu et Mme Mireille Raveino en date du 30 mai 2018 ;

Vu le formulaire de demande de transfert de location complété par M. Faarearea Etienne Tupahururu en date du 30 mai 2018,

Arrête :

Article 1er. — Le transfert de la location de la parcelle de terre dénommée "Fakamaruariki", cadastrée section BO n° 92, sise commune de Anaa, accusant une superficie totale de 9 956 m² est autorisée au profit de M. Faarearea Etienne Tupahururu, à des fins agricoles (régénération de la cocoteraie et coprahculture.

Art. 2. — Ce transfert est consenti à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française pour le temps restant à courir dans le bail du 1er septembre 2016 susvisé soit jusqu'au 31 août 2025.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à *dix mille francs CFP* (10 000 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un avenant au bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5.— La présente autorisation sera caduque dès lors que l'avenant au bail du 1er septembre 2016 susvisé n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 6.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8.— Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Faarearea Etienne Tupahururu et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Tearii ALPHA.

**MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

ARRETE n° 6731 MCE/ENV du 30 juillet 2018 autorisant M. Thomas Trapier à exercer une activité de chasse audiovisuelle des baleines à bosse (*Megaptera novaengliae*) et autres mammifères marins dans les eaux de Makatea par drone.

Le ministre de la culture et de l'environnement, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 657 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre de la culture et de l'environnement, en charge de l'artisanat ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5389 MCE du 8 juin 2018 portant délégation de signature à Mme Miri Tatarata, directrice de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française et notamment son article A. 2213-1-8 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord ;

Vu la demande de M. Thomas Trapier en date du 19 juin 2018,

Arrête :

Article 1er.— M. Thomas Trapier est autorisé à exercer l'activité de chasse audiovisuelle des baleines à bosse (*Megaptera novaengliae*) et autres mammifères marins dans les eaux de Makatea en application des dispositions de l'article A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2.— M. Thomas Trapier exercera l'activité de chasse audiovisuelle par drone.

Art. 3.— Le drone sera opéré en vision directe depuis la terre.

Art. 4.— M. Thomas Trapier est autorisé à s'approcher des baleines à bosse (*Megaptera novaengliae*) et autres mammifères marins au-delà des limites fixées à l'article A. 2213-1-7 du code de l'environnement pour l'activité de chasse audiovisuelle.

Art. 5.— M. Thomas Trapier est autorisé à exercer l'activité de chasse audiovisuelle hormis dans les espaces protégés selon le code de l'environnement.

Art. 6.— L'autorisation d'approche est consentie du 1er au 6 août 2018.

Art. 7.— M. Thomas Trapier s'engage à avertir la direction de l'environnement avant chaque session de tournage.

Art. 8.— M. Thomas Trapier s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les espèces marines protégées de Polynésie française (images, sons....).

Art. 9.— M. Thomas Trapier s'engage à joindre à son équipe un représentant technique choisi par la direction de l'environnement et s'assure du confort des animaux lors des prises de vues et de sons.

Art. 10.— M. Thomas Trapier s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement, soit en ligne sur le site de l'Observatoire du pays www.observatoire-diren-polynesie.com.

Art. 11.— Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des espèces marines emblématiques.

Art. 12.— Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'Observatoire du pays.

Art. 13.— M. Thomas Trapier s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 14.— La directrice de l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2018.

Pour le ministre et par délégation :

La directrice de l'environnement,

Miri TATARATA.

**MINISTÈRE DE LA FAMILLE
ET DES SOLIDARITÉS**

ARRÊTE n° 6803 MFE du 31 juillet 2018 portant délégation de signature à Mme Rosita Hoffman, directrice de cabinet du ministre de la famille et des solidarités, en charge de l'égalité des chances.

Le ministre de la famille et des solidarités, en charge de l'égalité des chances,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 658 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre de la famille et des solidarités, en charge de l'égalité des chances ;

Vu l'arrêté n° 874 PR du 5 juillet 20018 portant nomination de Mme Rosita Hoffman en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de la famille et des solidarités, en charge de l'égalité des chances ;

Vu l'arrêté n° 907 PR du 12 juillet 2018 portant nomination de Mme Hina Peretti en qualité de chef de cabinet auprès du ministre de la famille et des solidarités, en charge de l'égalité des chances ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Rosita Hoffman, directrice de cabinet du ministre de la famille et des solidarités, en charge de l'égalité des chances, à l'effet de signer au nom du ministre de la famille et des solidarités, en charge de l'égalité des chances, tout acte ou tout document nécessaire à l'exécution des instructions du ministre, plus particulièrement :

- 1 - Les actes et documents relatifs à la gestion des services, établissements publics et organismes sous la tutelle du ministre de la famille et des solidarités, en charge de l'égalité des chances ;
- 2 - Les ordres de déplacements et réquisitions de passage à l'intérieur de la Polynésie française des chefs de service placés sous la tutelle du ministère de la famille et des solidarités, en charge de l'égalité des chances ;
- 3 - Les actes de gestion ci-après du personnel du cabinet du ministère de la famille et des solidarités, en charge de l'égalité des chances :
 - congés de toutes natures, à l'exclusion des congés administratifs ;
 - déplacements à l'intérieur de la Polynésie française ;
 - certificats de travail et attestations prévus par la réglementation sociale et du travail.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à Mme Rosita Hoffman, directrice de cabinet du ministre de la famille et des solidarités, en charge de l'égalité des chances, à l'effet de signer, au nom du ministre de la famille et des solidarités, en charge de l'égalité des chances, dans la limite de ses attributions, les engagements, certifications de service fait, liquidations ainsi que toutes correspondances et pièces justificatives des dépenses imputées sur les budgets alloués au cabinet et, le cas échéant, aux services rattachés au ministère de la famille et des solidarités, en charge de l'égalité des chances.

Art. 3.— Délégation de signature est donnée à Mme Rosita Hoffman, directrice de cabinet du ministre de la famille et des solidarités, en charge de l'égalité des chances, à l'effet de signer au nom du ministre de la famille et des solidarités, en charge de l'égalité des chances, dans la limite de ses attributions, pour certifier, sous la responsabilité de ce dernier, le caractère exécutoire des actes pris par le ministre.

Art. 4.— En cas d'empêchement de Mme Rosita Hoffman, directrice de cabinet, délégation de signature est donnée à Mme Hina Peretti, chef de cabinet, pour l'ensemble des actes, notes, correspondances et bordereaux de transmission prévus aux articles précédents.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française. —

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.

Isabelle SACHET.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ET DE LA PRÉVENTION**

**ARRETE n° 6748 MSP du 31 juillet 2018 portant agrément de
Mme Marcelle Maire Lo-Shing épouse Taupua en qualité
d'accueillant familial.**

Le ministre de la santé et de la prévention, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 659 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la prévention, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 relative aux accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 344 CM du 14 mars 2007 modifié portant organisation de la direction des affaires sociales ;

Vu l'arrêté n° 419 CM du 15 mars 2018 portant création et organisation de la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE) ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 portant création d'un service dénommé Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) ;

Vu l'arrêté n° 2097 CM du 21 décembre 2011 relatif à la demande d'agrément et au fonctionnement de la commission d'agrément des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 2098 CM du 21 décembre 2011 relatif au régime indemnitaire des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 799 PR du 11 octobre 2016 portant désignation des membres de la commission d'agrément des accueillants familiaux ;

Vu la demande de Mme Marcelle Maire Lo-Shing épouse Taupua en date du 22 mai 2018 ;

Vu le relevé de décisions de la commission d'agrément des accueillants familiaux du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— Mme Marcelle Maire Lo-Shing épouse Taupua est agréée en qualité d'accueillant familial pour l'accueil à temps complet d'un adulte porteur d'un handicap de type déficience intellectuelle, de sexe féminin, autonome à semi-autonome, pour une durée de trois ans.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Jacques RAYNAL.

**ARRETE n° 6749 MSP du 31 juillet 2018 portant agrément de
M. Ernest Tavi Bennett en qualité d'accueillant familial.**

Le ministre de la santé et de la prévention, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 659 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la prévention, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 relative aux accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 344 CM du 14 mars 2007 modifié portant organisation de la direction des affaires sociales ;

Vu l'arrêté n° 419 CM du 15 mars 2018, portant création et organisation de la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE) ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 portant création d'un service dénommé Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) ;

Vu l'arrêté n° 2097 CM du 21 décembre 2011 relatif à la demande d'agrément et au fonctionnement de la commission d'agrément des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 2098 CM du 21 décembre 2011 relatif au régime indemnitaire des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 799 PR du 11 octobre 2016 portant désignation des membres de la commission d'agrément des accueillants familiaux ;

Vu la demande de M. Ernest Tavi Bennett en date du 3 mai 2018 ;

Vu le relevé de décisions de la commission d'agrément des accueillants familiaux du 25 juillet 2018,

Arrête :

Article 1er.— M. Ernest Tavi Bennett est agréé en qualité d'accueillant familial pour l'accueil à temps complet d'une personne âgée de sexe masculin, autonome à dépendante, pour une durée de trois ans.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Jacques RAYNAL.

ARRETE n° 6750 MSP du 31 juillet 2018 portant refus de la demande d'agrément de Mme Vehiatua Avaemai épouse Scallamera en qualité d'accueillant familial.

Le ministre de la santé et de la prévention, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 659 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la prévention, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 relative aux accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 344 CM du 14 mars 2007 modifié portant organisation de la direction des affaires sociales ;

Vu l'arrêté n° 419 CM du 15 mars 2018, portant création et organisation de la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE) ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 portant création d'un service dénommé Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) ;

Vu l'arrêté n° 2097 CM du 21 décembre 2011 relatif à la demande d'agrément et au fonctionnement de la commission d'agrément des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 2098 CM du 21 décembre 2011 relatif au régime indemnitaire des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 799 PR du 11 octobre 2016 portant désignation des membres de la commission d'agrément des accueillants familiaux ;

Vu la demande de Mme Vehiatua Avaemai épouse Scallamera en date du 12 juin 2018 ;

Vu le relevé de décisions de la commission d'agrément des accueillants familiaux du 25 juillet 2018 ;

Considérant que la demande d'agrément de Mme Vehiatua Avaemai épouse Scallamera ne permet pas de remplir les conditions prévues par l'article n° 4 de la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 relative aux accueillants familiaux,

Arrête :

Article 1er.— La demande d'agrément de Mme Vehiatua Avaemai épouse Scallamera en qualité d'accueillant familial pour l'accueil d'adultes, adultes handicapés ou personnes âgées, en situation de vulnérabilité, est refusée.

Art. 2.— Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de la Polynésie française dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2018.
Jacques RAYNAL.

ARRETE n° 6814 MSP du 1er août 2018 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Saby".

Le ministre de la santé et de la prévention, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 659 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la prévention, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 77-116 du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié pris en application de l'article 10 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1116 CM du 6 octobre 2006 modifié pris en application de l'article 11 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'avis favorable du Centre d'hygiène et de salubrité publique n° 2424 MSP/DSP/CHSP du 26 juillet 2018 ;

Vu la demande de l'intéressée,

Arrête :

Article 1er.— Mlle Sabrina Tepuai est autorisée à ouvrir et exploiter, pour une durée de douze mois, l'établissement "Saby" sis à Atelier relais de Tipaerui, n° A6, Papeete pour les catégories de produits et les natures d'activités suivantes :

- opérations de décongélation, de découpe, de hachage, de transformation, de cuisson de denrées animales et d'origine animale et de traitement de légumes bruts ;
- production quotidienne d'environ 2 500 préparations alimentaires comprenant des plats cuisinés, des produits de sandwicherie, des chinoiserie et des pâtisseries, pour livraison à d'autres établissements en liaison mixte.

Art. 2.— L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Saby" est enregistrée au Centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro A 2182. Ce numéro d'autorisation figure sur l'étiquetage de toute denrée préemballée produite par l'établissement, précédée de la mention "N° sanitaire :".

Art. 3.— Tout changement notable des locaux et toute modification de nature d'activité doivent faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 4.— L'autorisation est réputée définitive à l'issue de la période probatoire prévue par l'article 1er du présent arrêté, si elle n'a pas été refusée par décision motivée.

Art. 5.— Le présent arrêté cesse de produire son effet si l'exploitation de l'établissement est interrompue pendant une période supérieure ou égale à 12 mois.

Art. 6.— En cas de changement d'exploitant, le présent arrêté cesse de produire son effet deux mois après la date de ce changement. Afin d'être autorisé à poursuivre son activité à l'expiration de ce délai, le nouvel exploitant est tenu de solliciter une nouvelle autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 7.— Lorsqu'il est constaté que les conditions réglementaires d'attribution de cette autorisation ne sont plus respectées, l'autorisation peut être, après mise en demeure restée sans effet, suspendue ou retirée partiellement ou en totalité conformément à l'article 9 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 8.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.
Jacques RAYNAL.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION,
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

ARRETE n° 6846 MEJ du 1er août 2018 portant composition du jury des sessions de formation menant à l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA), organisées par l'organisme de formation "ISLV Formation".

Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 660 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports ;

Vu la délibération n° 2009-40 APF du 23 juillet 2009 relative aux garanties de techniques et de sécurité dans les établissements qui organisent la pratique de la randonnée aquatique dite "snorkeling" ;

Vu la délibération n° 2009-41 APF du 23 juillet 2009 portant création de l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA) en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1623 CM du 23 septembre 2009 relatif à l'organisation et aux conditions de préparation et de délivrance de l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA) en Polynésie française ;

Vu l'agrément n° 1-2018-OF/ACPASRA/PF délivré le 23 juillet 2018 par la direction de la jeunesse et des sports,

Arrête :

Article 1er.— La composition du jury de sessions de formation menant à l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA), organisées par l'organisme de formation "ISLV Formation" est fixée comme suit :

- *président du jury* : Le directeur de la jeunesse et des sports ou son représentant.
- techniciens reconnus pour leurs compétences dans l'activité concernée :
 - M. Claude Legrand, titulaire du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 2e degré option plongée subaquatique, du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique et formateur de secourisme de la Fédération française d'études et de sports sous-marins ;
 - ou M. Sylvain Defaix, titulaire du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) spécialité "éducateur sportif", mention "activités aquatiques et de la natation" et formateur "Prévention et secours civiques".
- le directeur du stage de la formation mise en œuvre par l'organisme agréé.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.
Christelle LEHARTEL.

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
ET DES TRANSPORTS TERRESTRES**

ARRETE n° 6815 MET du 1er août 2018 autorisant la circulation en dehors des heures de service, occasionnelle et sous conditions, des véhicules affectés au service de la culture et du patrimoine.

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 661 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 749 CM du 23 mai 2013 portant réglementation relative au parc automobile de la Polynésie française et de ses établissements publics et définissant les règles d'utilisation des véhicules administratifs ;

Vu la circulaire n° 3054 PR du 23 mai 2013 relative aux règles d'utilisation des véhicules affectés aux services administratifs et aux établissements publics administratifs et industriels et commerciaux ;

Vu l'arrêté d'affectation n° 7258 MPF/DAF du 8 août 2017 modifié portant affectation de plusieurs véhicules administratifs au profit du service de la culture et du patrimoine ;

Vu la proposition du ministre de la culture et de l'environnement, en charge de l'artisanat, accompagnée des documents justifiant le besoin réel d'utilisation des véhicules en dehors des heures de service,

Arrête :

Article 1er. — A la date de publication du présent arrêté, le service de la culture et du patrimoine est affectataire de 6 véhicules dont les immatriculations sont les suivantes : D 5561 ; D 6387 ; D 5907 ; D 7070 ; D 7302 ; D 5871.

Ces véhicules sont destinés à circuler pour les besoins du service de la culture et du patrimoine et durant les heures de service. Ils sont toutefois autorisés à circuler en dehors des heures de service à titre occasionnel dans les conditions fixées par les articles qui suivent.

Art. 2. — Les missions du service de la culture et du patrimoine qui nécessitent des sorties en dehors des heures de service sont les suivantes :

- déplacements sur sites archéologiques et historiques accueillant des manifestations culturelles, des travaux de prospection, fouilles, restauration ou aménagement ;
- médiation événementielle ;
- participation à des réunions de travail d'organismes et établissements publics ;

- représentation du ministre en charge de la culture lors d'événements ;
- transmission des dossiers de subvention au CM en urgence ;
- retrait et dépôt au fret de plis urgents ;
- transmission de courriers urgents ;
- gestion du bâtiment de Tipaerui et de l'atelier d'artiste.

Art. 3. — Les agents amenés à se déplacer en dehors des heures de service sont ceux affectés aux fonctions suivantes :

- direction (représentation, événementiel) ;
- transmission du courrier ;
- développement des activités culturelles et artistiques (subventions, aides) ;
- protection du patrimoine culturel (archéologie, ethnologie, linguistique, histoire) ;
- logistique ;
- responsable de l'antenne de Raiatea,

dont les effectifs à la date de publication du présent arrêté figurent en annexe (1).

Art. 4. — Toute sortie en dehors des heures de service doit faire l'objet d'un document justificatif préalable (fiche-programme ou ordre de mission) visé par le chef de service et contenant *a minima* les informations suivantes :

- noms des agents missionnés ;
- immatriculations des véhicules utilisés ;
- objet et objectifs de la mission ;
- lieux, date et horaires de l'intervention ;
- public visé.

Les agents en déplacement sont tenus de présenter le document justificatif décrit ci-dessus, ainsi que la présente autorisation, à toute réquisition des agents de l'autorité compétente.

Chacune de ces interventions donne lieu à l'établissement d'un rapport de mission circonstancié ou d'un procès-verbal de constatation visé par le chef de service et dont une copie est adressée pour classement au ministre en charge de la culture.

Art. 5. — Le chef de service de la culture et du patrimoine remet tous les ans au ministre en charge de la culture un rapport ou tableau récapitulatif des missions effectuées pour la période, comportant *a minima* les informations suivantes :

- noms des agents missionnés ;
- lieux, dates et horaires des missions effectuées ;
- objet de chaque mission ;
- immatriculations des véhicules utilisés ;
- références des fiches-programme ou ordres de mission ;
- références des rapports et procès-verbaux établis consécutivement à ces missions.

Art. 6. — Le ministre de la culture et de l'environnement, en charge de l'artisanat et le chef du service de la culture et du patrimoine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.
René TEMEHARO.

(1) L'annexe du présent arrêté est consultable au service de la culture et du patrimoine.

ANNEXE DE L'ARRETE N° 006815/MET DU

01 AOUT 2018

Liste du personnel du service de la culture et du patrimoine amené à effectuer des missions en dehors des heures de service par section, bureau ou cellule

SECTION, BUREAU, CELLULE Fonctions (missions effectuées)	NOMS et PRENOMS
DIRECTION	- Madame Hiriata MILLAUD - Madame Valérie CLEMENT - Monsieur Matahi CHAVE
CELLULE LOGISTIQUE	- Madame Hinano TAERO - Madame Sidonie LENOIR - Monsieur James TUERA
CELLULE PATRIMOINE CULTUREL (archéologie, ethnologie, linguistique, histoire)	- Madame Martine RATINASSAMY - Madame Belona MOU - Madame Natea MONTILLIER - Madame Edmée HOPUU
CELLULE DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE (subventions, aides à la création artistique)	- Madame Brenda TAU - Madame Vahineau TEAHA
ANTENNE DU SCP A RAIATEA	- Madame Meari MANOI - Monsieur Franck VARNEY

Par arrêté n° 6732 MET du 30 juillet 2018. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Kitehetapairu cadastrée TA n° 73 nécessaire à la réalisation d'un abri paracyclonique à Kauehi dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Terre : Kitehetapairu.

Bénéficiaire : Moeata Turoa épouse Papu, née le 22 octobre 1946 à Hikueru (bf 1.1.2.9.1).

Indemnités à déconsigner : 4 007 F CFP.

ACTES DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

CENTRE HOSPITALIER DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATION n° 23-2018 CHPF autorisant le directeur à introduire une demande de subvention d'investissement pour le renouvellement d'un scanner.

Le conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 83-181 AT du 4 novembre 1983 de la commission permanente de l'assemblée territoriale relative à la création d'un établissement public dénommé "Centre hospitalier de la Polynésie française" (hôpital de Mamao) ;

Vu l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du "Centre hospitalier territorial", et notamment l'article 14 ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu le code polynésien des marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 1217 CM du 24 août 2016 portant nomination de Mme Isabelle Outin en qualité de commissaire de gouvernement du Centre hospitalier de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1408 CM du 26 septembre 2016 portant nomination de M. René Caillet en qualité de directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission médicale d'établissement en date du 12 juin 2018 ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 26 juin 2018,

Adopte :

Article 1er.— Le directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française est autorisé à introduire auprès du pays une demande de subvention d'investissement relative au renouvellement du scanner VCT 64 barrettes pour un montant maximum de *cent vingt millions de francs CFP* (120 000 000 F CFP),

Art. 2.— Le directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Le président.

Un administrateur.

DELIBERATION n° 26-2018 CHPF approuvant la mise à disposition de Mme Jeannie Arnaud épouse Boosie, agent non fonctionnaire de l'administration, auprès de la confédération syndicale Otahi.

Le conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française,

Vu la délibération n° 83-181 AT du 4 novembre 1983 modifiée de la commission permanente de l'assemblée territoriale relative à la création d'un établissement public dénommé "Centre hospitalier territorial de la Polynésie française" (Hôpital de Mamao) ;

Vu l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du "Centre hospitalier territorial de la Polynésie française" ;

Vu la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 885 CM du 22 août 1991 modifié réglementant la mise à disposition d'agents de l'administration territoriale et des établissements publics au profit d'organisations syndicales représentatives ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1217 CM du 24 août 2016 portant nomination de Mme Isabelle Outin en qualité de commissaire de gouvernement du Centre hospitalier de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1408 CM du 26 septembre 2016 portant nomination de M. René Caillet en qualité de directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 271 CM du 15 mars 2017 relatif à la représentativité des organisations syndicales de salariés au niveau de la Polynésie française ;

Vu le courrier du 5 juin 2018 de la confédération syndicale Otahi et l'avis favorable de M. le ministre de la santé et de la prévention, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu le courrier de Mme Jeannie Arnaud épouse Boosie du 14 juin 2018 donnant son accord ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 26 juin 2018,

Adopte :

Article 1er.— La mise à disposition de l'organisation syndicale de salariés représentative Otahi de Mme Jeannie Arnaud épouse Boosie, agent relevant de la 2e catégorie de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration, est approuvée du 1er juillet au 31 décembre 2018.

Art. 2.— Le directeur et la directrice des ressources humaines du Centre hospitalier de la Polynésie française sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le président.

Un administrateur.

DELIBERATION n° 27-2018 CHPF autorisant le directeur à introduire une demande d'aide financière au titre de l'exercice budgétaire 2018.

Le conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 83-181 AT du 4 novembre 1983 de la commission permanente de l'assemblée territoriale relative à la création d'un établissement public dénommé "Centre hospitalier de la Polynésie française" (hôpital de Mamao) ;

Vu l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du "Centre hospitalier territorial de la Polynésie française" ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1217 CM du 24 août 2016 portant nomination de Mme Isabelle Outin en qualité de commissaire de gouvernement du Centre hospitalier de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1408 CM du 26 septembre 2016 portant nomination de M. René Caillet en qualité de directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 26 juin 2018,

Adopte :

Article 1er.— Le directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française est autorisé à introduire auprès du pays une demande d'aide financière de *quatre cent soixante-trois millions de francs CFP* (463 millions F CFP) en application des dispositions de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017.

Art. 2.— Cette demande est répartie à hauteur de *quatre cent trente-cinq millions de francs CFP* (435 millions F CFP) au titre du budget principal 2018 et *vingt-huit millions de francs CFP* (28 millions F CFP) au titre du budget annexe de psychiatrie 2018.

Art. 3.— Le directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Le président.

Un administrateur.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECRET n° 2018-664 du 27 juillet 2018 relatif à la formation initiale et continue des juges des tribunaux de commerce.

***Publics concernés :** juges des tribunaux de commerce, Ecole nationale de la magistrature.*

***Objet :** organisation de la formation initiale et continue des juges des tribunaux de commerce.*

***Entrée en vigueur :** le décret entre en vigueur le 1^{er} novembre 2018.*

***Notice :** le décret précise les modalités de mise en œuvre de l'obligation de formation initiale et continue des juges des tribunaux de commerce, notamment le nombre de jours minimum de formation obligatoire. Il désigne l'Ecole nationale de la magistrature comme l'organe compétent pour assurer cette formation.*

***Références :** le décret est pris pour l'application de l'article L. 722-17 du code de commerce dans sa rédaction issue de l'article 95 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du xx^e siècle. Les dispositions du code de commerce modifiées par le décret peuvent être consultées sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).*

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de commerce, notamment son article L. 722-17 ;

Vu la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du xx^e siècle, notamment ses articles 95, 112 et 114,

Décète :

Art. 1^{er}. – Après l'article R. 722-27 du code de commerce, il est inséré une sous-section 3, comprenant les articles D. 722-28 à D. 722-35, ainsi rédigée :

« Sous-section 3

« De l'obligation de formation

« Paragraphe 1^{er}

« De la formation initiale

« **Art. D. 722-28.** – Sont soumis à l'obligation de formation initiale prévue à l'article L. 722-17 les juges des tribunaux de commerce élus n'ayant jamais exercé de mandat ou n'ayant pas accompli ladite obligation de formation au cours de leur mandat précédent.

« **Art. D. 722-29.** – Le délai prévu à l'article L. 722-17 est fixé à vingt mois à compter du premier jour du mois suivant l'élection du juge du tribunal de commerce.

« **Art. D. 722-30.** – L'inexécution de l'obligation de formation prévue à l'article L. 722-17 et la date de cessation des fonctions sont constatées par le premier président de la cour d'appel.

« Le premier président de la cour d'appel informe sans délai le juge du tribunal de commerce concerné. Il informe également le garde des sceaux, ministre de la justice, le procureur général près la cour d'appel, ainsi que le président et le greffier du tribunal de commerce concernés.

« **Art. D. 722-31.** – La formation initiale, d'une durée de huit jours, est organisée par l'Ecole nationale de la magistrature.

« Elle porte notamment sur des enseignements relatifs à l'organisation judiciaire, aux principes de la procédure, au fonctionnement d'une juridiction, à la déontologie, ainsi qu'à la technique de rédaction des jugements et de tenue d'une audience.

« **Art. D. 722-32.** – A l'issue de la formation, l'Ecole nationale de la magistrature remet au juge du tribunal de commerce une attestation individuelle de formation, sous réserve d'assiduité. Elle en informe le garde des sceaux, ministre de la justice.

« Le juge du tribunal de commerce remet sans délai l'attestation individuelle de formation au président du tribunal de commerce.

« *Paragraphe 2*

« *De la formation continue*

« Art. D. 722-33. – La durée de la formation continue est de deux jours au cours d'une année civile.

« Art. D. 722-34. – La formation continue est organisée sous la responsabilité de l'Ecole nationale de la magistrature.

« *Paragraphe 3*

« *Dispositions communes*

« Art. D. 722-35. – Les frais de déplacement et de séjour exposés par les juges des tribunaux de commerce pour le suivi de la formation initiale et continue leur sont remboursés selon la réglementation en vigueur applicable aux agents de l'Etat. »

Art. 2. – Le présent décret n'est pas applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

Art. 3. – Les dispositions du présent décret entrent en vigueur à compter du 1^{er} novembre 2018.

Art. 4. – La garde des sceaux, ministre de la justice, et la ministre des outre-mer sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 27 juillet 2018.

EDOUARD PHILIPPE

Par le Premier ministre :

*La garde des sceaux,
ministre de la justice,*
NICOLE BELLOUBET

La ministre des outre-mer,
ANNICK GIRARDIN

**ACTES DES AUTORITES
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE****AVIS OFFICIELS****CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, DES SERVICES
ET DES METIERS****COMPOSITION DU BUREAU 2018 / 2023**

de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Services
et des Métiers de Polynésie Française
(CCISM)

(Assemblée Générale Constitutive du 26 juillet 2018)

NOM / PRENOM	FONCTION	COLLEGE
M. Stéphane CHIN LOY	Président	Métiers
M. Clet WONG	1 ^{er} Vice-Président	Commerce
M. Alain GISSAUD	2 ^{ème} Vice-Président	Industrie
M. Teiva BUCHIN	3 ^{ème} Vice-Président	Services
Mme Christine TEMARII	Trésorier	Métiers
Mme Poema TANG	Trésorier Adjoint	Commerce
M. Gilbert CHUNE	Secrétaire	Industrie
M. Eric MALMEZAC	Secrétaire Adjoint	Services

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, boulevard Pomare

S3E
Société civile au capital de 100 000 F CFP
Siège : Papeete, immeuble Aorai
RCS de Papeete n° 05 342-C

Remplacement du gérant
(Age du 18 juin 2018)

Ancienne mention

Gérant : M. Guy LEJEUNE, demeurant à Papeete, rue du Général-Castelnau, immeuble Reo Hiti.

Nouvelle mention

Gérant : M. Sébastien LEJEUNE, demeurant à Pirae, rue Afarerii, immeuble Willy, appartement 5.

Pour avis,
La gérance.

SCP "Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE"
415, boulevard Pomare (BP 33, 98713 Papeete)

Avis de constitution

Aux termes d'un acte aux minutes de la SCP "Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE", titulaire d'un Office notarial à Papeete (Tahiti) 415, boulevard Pomare, en date du 31 juillet 2018, il a été établi les statuts d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : REPARTON PHONE.

Forme : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.

Objet :

- l'exploitation d'un commerce de réparation et vente de produits électroniques, et notamment en matière de téléphonie, smartphones, tablettes tactiles, communication électronique et audiovisuelle, objets high tech et vente de marchandises se rapportant auxdites activités ;
- la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;

- la participation directe ou indirecte de la société par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créés ou à créer, pouvant se rattacher à l'une ou l'autre des activités spécifiées, et notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances, groupements d'intérêts économique ou sociétés en participation ;
- et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières du immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini ou à tous objets similaires ou connexes et de nature à en faciliter la réalisation.

Siège social : Papeete, rue Lagarde, immeuble Toa Tiare.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Apports en numéraire : 200 000 F CFP.

Apports en nature : Néant.

Capital : 200 000 F CFP divisé en 100 parts de 2 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées, numérotées de 1 à 100 et attribuées en totalité à M. Grégory CARLOTTI, en rémunération de son apport.

Gérance : M. Grégory Frédéric CARLOTTI, demeurant à Papeete, rue du Régent-Paraita, résidence Le Régent, appartement 104.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Me Michel DELGROSSI,
notaire associé.

VITTORIA CONSEIL
Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
au capital de 1 090 000 F CFP
Siège social : Rue Gauguin, 98713, Papeete
RCS de Papeete n° 08101 B
N° TAHITI 860684

Avis

Aux termes d'une décision prise en date du 8 septembre 2017, l'associé unique de la société Vittoria Conseil a décidé de ne pas dissoudre la société par application de l'article L. 223-42 du code de commerce compte tenu de capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social à la date du 31 décembre 2016.

La gérance.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, boulevard Pomare

SOCIETE CIVILE DE PARTICIPATIONS
en abrégé SCPP

Société civile au capital de 350 000 F CFP
Siège social : Punaauia, PK 9, résidence Taina

*Immatriculation au registre du commerce
et des sociétés*

Il résulte du procès-verbal des décisions de l'assemblée générale ordinaire du 18 mai 2018, dont un extrait certifié conforme du procès-verbal a été déposé au rang des minutes de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE, le 31 juillet 2018, qu'il a été décidé son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Les caractéristiques de la société sont les suivantes :

Forme : Société civile.

Dénomination : SOCIETE CIVILE DE PARTICIPATIONS, en abrégé SCPP.

Objet :

- la propriété et la gestion de toutes participations dans toutes sociétés ;
- l'achat et la prise à bail de tous biens meubles et immeubles ;
- la mise en valeur par tous moyens, la gestion et l'administration desdits biens ;
- la vente à des tiers ou l'attribution aux associés des biens meubles et immeubles devenus inutiles à la société ;
- et généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et susceptible d'en faciliter la réalisation.

Siège social : Punaauia, PK 9, résidence Taina.

Durée : 99 années à compter du 18 mai 1978, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus aux présents statuts.

Capital social : 350 000 F CFP divisé en 350 parts de 1 000 F CFP chacune, réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs en numéraire.

Gérance :

- M. Georges SIU, demeurant à Punaauia, résidence Taina ;
- M. Marc SIU, demeurant à Punaauia, résidence Lotus.

Cession de parts sociales : Aux termes de l'article 10 des statuts, il a été stipulé que les parts d'intérêt ne peuvent être cédées même entre associés que du consentement de tous les associés, si la cession a pour effet de réduire le nombre des associés. Les cessions, lorsqu'elles n'ont pas pour effet de réduire le nombre des associés, s'effectuent librement s'il s'agit de cessions entre associés, ou au profit d'héritiers en ligne directe ou collatérale et du conjoint ou avec l'autorisation préalable de la collectivité des associés statuant par une décision extraordinaire s'il s'agit de cessions à des tiers étrangers à la société.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Me Bernard RESTOUT,
notaire associé.

LEMAIRE SCI

Société civile au capital de 50 000 F CFP
Siège social : Faa'a, quartier Mamaia

Additif à l'annonce légale apparue dans le JOPF n° 60 du 27 juillet 2018, page 14794.

Gérance : Me Tetuarae LEMAIRE, demeurant à Faa'a, quartier Mamaia ;

Cogérance : M. Richard CHEN SIN WONG KING, demeurant à Faa'a, quartier Mamaia.

SCP RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
415, boulevard Pomare

SCI PUTAHI 7

Société civile au capital de 200 000 F CFP
Siège social : Papeete

Avis de constitution

Aux termes d'un acte aux minutes de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE en date du 1er août 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile immobilière.

Dénomination : Société civile immobilière PUTAHI 7, par abréviation SCI PUTAHI 7.

Siège social : Papeete (98713), quartier de Sainte-Amélie.

Objet social :

- l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ;
- la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ;
- l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ;
- la vente ou l'attribution aux associés des biens meubles et immeubles devenus inutiles à la société ;
- toutes prises de garanties, cautionnement, avals et hypothèque à la sûreté d'engagements des associés et de sociétés dans lesquelles ils sont eux-mêmes associés.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Apports en numéraire : 200 000 F CFP.

Apports en nature : Néant.

Capital social : 200 000 F CFP divisé en 100 parts de 2 000 F CFP chacune, réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs en numéraire.

Gérance : La société a pour gérant statutaire : M. Tuanua DEGAGE, demeurant à Papeete (98713), 27 chemin vicinal de Taunua.

Cession de parts sociales : Aux termes de l'article 11 des statuts, il a été stipulé que les parts sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à des tiers étrangers à la société y compris les conjoint, ascendants ou descendants du cédant, qu'après agrément du cessionnaire proposé par la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 23, ou qu'avec le consentement de tous les associés.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Me Bernard RESTOUT,
notaire associé.

GARAGE AUTO MOTO
Société à responsabilité limitée
au capital de 5 000 000 F CFP
Siège social : Zone industrielle de Fare Ute, BP 954,
98713 Papeete
RCS de Papeete n° 76 57 B, TAHITI n° 049981

Avis de modification

Il résulte des décisions de l'assemblée générale ordinaire du 27 juin 2018, la nomination de M. Vincent LAW en qualité de commissaire aux comptes titulaire en remplacement de la SARL CHAINE-FOUGEROUSE-MOREL-TOURON et la nomination de la SARL KPMG en qualité de commissaire aux comptes suppléant en remplacement de M. Pierre-Yves MOREL.

D'où les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Anciennes mentions
Commissaires aux comptes

Titulaire : SARL CHAINE-FOUGEROUSE-MOREL-TOURON ;
Suppléant : M. Pierre-Yves MOREL.

Nouvelles mentions
Commissaire aux comptes
Titulaire : M. Vincent LAW ;
Suppléant : SARL KPMG.

Le dépôt sera effectué au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
La gérance.

NIPPON AUTO MOTO
Société à responsabilité limitée
au capital de 300 000 000 F CFP
Siège social : Avenue Georges-Clemenceau,
quartier Mamao, 98714 Papeete
RCS de Papeete n° 75 22 - B, TAHITI n° 045260

Avis de modification

Il résulte des décisions de l'assemblée générale ordinaire du 27 juin 2018, la nomination de M. Vincent LAW en qualité de commissaire aux comptes titulaire en remplacement de la SARL CHAINE-FOUGEROUSE-MOREL-TOURON et la nomination de la SARL KPMG en qualité de commissaire aux comptes suppléant en remplacement de M. Pierre-Yves MOREL.

D'où les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Anciennes mentions

Commissaires aux comptes

Titulaire : SARL CHAINE-FOUGEROUSE-MOREL-TOURON ;
Suppléant : M. Pierre-Yves MOREL.

Nouvelles mentions

Commissaire aux comptes

Titulaire : M. Vincent LAW ;
Suppléant : SARL KPMG.

Le dépôt sera effectué au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
La gérance.

SCP CHAN & LOLLICHON
Notaires associés
BP 13019 Moana Nui, 98717 Punaauia

Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par Me Julien CHAN, notaire associé à Punaauia, le 1er août 2018, a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile.

Dénomination : Société civile immobilière HERE HITI, par abréviation "SCI HERE HITI".

Siège social : Punaauia, lot n° 25, lotissement Vaiopu 2.

Objet social : - L'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature. - La mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects. - La construction de tous bâtiments à usage mixte professionnel et d'habitation ou commercial, d'habitation et autres. - L'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social. - Tous emprunts, toutes garanties, cautionnements et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés dans la mesure où ils sont nécessaires à la réalisation de l'objet social. - La prise de participation dans toutes sociétés (sous quelque forme que ce soit) à l'exception des Sociétés en Nom Collectif et des Sociétés en Commandite. - La gestion de ces participations. - La vente ou l'attribution aux associés de biens meubles ou immeubles devenus inutiles à la société. - Et, généralement, toutes opérations civiles de nature financière, mobilière ou immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes et ne modifiant pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Apports en numéraire : 200 000 F CFP.

Capital : 200 000 F CFP, divisé en 200 parts de 1 000 F CFP chacune.

Gérance :

- M. Aldo Heifara Sergio ZORZI, gérant de société, demeurant à Punaauia, lotissement Sage ;
- et Mme Léonie Manu ZORZI, sans profession, demeurant à Mahina, lotissement Toparaa Mahana, lot n° 23.

Associés :

- M. Aldo Heifara Sergio ZORZI, gérant de société, né à Nouméa le 2 janvier 1973, demeurant à Punaauia, lotissement Sage, de nationalité française ;
- Mme Blondine Tetuaura ZORZI, directrice commerciale, née à Papeete le 18 septembre 1973, demeurant à Punaauia, lotissement Sage, de nationalité française ;
- et Mme Léonie Manu ZORZI, sans profession, née à Papeete le 14 septembre 1950, demeurant à Mahina, Lotissement Toparaa Mahana, lot n° 23, de nationalité française.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Cession de parts : Les parts sont librement cessibles entre associés. Toutes les autres cessions sont soumises à l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Pour avis et mention,
Me Julien CHAN,
notaire associé.

SCP RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE

415, boulevard Pomare

BP 33, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française

MANAHERE 28

Société civile au capital de 200 000 F CFP

Siège social : Punaauia (98717) Tahiti,

Polynésie française, lotissement Punavai Nui n° 87

Additif à l'annonce légale parue dans le *Journal officiel* n° 45 du 5 juin 2018, concernant la société civile dénommée MANAHERE 28, au capital de 200 000 F CFP, ayant son siège social à Punaauia (98717) Tahiti, Polynésie française, lotissement Punavai Nui n° 87. Il résulte des statuts que le gérant est M. Bruno François Vetea HUET, Punaauia (98717) Tahiti, Polynésie française, lotissement Punavai Nui n° 87.

Pour avis,
Me Nancy CHIN FOO,
notaire salarié.

PASSION 3 D*Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seing privé établi le 30 juillet 2018 et d'une décision collective adoptée le même jour, il a été constitué une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée aux caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : "PASSION 3 D".

Capital : 100 000 F CFP, divisé en 100 parts sociales de 1 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées.

Siège social : Pirae, rue Tihoni-Tefaatau.

Apports en numéraire : 100 000 F CFP.

Objet :

- la conception et la fabrication de tous objets ;
- la réalisation d'études et travaux se rapportant au domaine des modèles tridimensionnels ;
- la fabrication de matières premières ;

- la participation de la société à toutes entreprises créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet sera susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et ce, par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, sociétés en participation ou groupement d'intérêt économique ;
- la prise à bail et l'acquisition de tous biens, meubles ou immeubles ;
- les emprunts auprès des banques publiques, privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social ;
- et généralement toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

Durée : 99 années à compter de l'inscription de la société au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Gérance : Mme Yveline JEZEQUEL, demeurant à Mahina, lotissement Les Alizées n° 10, nommée pour une durée indéterminée.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,
La gérance.

ISS

SAS au capital de 414 960 000 F CFP

Siège social : Pirae, immeuble Heitiare, Nohoata

RCS de Papeete n° 2057-B

Par décision de l'associé unique en date du 12 juillet 2018, M. Paul DUGUE, résidant à Punaauia est nommé président de la société à compter du 1er août 2018 en remplacement de M. Benjamin TEIHOTU.

Pour avis,
Le président.

TAHITI WEB ET MANAGEMENT

société à responsabilité limitée

au capital de 100 000 F CFP

Siège social : Quartier Agnieray, n° 27, Taunoa, Papeete

RCS n° 08190 B

Le 15 juin 2018, l'assemblée générale extraordinaire a décidé d'étendre l'objet social comme suit :

- formation continue pour adultes.

Les formalités sont effectuées au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

SARL REVA IMMO

La SARL REVA IMMO au capital de 2 860 000 F CFP, ayant son siège social 63-65 rue Gauguin, Papeete, BP 50014, 98716 Pirae, RCS TPI 94173 B, n° TAHITI 311670, représentée par M. Hugues COCHARD, gérant.

En tant qu'associé unique de la SARL ORIMEA, de la totalité des 1 000 parts sociales composant le capital social, a pris le 1er août 2018 en assemblée générale tenue à la même date, les décisions suivantes relatives à la dissolution sans liquidation de la société et la transmission universelle de son patrimoine à son associé unique :

- l'associée unique décide de dissoudre la SARL ORIMEA en application de l'article 1844-5 du code civil ;
- prend acte de cette dissolution, sans liquidation, aura pour effet la transmission universelle du patrimoine de la SARL SARL ORIMEA au profit de la SARL REVA IMMO, soit à l'issue du délai d'opposition des créanciers prévu par l'article 1844-5 du code civil, de 30 jours à compter de la publication légale, soit en cas d'opposition lorsque celle-ci aura été rejetée en première instance, ou lorsque les garanties demandées par voie de justice auront été constituées ;
- constatera par acte ultérieur l'absence d'opposition, les rejets des oppositions ou la constitution de garanties et la transmission du patrimoine.

De tout ceci, il a été établi le présent procès-verbal signé par l'associée unique et consigné dans le registre spécial prévu à cet effet par l'article L. 223-31 du code de commerce et par l'article 42-2 du décret du 23 mars 1967.

Le gérant,
Hugues COCHARD.

**Extrait de la requête de M. Jones TEMEHARO-PAHUIRI
portant acte de candidature aux fonctions
de commissaire-priseur**

M. Jones TEMEHARO
Fonctionnaire titulaire B
Mail : jones.temeharo@gmail.com

Papeete, le 13 juin 2018.

A l'attention de M. Thomas PISON,
procureur général
près la cour d'appel de Papeete
BP 101, 98713 Papeete

Objet : Candidature à la vacance du poste de "commissaire-priseur".

P-J : Dossier de candidature (CV/diplôme/arrêté).

M. le procureur général, [...]

Je vous remercie de la bienveillante attention que vous voudrez bien attacher à ma candidature et vous prie de croire, M. le procureur général, à l'assurance de ma considération distinguée.

Jones TEMEHARO.

Office notarial Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA, notaires associés

**83, rue du Commandant-Destremau
BP 35, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française
Tél. : (689) 40 54 44 44, télécopie : (689) 40 42 34 90
clemencet@notaires.pf
alexandrine.clemencet@notaires.pf
jean-philippe.pinna@notaires.pf
site de l'étude : <http://tahiti-notaires.com>**

Aux termes d'un acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire associé de la Société civile professionnelle dénommée "Office notarial Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA", titulaire d'un office notarial à la résidence de Papeete (île de Tahiti), 85, rue du Commandant-Destremau, le 31 juillet 2018, une déclaration d'insaisissabilité a été effectuée par :

M. Dominique André Joël ROUSSE, gérant de bureau d'étude structure ingénierie du bâtiment, époux de Mme Maeva Thérèse Françoise LEPRIEUR, demeurant à Punaauia (98717), servitude Fuller, PK 8,200, côté montagne, BP 381111,

Né à Marange-Silvange (57535), le 7 août 1962.

Et porte sur :

Commune de Punaauia

- 1 - Une parcelle de terre dépendant de la terre Putiare 2, figurant au cadastre sous les références suivantes :
 - section I, numéro 207, pour une contenance de dix ares (0 ha 10 a 0 ca) ;
- 2- Et les constructions y édifiées consistant en une maison d'habitation à usage de résidence principale.

Cette déclaration n'a d'effet qu'à l'égard des créanciers professionnels du déclarant dont la créance est née après la publication de l'acte au bureau des hypothèques de Papeete.

Pour insertion,
Le notaire.

**SOCIETE DE FINANCEMENT NSI
Société civile**

**au capital de 100 000 F CFP
Siège social : Taravao, PK 56, côté mer
RCS de Papeete TPI n° 15 90 C, n° TAHITI B61437**

Aux termes d'une délibération en date du 15 juin 2018, l'assemblée générale extraordinaire a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur M. Narii FAUGERAT, demeurant à Pirae, Tahiti (Polynésie française), pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux

opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé à Punaauia, PK 56, côté mer. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

Pour avis,
Le liquidateur.

SCI ARIIURA
Société civile immobilière
au capital de 60 000 F CFP
Siège social : Lotissement Chechillot, lot C, Pirae
BP 42809, 98713 Papeete

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 26 juillet 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile immobilière.

Dénomination sociale : SCI ARIIURA.

Capital : 60 000 F CFP divisé en 60 parts sociales d'un montant de 1 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées.

Siège social : Lotissement Chechillot, lot C, Pirae.

Objet : L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers à Tahiti.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Gérante : Mme Taryn FLORENTIN demeurant Lotissement Chechillot, lot C, Pirae est désignée statutairement en qualité de gérant associé.

Immatriculation au registre du commerce : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de commerce de Papeete

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,
Le gérant.

URGENCE TELERADIOLOGIE
Société d'exercice libéral
à responsabilité limitée en liquidation
au capital de 1 500 000 F CFP
Siège social : Haapiti, Moorea
RCS de Papeete n° 10 263 B

L'assemblée générale extraordinaire des associés, en date du 23 juillet 2018, a décidé la clôture de la liquidation de la

société à compter du 30 juillet 2018 à l'amiable sous le régime conventionnel, conformément aux dispositions statutaires.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la clôture de la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Les gérants,
Dr BENISTY et Dr Véronique JULLIEN.

CONSEIL & EXPERTISE POLYNESIE
Société unipersonnelle à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Immeuble Lagon Bleu, Papeete, Tahiti

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 1er août 2018, il a été constitué sous la dénomination sociale CONSEIL & EXPERTISE POLYNESIE, une société à responsabilité limitée unipersonnelle présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Dénomination sociale : CONSEIL & EXPERTISE POLYNESIE.

Capital : 1 000 000 F CFP divisé en 100 parts sociales de 10 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées.

Siège : Immeuble Lagon Bleu, Papeete, Tahiti.

Objet : Société d'expertise comptable.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Gérant : M. Nicolas TANSEAU, demeurant à Papeete, Tahiti, est désigné statutairement en qualité de gérant pour une durée indéfinie.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis et mention,
Le gérant.

OFFICE NOTARIAL RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, boulevard Pomare

HOTEL TAHITI
Société en nom collectif
au capital de 2 983 300 000 F CFP,
réduit puis porté à 300 000 000 F CFP
Siège social : Faa'a, Auae
RCS de Papeete TPI n° 99 12 B

ADDITIF à l'annonce légale parue dans le *Journal officiel* n° 55 du 10 juillet 2018 concernant la société civile dénommée HOTEL TAHITI, société en nom collectif au capital de 300 000 000 F CFP, dont le siège est à Faa'a, Auae, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le TPI n° 99 12 B.

Il résulte que les associés indéfiniment responsables sont :

Ancienne mention

Associées indéfiniment responsables : - La SOCIETE DE PARTICIPATIONS HOTELIERES POLYNESIENNE, société civile au capital de 200 000 F CFP, dont le siège est à Faa'a, Auae, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 6081 C.

Nouvelle mention

Associées indéfiniment responsables : - La SOCIETE DE PARTICIPATIONS HOTELIERES POLYNESIENNE, société civile au capital de 200 000 F CFP, dont le siège est à Faa'a, Auae, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 6081C ;

- La SOCIETE D'ETUDES ET DE GESTION COMMERCIALE, société par actions simplifiée au capital de 300 000 000 F CFP, dont le siège est à Punaauia, PK 8, centre commercial Moana Nui, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le TPI n° 86 4 B ;
- M. Louis WANE, demeurant à Pirae, Vetea II.

Pour avis,
Me Bernard RESTOUT,
notaire associé.

SARL ATELIER K...

SARL au capital de 2 900 000 F CFP
Siège social : Papeete, rue du Commandant-Chessé,
avenue du Chef-Vairaatoa, BP 5565, 98716 Pirae
RCS n° 16 116 B, n° TAHITI B90469

Démission d'un cogérant

Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 12 juillet 2016, les associées acceptent la démission de M. Heimata FAEHAU-PUTA, demeurant à Punaauia, résidence Green Vallée Nui, lot n° 30, en qualité de cogérant à compter de ce jour, ce qui n'entraîne aucune modification des statuts.

Pour avis,
La gérance.

L'ILÔT (EURL)

Société à responsabilité limitée
au capital de 100 000 F CFP
Siège social : Punaauia, zone industrielle de la Punaruu
RCS de Papeete TPI n° 05 307 B

Avis de dissolution anticipée

Aux termes d'une décision en date du 27 juillet 2018, M. Christian JACQUOT, associé unique de la société dénommée L'ILÔT (EURL), a décidé la dissolution anticipée de ladite société.

Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil et de l'article 8, alinéa 2 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers de la société L'ILÔT peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent avis.

Ces oppositions doivent être présentées devant le tribunal de commerce de Papeete.

Cette dissolution met fin aux fonctions de M. Christian JACQUOT, gérant.

ANNONCES DIVERSES**ASSOCIATION TOO A TEINAURI & POEAURU URAHUTIA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 juin 2018)

Président	: TEINAURI Pierrot
Vice-présidente	: TEINAURI Laphie
Secrétaire	: TEINAURI Paloma
Secrétaire adjointe	: TEINAURI Autere
Trésorière	: UTIA Teupootiaueva
Trésorière adjointe	: TERIITEHAU Charlotte

**ASSOCIATION FAMILIALE DES AYANTS DROITS
ET HERITIERS DE MONSIEUR DELIGNY ETIENNE
ET MADAME MAPUNA AMELIE TAUATOHOPU
EPOUSE DELIGNY**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 avril 2018)

Président	: HAOATAI Roger
Vice-président	: POURA Lysis
Secrétaire	: CHANTEAU Mathilde
Secrétaire adjoint	: DELIGNY Georges
Trésorière	: TETUANUI Elisabeth
Trésorier adjoint	: DELIGNY Henry
Commissaire aux comptes	: TIXIER Tevaeaari
Assesseurs	: LENOIR Tiare LEVEQUE Tehoka DELIGNY-MAUORE André

ASSOCIATION SYNDICALE DE LA RESIDENCE PAOFAI E

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 juillet 2018)

Présidente	: GEST Cécile
------------	---------------

TEAM TUAURU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 juin 2018)

Président	: WONG Rudy
Vice-président	: OPUTU Moana
Secrétaire	: WONG Nathalie
Secrétaire adjointe	: MANA Maheana
Trésorière	: MANA Suzanne
Trésorière adjointe	: TAIMANA Ophélie

UN DON DE VIE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(19 avril 2018)

Président	: KAIMUKO Kriss
Vice-président	: HURI Philippe
Secrétaire	: PATER Mireta
Secrétaire adjointe	: BERNUT Anita
Trésorier	: SHAN PHANG Jean
Trésorier adjoint	: VONGUE Jean-Marc

**ASSOCIATION CULTURELLE, EDUCATIVE, AGRICOLE,
PECHE, TOURISTIQUE ET ARTISANALE VAIEHU
anciennement dénommée
ASSOCIATION CULTURELLE ET EDUCATIVE VAIEHU**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(28 juin 2018)

Président	: TATA Noël
Secrétaire	: TATA Madeleine
Trésorier	: TATA Joseph
Trésorière adjointe	: TATA Julienne

LE ZAMIS DE FRANCKY**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(19 juillet 2018)

Président	: OGER Richard
Secrétaire	: HADDAB Alexandre
Trésorier	: SOURISSEAU Vincent

LES HERITIERS DE PAOA A ITAE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(23 juin 2018)

Président	: TANE Alexis
Vice-présidents	: TAPETA Tauirai MARA Michel DANCLA Toimata
Secrétaire	: ARUTAHU Vatea
Secrétaire adjointe	: MARA Meryll
Trésorier	: POTATEUATAHI Francis
Trésorier adjoint	: TUTAVAE Iotua

TE RIMAI FAUFAA AMUI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(4 juillet 2018)

Président	: HAEREHOE Poma
Vice-président	: AIRIMA Tetau
Secrétaire	: TAATAE Vairea
Secrétaire adjointe	: VIGOT Avearii
Trésorière	: MARURAI Marguerite

LE LION DE MER*Modification de statuts*

Cette association a pour objet la formation continue pour adulte dans le cadre de la formation professionnelle des plongeurs.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(25 juillet 2018)

Présidente	: TETOKA Victoire
Secrétaire	: TEAHUI Malika
Secrétaire adjointe	: HURON Nathalie
Trésorier	: HURON Daniel

ARTISANAT TE VAI O HIRO*Modification de statuts*

Son siège social est situé aux Tuamotu-Gambier, sur l'île de Fakahina, Tarione.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(9 avril 2018)

Présidente	: PAPA Joséphine
Secrétaire	: PAPA Jean
Trésorier	: PAPA Jean

COOPERATIVE DU COLLEGE DE MAKEMO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(27 juin 2018)

Président	: MANUIREVA Martin
Secrétaire	: MANUTAHU Minnie
Trésorier	: BELKAROUBI Jacques

GROUPEMENT DE SOLIDARITE DES FEMMES DE TAHITI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(20 juin 2018)

Présidente d'honneur	: SABRE Angeline
Présidente	: RAOULX Raymonde
Vice-présidentes	: CLAIRFOND Joan TEPA Temanuata
Secrétaire	: DEXTER Mellise
Secrétaire adjointe	: GERST Hinano
Trésorières	: EBB-RAIOAOA Marie LUCAS Régina
Assesseeurs	: BRINGOLD Savelina BARFF Micheline

UPA RAU PRESQU'ÎLE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(20 juin 2018)

Président	: ROYER Romain
Vice-présidente	: FRANTZ Chloé
Secrétaire-trésorier	: ALFONSI William
Trésorière adjointe	: TEORE Rosalie

VILLE PROPRE DE TARAVAO
(Récépissé n° W9P1004328 du 17 juillet 2018)

Extraits de statuts

Il est constitué une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée VILLE PROPRE DE TARAVAO fondée le 29 juin 2018.

Elle a pour objet :

- le nettoyage ;
- l'embellissement dans le centre de la commune de Taravao ;
- la récolte de fond ;
- la réparation matériel, tenue de sécurité, essence, nylon.

Son siège social est fixé à Taravao, route du Plateau, face du CFPA.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: RUA Dayana
Secrétaire	: TUAIVA Tauhei
Trésorière	: TETOE Christiane

TERRE ET OCEAN DE RANGIROA
(Récépissé n° W9P1004275 du 20 juin 2018)

Extraits de statuts

Il est fondé le 20 juin 2018 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre TERRE ET OCEAN DE RANGIROA.

Elle a pour objet :

- la production, la transformation la conservation des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des membres ;
- l'acquisition, la construction, l'installation et l'appropriation des bâtiments, ateliers, magasins, ou matériels de transport, l'achat et l'utilisation des machines agricoles d'intérêt collectif ;
- l'achat en commun du matériel, des animaux, des plantes, des semences, des engrais et de tous produits nécessaires aux exploitations des adhérents.

Son siège social est situé à Avatoru, Rangiroa

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TEIHOARII Simone
Trésorier	: AROITA Jonathan

ECOLE DE JUDO SHISEIKAN
(Récépissé n° W9P1004359 du 30 juillet 2018)

Extraits de statuts

Il est fondé le 24 juillet 2018 une association ayant pour titre ECOLE DE JUDO SHISEIKAN.

Elle a pour but la pratique et la promotion du judo et du taïso (renforcement musculaire).

Les moyens d'actions de l'association sont :

- la tenue de réunions en lien avec le judo ;
- les séances d'entraînements ;
- l'utilisation des réseaux de communication pour la promotion des vertus éducatives du judo et de manière générale la diffusion de la formation morale et physique de la jeunesse ;
- l'organisation de sorties à vocation éducative.

Elle s'interdit toute discussion ou manifestation présentant un caractère politique, confessionnel ou discriminatoire.

Son siège social est fixé à Pamatai Hill's, lot n° 188, 98704 Faa'a, Tahiti, Polynésie française. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: HABIB Raphaël
Secrétaire-trésorière	: TCHA Min Thi

UNION REGIONALE UFAP-UNSa JUSTICE PACIFIQUE

Extraits de statuts

Il a été fondé le 30 juillet 2018, l'UNION REGIONALE UFAP-UNSa JUSTICE PACIFIQUE.

Il a pour objet de procéder à l'étude et à la défense des droits et intérêts moraux et matériels des personnels pénitentiaires affectés dans les établissements ou services du ressort de la mission des services pénitentiaires d'outre-mer.

Il a pour but de resserrer les liens de solidarité et de confraternité de tous les fonctionnaires et salariés de l'administration pénitentiaire.

Son siège social est fixé au Centre de détention de Tatutu, Papeari.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Secrétaire général : URIMA Pascal
 Secrétaire général adjoint : TEAGAI Eddy
 Trésorière générale : JOHNSTON Karine
 Trésorier général adjoint : TARUOURA Ken

PARURU TE NOHORAA RESIDENCE TITIORO UTA II DE TAHITI

(Récépissé n° W9P1004355 du 30 juillet 2018)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 4 juillet 2018 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée PARURU TE NOHORAA RESIDENCE TITIORO UTA II DE TAHITI.

Elle a pour but :

- interdiction de boire des boissons alcoolisées et de fumer de la drogue au sein de la résidence, de respecter les heures de tout ce qui est appareils de musique. Interdiction aux personnes étrangères venant de l'extérieur. L'environnement n'est pas un pisseoir. Nettoyage des pavés et des déchets verts encombrants. Débarrassage des chiens errants, Pirae Uta devra ramener leurs poubelles dans leur secteur. Le bingo de Pirae Uta emmènera leurs voitures dans leur quartier. Vente de la nourriture au bord de la route ;

- de créer des liens entre les habitants du quartier par des animations variées tout au long de l'année, tout en préservant la mixité du quartier et les échanges entre les générations et les différentes cultures ;
- d'améliorer le cadre de vie en accompagnant des projets portés par les habitants du quartier, en mettant en place un partenariat avec les institutions de proximité ;
- d'inciter à la pratique d'un sport (football, volley-ball, futsal, beach soccer, va'a, sport culturel...) à son utilisation comme outil de prévention contre toutes formes de discrimination, tout en respectant les règles d'hygiène, de sécurité et de déontologie sportive ;
- d'associer l'accompagnement scolaire, l'ouverture culturelle et la pratique d'un sport pour prévenir l'échec scolaire et l'exclusion ;
- d'amener à la responsabilité, au civisme, à l'autonomie et à la solidarité à travers toutes activités dans le cadre d'un fonctionnement démocratique et laïc ;
- et toutes actions entrant dans l'objet de l'association.

Son siège social est fixé à Titioro, Tahiti, n° 32.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur : TAHIARII Fereti
 Président : VAEREA Aberahama
 Vice-présidents : TETARIA Faatau
 OPUU Tupaea
 TEURAFATIAU Ioana
 Secrétaire : VAEREA Teheiana
 Secrétaire adjointe : TAHUAITANE Tearo
 Trésorier : ATIU Roger
 Trésorier adjoint : HITI Etienne

ANNONCES MARCHES PUBLICS**TRAITEMENT DES DECHETS VERTS**

Annonce n° 1221

I. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Commune.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Commune de Papeete, Hôtel de Ville, BP106 98713 Papeete, tél. : 40 41 57 56, courriel : commandepublique@villedepapeete.pf.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : Le maire.

II. Objet et caractéristiques principales

1° Objet : Traitement des déchets verts.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Services.

3° Type de marché : traitement déchets verts.

4° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : commune de papeete.

5° Durée du marché : La durée du marché est de 12 mois à compter de la date de notification du marché ou de l'accord-cadre.

6° Variantes autorisées : Non.

*III. Forme du marché : Marché simple.**IV. Prestations divisées en lots : Non.**V. Type de procédure : Appel d'offres ouvert.**VI. Conditions de participation - pièces à fournir par les candidats*

1° Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs : Définie dans le règlement de la consultation.

2° Documents et renseignements relatifs aux capacités financières : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

3° Documents et renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

VII. Nombre de candidats admis à présenter une offre : Sans Objet.

VIII. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en œuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

IX. Délais de remise des candidatures et/ou des offres

1° Date limite de remise des candidatures ou des offres : 10 septembre 2018 à 12 heures.

2° Délai de validité des offres à compter de leur réception : 120 jours.

X. Renseignements relatifs aux études et primes : Sans objet.

XI. Renseignements complémentaires

1° Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : Hôtel de Ville, BP 106, 98713 Papeete, tél. : 40 41 57 56, courriel : moerani.gauthier@villedepapeete.pf.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Commune de Papeete, Hôtel de Ville, BP106 98713 Papeete, tél. : 40 41 57 56, courriel : commandepublique@villedepapeete.pf.

3° Adresse auprès de laquelle les offres/candidatures doivent être envoyées : Bureau de la commande publique hôtel de ville Papeete.

XII. Conditions de remise des offres et/ou des candidatures

1° Contenu de l'enveloppe à remettre : Défini dans le règlement de la consultation.

2° Modalités de remise des plis : Sans objet.

XIII. Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvanaa-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr/>.

XIV. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 1er août 2018.

**NETTOYAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX
ET APPAREILS DES SANITAIRES PUBLICS
DE LA COMMUNE DE PAPEETE**

Annonce n° 4445

I. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Commune.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Commune de Papeete, Hôtel de Ville, BP106 98713 Papeete, tél. : 40 41 57 56, courriel : commandepublique@villedepapeete.pf.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : Le maire.

II. Objet et caractéristiques principales

1° Objet : Nettoyage et entretien des locaux et appareils des sanitaires publics de la commune de Papeete.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Services.

3° Type de marché : Nettoyage et entretien.

4° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : commune de Papeete.

5° Durée du marché : La durée du marché est de 12 mois à compter de la date de notification du marché ou de l'accord-cadre.

6° Variantes autorisées : Non.

III. *Forme du marché* : Marché simple.

IV. *Prestations divisées en lots* : Non.

V. *Type de procédure* : Appel d'offres ouvert.

VI. *Conditions de participation - pièces à fournir par les candidats*

1° Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs : Définie dans le règlement de la consultation.

2° Documents et renseignements relatifs aux capacités financières : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

3° Documents et renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

VII. *Nombre de candidats admis à présenter une offre* : Sans Objet.

VIII. *Critères d'attribution* : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en œuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

IX. *Délais de remise des candidatures et/ou des offres*

1° Date limite de remise des candidatures ou des offres : 10 septembre 2018 à 12 heures.

2° Délai de validité des offres à compter de leur réception : 120 jours.

X. *Renseignements relatifs aux études et primes* : Sans objet.

XI. *Renseignements complémentaires*

1° Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : Hôtel de Ville, BP 106 98713 Papeete, tél. : 40 41 58 41, courriel : moerani.gauthier@villedepapeete.pf.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Commune de Papeete, Hôtel de Ville, BP 106 98713 Papeete, tél. : 40 41 57 56, courriel : commandepublique@villedepapeete.pf.

3° Adresse auprès de laquelle les offres/candidatures doivent être envoyées : Direction de l'administration et des finances, commande publique Hôtel de ville de Papeete.

XII. *Conditions de remise des offres et/ou des candidatures*

1° Contenu de l'enveloppe à remettre : Défini dans le règlement de la consultation.

2° Modalités de remise des plis : Sans objet.

XIII. *Instance chargée des procédures de recours* : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvanaa-a-Oopa, BP 4522, 98713, Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunal-administratif.fr/>.

XIV. *Date d'envoi du présent avis à la publication* : Le 1er août 2018.

AAPC N° AO18/10

Maître d'ouvrage : Commune de Punaauia.

Mode de passation : Procédure d'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions des articles 322-1 à 322-9 du code polynésien des marchés publics.

Objet :

Lot n° 1 : fourniture et livraison d'un véhicule de secours à victimes.

Lot n° 2 : fourniture et livraison d'un véhicule de secours tout-terrain.

Catégorie de marché : Marché de fournitures

Pièces à fournir par les candidats :

- déclaration à souscrire ;
- attestations relatives aux obligations fiscales et sociales.

Critères d'attribution :

1° Valeur technique (respect des caractéristiques techniques du véhicule et fiches techniques du véhicule), 40 points ;

2° Prix, 35 points ;

3° Délai de livraison, 10 points ;

4° Délai et conditions de garantie, 10 points ;

5° Rigueur du dossier, 5 points (remplissage du dossier de manière complète, 2 points, calcul du montant total du véhicule, 1 point, présentation de l'entreprise et présentation générale du dossier, 2 points).

Date limite et lieu de remise des offres : Le 7 septembre 2018 avant 11 heures auprès de l'équipe de la commande publique de la commune de Punaauia.

Délai de validité des offres : 120 jours.

Consultation et retrait du dossier : Gratuitement sur commande auprès de l'équipe de la commande publique.

Condition de remise des offres : Les offres seront remises de manière anonyme sous doubles enveloppes fermées soit sur place contre récépissé, soit envoyées par la poste, par pli recommandé, avec accusé de réception avant la date limite.

Renseignements : Commune de Punaauia, équipe de la commande publique, tél. : (+689) 40 86 56 64 ou (+689) 40 86 56 98.

Date d'envoi à la publication : Le 3 août 2018.

Le maire,
R. TUMAHAI.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

1 - *Informations relatives à l'acheteur public* : Etablissement public territorial à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé au rond-point de la base marine, Fare Ute, BP 605, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française, identifié à l'ISPF sous le n° TAHITI 002790 et immatriculé sous le n° TPI 0836 C au RCS de Papeete, représenté par Mme Déborah PARA, agissant en qualité de directrice des moyens généraux, dûment habilitée par décision n° 150-2013 DG du 19 novembre 2013 à l'effet des présentes, dénommé ci-après "l'OPT".

2 - *Objet* : Prestations de fret, dédouanement, services et débours des commandes, par voies aériennes et maritimes, au profit de l'OPT.

3 - *Procédure et forme du marché* : Marché à procédure adaptée (MAPA) passé conformément aux articles LP. 321-1 du code polynésien des marchés publics.

4 - *Conditions de participation - pièces à fournir par les candidats* : L'ensemble des pièces à fournir pour constituer le dossier est détaillé à l'article 4 du règlement de la consultation.

5 - *Critères d'attribution*

- prix : 65 points ;
- moyens humains et logistiques : 35 points.

6 - *Délais de remise et de validité des offres* : Les date et heure limites de réception des offres sont fixées au jeudi 30 août 2018 avant 11 heure de Tahiti.

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

7 - *Retrait du dossier et renseignements* : Les documents de la consultation au format papier sont à retirer par les candidats auprès de Mmes Christine SACAUT et Moeava TAPI, Office des postes et télécommunications de Polynésie française, direction des moyens généraux, achats centralisés, bâtiment principal, 1er étage, 98704 Faa'a, Hotuarea, Tahiti, Polynésie française, tél. : 40 41 46 28 ou 40 41 45 55.

Pour tous renseignements complémentaires d'ordre administratif ou technique, la demande devra être transmise par courriel aux adresses e-mails suivantes : christine.sacault@opt.pf et moeava.tapi@opt.pf.

8 - *Date d'envoi du présent avis à la publication* : Le 7 août 2018.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

I - Informations relatives à l'acheteur public :

L'Office des postes et télécommunications de Polynésie française, établissement public territorial à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé au rond-point de la base marine, Fare Ute, BP 605, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française, et immatriculé au RCS de Papeete sous le n° TPI 0836 C et identifié à l'ISPF sous le n° TAHITI 002790, représenté par M. Jean-François MARTIN, agissant en qualité de président-directeur général dûment habilité à l'effet des présentes, dénommé ci-après "l'OPT".

II - Objet et caractéristiques principales :

- 1 - *Objet* : Le présent appel d'offres a pour objet la surveillance des locaux de l'OPT.
- 2 - *Types de marchés* : Il s'agit d'un marché public de prestations de services de surveillance.
- 3 - *Lieu d'exécution des prestations* : Le présent marché prendra lieu et place dans les locaux de l'OPT plus précisément sur les sites détaillés dans le CCT.
- 4 - *Visites des sites OPT* : Les candidats devront obligatoirement effectuer une visite des sites OPT de Tahiti préalablement à l'établissement de leur offre. Les visites prévues au titre de la présente sont fixées au lundi 20 août 2018 ou au lundi 27 août 2018.

III - Prestations divisés en lots :

Le marché est constitué d'un lot unique.

Les candidats sont tenus de répondre pour l'ensemble des types de surveillance et pour l'ensemble des sites.

IV - Types de procédure :

Il s'agit d'une procédure d'appel d'offres ouvert soumis à l'article LP. 322-2 et suivants de la loi du pays n° 2017-14 du 13 juillet 2017 modifiée portant code polynésien des marchés publics et son arrêté n° 1455 CM du 24 août 2017 relatif à la partie "Arrêtés" du code polynésien des marchés publics.

V - Conditions de participation - Pièces à fournir par les candidats :

Les documents suivants devront être impérativement fournis par les candidats en vue de l'admission de leurs candidatures :

- des renseignements relatifs à l'identification et aux coordonnées du candidat ou des membres du groupement candidat ;
- une déclaration sur l'honneur que le candidat a satisfait à ses obligations juridiques ;
- des documents et renseignements relatifs aux obligations fiscales et sociales ;
- des documents et renseignements relatifs aux capacités financières ;
- des documents et renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles.

Ces documents sont détaillés à l'article 6 du règlement de la consultation.

VI - Critères d'attribution :

Les offres seront notées et classées en fonction des critères de sélection et de notation suivants :

- prix de la prestation : 50 points ;
- moyens humains : 25 points ;
- moyens techniques : 25 points.

Les critères de sélection et de notation sont détaillés à l'article 7 du règlement de la consultation.

VII - Délais de remise des candidatures et/ou des offres :

Les dates et heures limites de réception des offres sont fixées au vendredi 7 septembre 2018 avant 11 heures de Tahiti.

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

VIII - Adresses :

- 1 - *Retrait du dossier au format papier auprès de* : Mmes Christine SACAUT et Moeava TAPI, Office des postes et télécommunications, direction des moyens généraux, achats centralisés, bâtiment principal, 1er étage, 98704 Faa'a, Hotuarea, Tahiti, Polynésie française, tél. : 40 41 46 28 ou 40 41 45 55, du lundi au vendredi de 8 heures à 11 heures.

Les documents de la consultation à retirer par les candidats au format papier auprès de Christine SACAUT et Moeava TAPI sont les pièces suivantes :

- le règlement de la consultation ("RC") ;
- la liste des services OPT à facturer ;
- la liste des interlocuteurs OPT par site,
- l'acte d'engagement et ses annexes ("AE") ;
- le cahier des clauses administratives ("CCA") ;
- le cahier des clauses techniques ("CCT") ;
- l'attestation de visite.

Modification des documents de la consultation :

Si besoin, l'Acheteur public pourra apporter des modifications de détail aux documents de la consultation, sept (7) jours avant la date limite de réception des offres, soit au plus tard le 7 septembre 2018 à 11 heures.

Tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation et ayant renseigné une adresse de courriel valide à cette occasion en seront alors informés ; ils devront répondre sur la base du dossier modifié. Ces modifications ne porteront pas sur les éléments substantiels du marché.

2 - Renseignements complémentaires d'ordre administratifs et techniques

Pour tous renseignements complémentaires d'ordre administratifs ou techniques, la demande devra être transmise uniquement par courriel et au plus tard sept (7) jours avant la date limite de réception des offres aux adresses e-mails suivantes : christine.sacault@opt.pf et moeava.tapi@opt.pf.

L'OPT répondra aux opérateurs économiques l'ayant consulté en temps utile au plus tard sept (7) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Les questions posées devront être explicites et précises. Elles ne pourront faire référence qu'au contexte et au périmètre du présent marché.

IX - Conditions de remise des offres et/ou des candidatures :

1 - *Documents constitutifs de l'offre*

- l'AE en un exemplaire original;
- une offre commerciale et technique;
- le cas échéant, toute documentation, mémoire technique, graphique, diagramme, conditions générales ou tout document que le candidat juge utile pour la bonne compréhension de son offre.

Ces documents sont détaillés à l'article 10.1 du RC.

2 - *Remise des offres et candidatures sous enveloppe cachetée*

L'enveloppe devra impérativement contenir les pièces mentionnées aux articles 6 et 10.1 du RC et porter la mention suivante :

Avec la mention :

"Appel d'offres n° CS/OPT/DMG/AC/18/00040 : Surveillance des locaux de l'OPT

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

3 - *Remise du dossier sous forme papier*

Le dossier d'appel d'offres sera remis :

- soit directement sur place à l'adresse indiquée à l'article VIII.1 du présent avis de publication contre récépissé ;
- soit à un prestataire de transport de courrier express (CHRONOPOST, FEDEX, DHL, etc.) pour une expédition en recommandé avec accusé de réception, à l'adresse indiquée à l'article VIII.1 du présent avis de publication.

Les dossiers remis sur place ou au prestataire de courrier express après la date limite de réception ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

X - Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 7 août 2018.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE N° 14-2018

Annnonce n° 5618

I. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Etablissement public à caractère administratif (EPA) communal.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Commune de Faa'a, représentée par M. Oscar Manutahi TEMARU, Faa'a, BP 60002, 98702 Faa'a centre, tél. : 40 80 09 60, fax : 40 83 48 90, courriel : trooarii@mairiefaaa.pf.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : Le maire ou son représentant.

II. Objet et caractéristiques principales

1° Objet : La numérisation et l'indexation des actes d'état civil de la commune de Faa'a.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Services.

3° Type de marché : La numérisation et l'indexation des actes d'état civil de la commune de Faa'a.

4° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Mairie de Faa'a.

5° Durée du marché : La durée du marché est de 6 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service.

6° Variantes autorisées : Non.

III. Forme du marché : Marché simple.

IV. Prestations divisées en lots : Non.

V. Type de procédure : Procédure adaptée.

VI. Conditions de participation - pièces à fournir par les candidats

1° Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs : Définie dans le règlement de la consultation.

2° Documents et renseignements relatifs aux capacités financières : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

3° Documents et renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

VII. Nombre de candidats admis à présenter une offre : Sans Objet.

VIII. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en œuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

IX. Délais de remise des candidatures et/ou des offres

1° Date limite de remise des candidatures ou des offres : 23 août 2018 à 11 heures.

2° Délai de validité des offres à compter de leur réception : 90 jours.

X. Renseignements relatifs aux études et primes : Sans objet.

XI. Renseignements complémentaires

1° Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : Direction générale des services, cellule informatique de la mairie de Faa'a, tél. : 40 80 09 67 - Direction générale des services, cellule des marchés publics de la mairie de Faa'a, tél. : 40 80 09 63.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Commune de Faa'a, représentée par M. Oscar Manutahi TEMARU, Faa'a, BP 60002, 98702 Faa'a centre, tél. : 40 80 09 60, fax : 40 83 48 90, courriel : trooarii@mairiefaaa.pf.

3° Adresse auprès de laquelle les offres/candidatures doivent être envoyées : Les offres devront être remises contre récépissé ou adressées par pli postal en recommandé, à l'adresse suivante : Mairie de Faa'a, direction générale des services, cellule des marchés publics, tél. : 40 80 09 63.

XII. Conditions de remise des offres et/ou des candidatures

1° Contenu de l'enveloppe à remettre : Défini dans le règlement de la consultation.

2° Modalités de remise des plis : Les plis devront être remis impérativement contre récépissé, à la cellule des marchés publics de la direction générale des services de la mairie de Faa'a ou envoyé par pli postal en recommandé avant la date et l'heure limites de remise des offres mentionnées à l'article 11 sous pli cacheté à l'adresse suivante :

Commune de Faa'a - Cellule des marchés publics
MAPA n° 14-2018

Offre pour : numérisation et indexation des actes d'état-civil
"à n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

Ce pli doit contenir deux enveloppes.

La première enveloppe portant la mention :

- nom du candidat ;

- pièces de la candidature ;
comprend l'ensemble des pièces demandées à l'article 8.1 du présent règlement.

La seconde enveloppe portant la mention :

- nom du candidat ;
- pièces de l'offre
comprend l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 8.2 du présent règlement.

Les offres qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus : ils seront renvoyés à leurs auteurs.

XIII. Instance chargée des procédures de recours :
Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvanaa-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr/>.

XIV. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 31 juillet 2018.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE N° 14-2018

Annonce n° 8649

I. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Etablissement public à caractère administratif (EPA) communal.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Commune de Faa'a, représentée par M. Oscar Manutahi TEMARU, Faa'a, BP 60002, 98702 Faa'a centre, tél. : 40 80 09 60, fax : 40 83 48 90, courriel : trooarai@mairiefaaa.pf.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : Le maire ou son représentant.

II. Objet et caractéristiques principales

1° Objet : Travaux de rénovation des toitures en pandanus de la mairie de Faa'a.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Travaux.

3° Type de marché : Simple exécution de travaux.

4° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Mairie de Faa'a.

5° Durée du marché : La durée du marché est de 6 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service.

6° Variantes autorisées : Non.

III. Forme du marché : Marché simple.

IV. Prestations divisées en lots : Non.

V. Type de procédure : Procédure adaptée.

VI. Conditions de participation - pièces à fournir par les candidats

1° Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs : Définie dans le règlement de la consultation.

2° Documents et renseignements relatifs aux capacités financières : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

3° Documents et renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

VII. Nombre de candidats admis à présenter une offre : Sans Objet.

VIII. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en œuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

IX. Délais de remise des candidatures et/ou des offres

1° Date limite de remise des candidatures ou des offres : 21 août 2018 à 11 heures.

2° Délai de validité des offres à compter de leur réception : 90 jours.

X. Renseignements relatifs aux études et primes : Sans objet.

XI. Renseignements complémentaires

1° Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : Direction de l'environnement et des services techniques de la mairie de Faa'a, tél. : 40 82 62 84, direction générale des services, cellule des marchés publics de la mairie de Faa'a, tél. : 40 80 09 63.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Commune de Faa'a, représentée par M. Oscar Manutahi TEMARU, Faa'a, BP 60002, 98702 Faa'a centre, tél. : 40 80 09 60, fax : 40 83 48 90, courriel : trooarai@mairiefaaa.pf.

3° Adresse auprès de laquelle les offres/candidatures doivent être envoyées : Les offres devront être remises contre récépissé ou adressés par pli postal en recommandé, à l'adresse suivante : Mairie de Faa'a, direction générale des services, cellule des marchés publics, tél. : 40 80 09 63.

XII. Conditions de remise des offres et/ou des candidatures

1° Contenu de l'enveloppe à remettre : Défini dans le règlement de la consultation.

2° Modalités de remise des plis : Les plis devront être remis impérativement contre récépissé, à la cellule des marchés publics de la Direction générale des services de la Mairie de Faa'a ou envoyé par pli postal en recommandé avant la date et l'heure limites de remise des offres mentionnées à l'article 11 sous pli cacheté à l'adresse suivante :

Commune de Faa'a - Cellule des marchés publics

MAPA n° 15-2018

Offre pour : travaux de rénovation des toitures en pandanus
"à n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

Ce pli doit contenir deux enveloppes :

La première enveloppe portant la mention :

- nom du candidat ;
- pièces de la candidature ;
comprend l'ensemble des pièces demandées à l'article 8.1 du présent règlement ;
- La seconde enveloppe portant la mention :
nom du candidat
- pièces de l'offre
comprend l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 8.2 du présent règlement.

Le candidat devra mentionner les lots auxquels il répond

Les offres qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus : ils seront renvoyés à leurs auteurs.

XIII. Instance chargée des procédures de recours :
Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvanaa-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr/>.

XIV. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 31 juillet 2018.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE N° 8-2018

- 1 - *Maître d'ouvrage* : Commune de Moorea-Maiao.
- 2 - *Objet* : Reconstruction du groupe scolaire de Papetoai, mission de contrôle technique.
- 3 - *Mode de consultation* : Procédure formalisée par appel d'offres en application des articles LP. 322-1 et suivants du code polynésien des marchés publics.
- 4 - *Justificatifs à fournir* : Les justificatifs à produire touchant les qualités et les capacités exigées des soumissionnaires sont indiqués dans le règlement de consultation (RC).
- 5 - *Critères de jugement des offres* : Se référer au RC.
- 6 - *Date limite de remise des offres* : Le 31 août 2018 avant 12 heures à la mairie de Afareaitu.
- 7 - *Validité des offres* : 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.
- 8 - *Conditions de remise des offres et/ou candidatures* : Se référer au RC.
- 9 - *Date d'envoi à la publication* : Le 31 juillet 2018.
- 10 - *Retrait des dossiers et renseignements* : Mairie de Afareaitu, PK 9,200, 98728 Afareaitu, tél. : 40 55 04 55.

Le maire,
Evans HAUMANI.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE N° 9-2018

- 1 - *Maître d'ouvrage* : Commune de Moorea-Maiao.
- 2 - *Objet* : Reconstruction du groupe scolaire de Papetoai, mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
- 3 - *Mode de consultation* : Procédure formalisée par appel d'offres en application des articles LP. 322-1 et suivants du code polynésien des marchés publics.
- 4 - *Justificatifs à fournir* : Les justificatifs à produire touchant les qualités et les capacités exigées des soumissionnaires sont indiqués dans le règlement de consultation (RC).
- 5 - *Critères de jugement des offres* : Se référer au RC.
- 6 - *Date limite de remise des offres* : Le 31 août 2018 avant 12 heures à la mairie de Afareaitu.
- 7 - *Validité des offres* : 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.
- 8 - *Conditions de remise des offres et/ou candidatures* : Se référer au RC.
- 9 - *Date d'envoi à la publication* : Le 31 juillet 2018.
- 10 - *Retrait des dossiers et renseignements* : Mairie de Afareaitu, PK 9,200, 98728 Afareaitu, tél. : 40 55 04 55.

Le maire,
Evans HAUMANI.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE N° 10-2018

1. *Maître d'ouvrage* : Commune de Moorea-Maiao.
2. *Objet* : Reconstruction de l'école de Teavaro : Lot n° 10 : Plomberie.
3. *Mode de consultation* : Procédure formalisée par appel d'offres en application des articles LP. 322-1 et suivants du code polynésien des marchés publics.
4. *Justificatifs à fournir* : Les justificatifs à produire touchant les qualités et les capacités exigées des soumissionnaires sont indiqués dans le règlement de consultation (RC).

5. *Critères de jugement des offres* : Se référer au RC.
6. *Date limite de remise des offres* : 3 septembre 2018 avant 11 heures à la mairie de Afareaitu.
7. *Validité des offres* : 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.
8. *Conditions de remise des offres et/ou candidatures* : Se référer au RC.
9. *Date d'envoi à la publication* : 2 août 2018.
10. *Retrait des dossiers et renseignements* : Mairie de Afareaitu, PK 9,200, 98728, Afareaitu, tél. : 40 55 04 55.

Le maire,
Evans HAUMANI.

**AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE
N° 13-18 MET**

- I. *Informations relatives à l'acheteur public* :
 - 1.01. Catégorie : Polynésie française.
 - 1.02. Nom et coordonnées de l'acheteur : Direction de l'équipement, bâtiment A1, rue du Commandant-Destremau, BP 85, 98713 Papeete, Tahiti, tél. : 40 46 81 23, fax : 40 46 83 05, courriel : secretariat@equipement.gov.pf.
 - 1.03. Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, René TEMEHARO.
- II. *Objet et caractéristiques principales* :
 - 2.01. Objet : Travaux de confortement et de renforcement des berges de la rivière de Hanaiapa, île de Hiva Oa.
 - 2.02. Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Travaux d'enrochements.
 - 2.03. Type de marché : Marché de travaux.
 - 2.04. Lieu d'exécution des travaux : Vallée de Hanaiapa, île de Hiva Oa, archipel des Marquises.
 - 2.05. Marché réservé : Non.
- III. *Forme du marché* : Marché de travaux sans tranches ni lots.
- IV. *Prestations divisées en lots* : Sans objet.
- V. *Type de procédure* : Appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles LP. 322-1 du code polynésien des marchés publics (loi du pays n° 2017-14 du 13 juillet 2017 et de l'arrêté n° 1455 CM du 24 août 2017), sans variante.
- VI. *Conditions de participation - pièces à fournir par les candidats* :
 - 6.01. Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs :
 - certifications par l'administration fiscale (service des contributions et Trésor public) attestant au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années) ;
 - certificat établi par la Caisse de prévoyance sociale justifiant, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, que l'entrepreneur est à jour de ses cotisations ;
 - la déclaration sur l'honneur pour justifier qu'ils n'entrent dans aucun des cas mentionnés à l'article LP. 233-1 du CPMP ;

- les renseignements relatifs à l'identification et aux coordonnées du candidat ou du groupement candidat : n° TAHITI, extrait RC (*Kbis* de moins de 3 mois), statuts, PV de désignation du représentant légal et pièce d'identité, délégation de pouvoir, etc.
- pour les candidats admis au règlement judiciaire, selon l'article A. 233-6 du CPMP :
 - 6.01.01 : La copie du ou des jugements prononcés ;
 - 6.01.02 : Lorsqu'ils sont en période d'observation, une attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

6.02. Documents et renseignements relatifs aux capacités financières :

- une déclaration concernant le chiffre d'affaire global des trois derniers exercices disponibles ;
- une déclaration appropriée de banque pour les entreprises de création récente.

6.03. Documents et renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles :

- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement ;
- une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

VII. *Nombre de candidats admis à présenter une offre* : Sans objet.

VIII. *Critères d'attribution* : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article LP. 235-2 du code polynésien des marchés publics (CPMP). L'appréciation de l'offre économiquement la plus avantageuse sera analysée et sélectionnée au terme d'un classement prenant en compte les critères et sous-critères suivants, selon la pondération suivante :

- 1° Valeur technique (20 points) appréciée au travers du mémoire et de sa clarté, au regard des sous-critères suivants :
 - a) Moyens utilisés, demandés au a) du mémoire technique : 10 points ;
 - b) Provenance et références des fournitures, demandées au b) du mémoire technique : 5 points ;
 - c) Note hygiène et sécurité demandée au c) du mémoire technique : 2 points ;
 - d) Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux demandé au d) du mémoire technique : 3 points ;
- 2° Prix (80 points) apprécié au travers du détail estimatif (hors transport de passagers).

L'absence de mémoire technique correspond à la note de zéro (0) au 1.

IX. *Délai de remise des candidatures et/ou des offres* :

9.01. Date limite de remise des candidatures ou des offres : 10 septembre 2018.

9.02. Délai de validité des offres à compter de leur réception : 150 jours.

X. *Renseignements relatifs aux études et primes* : Sans objet.

XI. *Renseignements complémentaires* :

11.01. Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : Définie dans le règlement de la consultation.

11.02. Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté : Au bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage, ou auprès de la subdivision des marques de la direction de l'équipement, grand quai de Taiohae, BP 8, 98742 Nuku Hiva, tél. : 40 91 01 90, fax : 40 92 02 80 ou auprès du secteur de Hiva Oa de la direction de l'équipement, derrière l'école CSP, Atuona, Hiva Oa, tél. : 40 92 73 72, fax : 40 92 70 24.

11.03. Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être retiré (ou téléchargé) : Secteur de Hiva Oa de la direction de l'équipement, derrière l'école CSP, Atuona, Hiva Oa, tél. : 40 92 73 72, fax : 40 92 70 24.

11.04. Frais de reprographie : Aucun.

11.05. Adresse auprès de laquelle les offres/candidatures doivent être envoyées : Définie dans le règlement de la consultation.

XII. *Conditions de remise des offres et/ou des candidatures* :

12.01. Le contenu de l'enveloppe à remettre est défini : Dans le règlement de la consultation.

12.02. Modalités de remise des plis : Dans une seule enveloppe au bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage, avant le 10 septembre 2018 à 11 heures, délai de rigueur, ou par pli recommandé avec avis de réception postal au BP 85, 98713 Papeete, et parvenir à destination avant ces mêmes dates et heures limites. Toute offre parvenue après cette heure sera rejetée.

XIII. *Date d'envoi du présent avis à la publication* : Le 2 août 2018.

*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,
René TEMEHARO.*

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE N° 6-18 MAPA/MET

I - Informations relatives à l'acheteur public :

1.01. *Catégorie* : Polynésie française.

1.02. *Nom et coordonnées de l'acheteur* : Direction de l'équipement, arrondissement infrastructures, BP 85, 98713 Papeete, Tahiti, tél. : 40 48 54 02, fax : 40 48 54 19.

1.03. *Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché* : Le directeur de l'équipement, Jean-Paul LE CAILL.

II - Objet et caractéristiques principales :

2.01. *Objet* : Mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux d'aménagement du secteur de la rivière Piafau et de l'exutoire d'eaux pluviales Saint-Hilaire, commune de Faa'a, Tahiti.

2.02. *Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché* : Prestation de services.

2.03. *Type de marché* : Maîtrise d'œuvre (article LP. 326-4 du CPMP).

2.04. *Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande* : Commune de Faa'a.

2.05. *Marché réservé* : Non.

III - Forme du marché :

Il s'agit d'un marché à tranches suivant l'article LP. 221-3 (marché à tranches) du code polynésien des marchés publics (loi du pays n° 2017-14 du 13 juillet 2017 et de l'arrêté n° 1455 CM du 24 août 2017).

Elles se décomposent de la manière suivante :

- tranche ferme : HYDRAU, CCIC, RESEAUX, AVP, DUP, PRO ;
- tranche conditionnelle n° 1 : ACT-DCE ;
- tranche conditionnelle n° 2 : VISA, DET, AOR.

IV - Prestations divisées en lots : Sans objet.

V - Type de procédure : La présente consultation est lancée sous la forme d'un marché à procédure adaptée, en application des dispositions des articles LP. 326-4 et LP. 321-1 du code polynésien des marchés publics (loi du pays n° 2017-14 du 13 juillet 2017 et de l'arrêté n° 1455 CM du 24 août 2017).

VI - Conditions de participation - pièces à fournir par les candidats :

6.01. Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs :

- les certifications par l'administration fiscale (service des contributions et Trésor public) attestant, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années) ;
- un certificat établi par la Caisse de prévoyance sociale justifiant, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, que l'entrepreneur est à jour de ses cotisations.

Les attestations fiscales et sociales ainsi délivrées sont valables pour toute l'année visée. Les candidats qui soumissionnent à plusieurs marchés conservent l'attestation originale et sont autorisés à produire des photocopies certifiées conformes.

- la déclaration sur l'honneur, visée à l'article A. 233-5 du CPMP pour justifier qu'ils n'entrent dans aucun des cas mentionnés à l'article LP. 233-1 (voir PJ) ;
- les renseignements relatifs à l'identification et aux coordonnées du candidat ou du groupement candidat : n° TAHITI, extrait RC (Kbis de moins de 3 mois), statuts, PV de désignation du représentant légal et pièce d'identité, délégation de pouvoir, etc. ;
- et pour les candidats admis au règlement judiciaire, selon l'article A. 233-6 du CPMP :

1° la copie du ou des jugements prononcés ;

2° Lorsqu'ils sont en période d'observation, une attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

6.02. Documents et renseignements relatifs aux capacités financières :

- une déclaration concernant le chiffre d'affaire global des trois derniers exercices disponibles.

Les entreprises de création récente devront prouver leurs capacités financières par une déclaration appropriée de banque.

Pour justifier des capacités financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. En outre, pour

justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.03. Documents et renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles :

- une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les références devront préciser la nature, le montant et la date des prestations exécutées dans le domaine faisant l'objet de la consultation de mission de maîtrise d'œuvre, avec l'identification des maîtres d'ouvrage et maître d'œuvre concernés ;
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement ;
- une indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché.

VII - Nombre de candidats admis à présenter une offre : Sans objet.

VIII - Critères d'attribution : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article LP. 235-2 du code polynésien des marchés publics (CPMP). L'appréciation de l'offre économiquement la plus avantageuse sera analysée et sélectionnée au terme d'un classement prenant en compte les critères et sous-critères suivants, selon la pondération suivante :

- prix : 70 points (offre la moins disante / prix du candidat) x 70 ;
- valeur technique, appréciée au travers du mémoire : 30 points (une note inférieure ou égale à 20 est éliminatoire) ;
 - méthodologie : 20 points ;
 - moyens humains affectés à la mission : 10 points.

IX - Délai de remise des candidatures et/ou des offres :

9.01. Date limite de remise des candidatures ou des offres : Le 30 août 2018.

9.02. Délai de validité des offres à compter de leur réception : 150 jours

X - Renseignements relatifs aux études et primes : Sans objet.

XI - Renseignements complémentaires :

11.01. Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : Définie dans le règlement de la consultation.

11.02. Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté : Direction de l'équipement, arrondissement infrastructures BP 85, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française, vallée de Tipaerui.

11.03. Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être retiré (ou téléchargé) : Direction de l'équipement, arrondissement infrastructures BP 85, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française, vallée de Tipaerui.

11.04. Frais de reprographie : Sans objet.

11.05. Adresse auprès de laquelle les offres/candidatures doivent être envoyées : Définie dans le règlement de la consultation.

XII - Conditions de remise des offres et/ou des candidatures :

12.01. Le contenu de l'enveloppe à remettre est défini : Dans le règlement de la consultation.

12.02. Modalités de remise des plis : Dans une seule enveloppe au secrétariat de l'arrondissement infrastructures BP 85, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française, vallée de Tipaerui, le 30 août 2018 à 11 heures, délai de rigueur, ou par pli recommandé avec avis de réception postal au BP 85, 98713 Papeete, et parvenir à destination avant ces mêmes date et heure limites. Toute offre parvenue après cette heure sera rejetée.

XIII - Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 2 août 2018.

*Le directeur de l'équipement,
Jean-Paul LECAILL.*

AVIS D'ATTRIBUTION N° 22-18 MET

(Article 25 bis-V du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics)

A - Identification de la personne publique qui a passé le marché : Polynésie française, ministre de l'équipement et des transports terrestres, BP 2551, 98713 Papeete, Tahiti, bâtiment administratif A2 (5e étage), rue du Commandant-Destremau, tél. : (689) 40 46 80 19, fax : (689) 40 48 37 92, courriel : secretariat@equipement.min.gov.pf.

B - Objet du marché :

1° *Objet du marché :* Marché n° 180086 approuvé le 2 mai 2018 relatif à la réhabilitation du débarcadère de la marina de Paopao, Moorea, dans l'archipel des îles Sous-du-Vent.

2° *Type de marché :* Marché de travaux.

3° *Décomposition en tranches ou en lots :*

- le marché ne comporte pas de décomposition en lots ;
- le marché ne comporte pas de tranche.

4° *Références d'avis d'appel d'offres :* Avis d'appel d'offres n° 87-17 MET publié au *Journal officiel* de la Polynésie française le 18 décembre 2017.

C - Procédure de passation : Appel d'offres ouvert lancé sans possibilité de variantes en application des articles 19, 20, 23 à 25 *quater* du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics.

D - Critères de jugement des offres

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction :

Des critères pondérés énoncés ci-dessous :

1° *Prix :* 50 points ;

2° *Valeur technique appréciée au regard des pièces du mémoire technique :* 50 points ;

- *planning prévisionnel :* 5 points ;
- *PRE :* 5 points ;
- *PPSPS :* 5 points ;
- *d'un mémoire :* 35 points ;
 - *les moyens humains :* 2 points ;
 - *les moyens matériels :* 2 points ;
 - *les méthodes d'exécutions :* 22 points ;
 - *le plan d'installation de chantier :* 5 points ;
 - *le nom du bureau d'études chargé des études d'exécution :* 2 points ;
 - *le laboratoire chargé des contrôles et essais :* 2 points.

E - Nom du titulaire : SA JL POLYNESIE.

F - Montant du marché : 26 981 858 F CFP TTC.

G - Date de notification du marché : Le 29 mai 2018.

H - Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 2 août 2018.

I - Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti, téléphone greffe : (689) 40 50 90 25, télécopie secrétariat : (689) 40 50 90 32, télécopie : (689) 40 45 17 24, courriel : tadelapolynésiefraçaise@mail.pf.

J - Délais d'introduction des recours :

- *référé contractuel :* ce recours peut être exercé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication de l'avis d'attribution (article L. 551-13 et suivants du code de justice administrative et R. 551-7 et suivant du code de justice administrative) ;
- *recours en contestation de validité du contrat :* ce recours peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

*Le ministre de l'équipement
et des transports intérieurs,
René TEMEHARO.*